Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Schilderung des Zustandes der Bundesfestung Luxemburg im Jahr 1821 - Cod. Karlsruhe 1670

4

urn:nbn:de:bsz:31-42266

Visual Library

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

K 1670 IV.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

BADISCHE
LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

Beilagen

zum V.ten, VI.ten, und VII.ten Abschnitt

der

Schilderung des Zustandes

der

Bundesfestung

Luxemburg

im Jahre 1821.

BADISCHE LANDES-BIBLIOTHEK KARLSRUHE

BIBLIOTHEK DER 28 DIVISION

(2.)

Copie

Lit: V.

Extrait du protocoll pour regler les dispositions relatives aux territoire et places cedees par la france aux arrangements territoriaux qu'il reste à faire en allemangne et au Systême defensif de la confédération Germanique Paris le 3e. Novembre 1815.

Luxemburg.

L.L. M.M. l'Empereur d'autriche, l'Empereur de toutes les Russies et le Roi de la grande Bretangne emploieront leurs meilleurs offices pour faire obtenir à S. M. le Roi de Prusse le droit de garnison dans la Place de Luxemburg conjointement avec S. M. le Roi de Payt-Bas, ainsi que le droit de nomer le Gouverneur de cette Place.

Für gleichlautende Abschrift
Schuberth
Ingr Hauptmann u. Protokollführer

1A

Copie

Lit: U.

Extrait

de l'acte du Congrès de Vienne

du 9t Juin 1815.

art. 67.

La partie du Canton du duché de Luxembourg, comprise dans les limites spécifiées par l'article suivant, est également cédée au prince souverain des Provinces-Unies, aujourd'hui roi des Pays-Bas pour être possédée à perpétuité par lui et ses successeurs en toute propriété et souveraineté. — Le souverain des Pays-Bas ajoutera à ses titres celui de grand duc de Luxembourg, et la famille est réservée à S. M. de faire, relativement à la succession dans le grand duché tel arrangement de famille entre les princes ses fils, qu'elle jugera conforme aux intérêts de sa Monarchie, et à ses intentions paternelles.

Le grand-duché de Luxembourg servant de compensation pour les principautés de Nassau-Dillenbourg, Siegen, Hadamer et Dietz, formera un des Etats de la confédération germanique, et le prince roi des Pays-Bas entrera dans le système de cette confédération comme grand duc de Luxembourg, avec toutes les prérogatives et privilèges dont jouiront les autre princes allemands.

La ville de Luxembourg sera considérée sous le rapport militaire, comme forteresse de la confédération. Le grand duc aura toutefois le droit de nommer le gouverneur et commandant militaire de cette forteresse, sauf l'approbation du pouvoir éxecutif de la confédération, et sous telles autres conditions qu'il sera jugé nécessaire d'établir en conformité de la constitution future de la dite confédération.

Für die gleichlautende abschrift

Schuberth

Ingt. Hauptmann u. Fortifikations-Assistent

Schuberth.

6

(7.)

Anlage 3.

Abschrift

Lit IV.

Tractat

zwischen Preußen und den Niederlanden.

Abgeschlossen in Frankfurt am 8ten November 1816.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

6 8.

Copie

A Francfort le 14e. Septembre 1816.

Protocole de Conference.

Messieurs les Plenipotentiaires de Prusse et des Pays-Bas ayant reçus de nouvelles instructions de leurs Cours réspectives, se sont réunis pour se concerter sur les points du traité qui restaient à regler, ils ont commencé par faire lecture du protocole de la conference du 8e. dûnt et ont arreté successivement tous les articles qui demandaient encore à être fixés.

Monsieur le Plenipotentiaire des Pays-Bas a adopté la redaction de l'article concernant la garde Bourgeoise que Mons. le Plenipotentiaire de Prusse avait proposé et qui était annexé sub lit B. au protocole de la conference du 8e. dûnt dernier.

Cet article prendra la place du 7e. dans le traité.

La Clause relative au serment à prêter par le Gouverneur et le Commandant a été adoptée également et on l'a placé à la fin de l'article 6.

Quand aux routes militaires on a adopté l'article proposé dans le protocole du 10e. juillet, après y avoir fait quelques légers changements. Cet article sera le 19e. du Traité.

L'article 16 a été changé et a été redigé tel qu'il se trouve annexé au présent protocole.

Mr. le Plenipotentiaire des Pays-Bas a déclaré que sa Cour ne fait point difficulté d'admettre la Clause renfermée dans l'annexe C. du Protocole de la conference du 8e. dûnt, mais qu'elle désire qu'elle forme l'objet d'un article séparé et secret. En conformité de cette déclaration on en a fait le premier des articles séparés et secrets.

Mrs. les Plenipotentiaires se trouvent ainsi d'accord sur tout

tous les articles patents et secrets du traité ils sont convenus également de la rédaction du Préambule, et ont fait de nouveau lecture de chaque article.

En y apportant les corrections de style qui semblaient encore nécessaires. Ce travail terminé, ils ont paraphé chacun des articles # tels qu'ils sont rédigés actuellement et annexé au protocole Sub Lit. A. Z. comme définitivement arrêtés et de nature à ne pouvoir plus être changés que d'un commun accord. Ils procéderaient même à l'expédition et à la signature du traité, si les stipulations qu'il renferme, ne devaient point puisqu'elles dérivent des arrangements faits entre les Puissances alliées à Paris, être premièrement mis sous les yeux des ministres des autres cours signataires du protocole du 3e. Novembre 1815.

Ils se proposent de leur communiquer les articles paraphés et l'on procédera sans autre délai à la signature du traité, dès que cette condition aura été remplie.

En foi de quoi MM.rs les deux Plénipotentiaires, ont lu de nouveau et approuvé le présent protocole et y ont apposé leurs signatures. (Signé) gagern. Humbold.

Pour Copie Conforme tant du protocole que de ses annexes.

Francfort ce 21e. Septembre 1816.

(Signé) Humbold. gagern.

Séparément et déclarent réciproquement qu'ils regardent ces articles

Au Nom de la très Sainte et indivisible Trinité.

Sa M.te le Roi de Prusse, et S. M. le Roi des Pays Bas, g. D. de Luxembourg desirants d'un commun accord avec L. L. M. M. l'Empereur d'Autriche le Roi du Royaume uni de la grande Bretagne et d'Irland et l'Empereur de toutes les Russies, donner suite par un traité particulier aux articles et stipulations du traité de Paix conclu à Paris le 20.e Novembre 1815, tant à celles qui regardent le Royaume des Pays Bas qu'à celles qui concernent le G. D. de Luxembourg, Sa M. le Roi des Pays-Bas agissant dans sa double qualité de Roi et de grand Duc, et L. L. M. M, voulant en faire l'application à tout ce qui concerne leurs interêts respectifs et consolider les arrangements qui en désirent, ont nommés à cet effet les Plenip.ce suivants,

Savoir.

S. M. le Roi de Prusse,

S. A. S. M. le Roi des Pays-Bas. g. D. de Luxembourg.

les quels après avoir échangé leurs plein.s pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu, signé et arrêté les articles ci après.

/ Paraphé / Humbold. Jagern.

Article 1.

S. M. le Roi des Pays-Bas g. D. de Luxembourg possedera pour lui descendants et successeurs en pleine propriété et souveraineté tous les districts qui ayant fait partie en 1790 de la ci devant Belgique, de l'Evêché de Liege et du Duché de Bouillon, on été cedés par la France aux Puissances alliés par le traité conclu à Paris le 20.e Novembre 1815 ainsi que les territoires enclavés avec les places de Philippeville et de Marienbourg cedés par le même traité, Par suite de cette Disposition les limites des Etats de S. M. le Roi des

Pays

Pays-Bas. g.D. de Luxembourg et celle de la frontiere commencera à la Mer du Nord restevant telles quelles sont été fixés par le Traité de Paix de Paris du 30e. May 1814. jusque vis-à vis de Quievrain.

De Quievrain la ligne de Demarcation suivra les encienne limites exterieure de la Belgique du ci devant Evêché de Liège et du Duché de Bouillon jusqu'à Villers près d'Arval, comme elles étaient en 1790 en y comprenant la totalité de ces Pays et spécialement les places et territoires de Philippeville et de Marienbourg, conformement aux Stipulations du 1r. Article du dit Traité du 20e. Novembre 1815. et sans autrement changer les limites du Royaume des Pays-Bas et du grand Duché de Luxembourg qui seront conservées telles quelles ont été fixées par le traité de Vienne du 31e. Mai 1815, lequel dans tous les autres points est pleinement confirmé.

Article 2.

Une partie des indemnités pecuniaires que S. M. T. Chretienne s'est engagée de payer par l'article 4 du traité de Paris du 20e. Novembre 1815. étant destinée en vertu des arrangements faits à Paris entre les Puissances alliés à renforcer la ligne de Defence des Etats limitrophes de la France. S. M. le Roi des Pays-Bas g.D. de Luxembourg recevera pour cet effet la Somme de soixante Milions de francs.

Sa M. le Roi des Pays-Bas. g.D. de Luxembourg s'engage à employer cette Somme aux ouvrages necessaire de la defense des frontieres de ses Etats conformement au Système adopté et au concert pris à cet égard entre les Puissances alliés au Protocole de la Conference de leurs Ministres du 21e. Novembre 1815 annexé au présent traité et qui aura la même force et valeur comme s'il était textuellement inseré au present traité.

Paraphé avec une reserve sur la Clause finale qui veut que le Protocole du 21e. Novembre 1815 soit annexé au traité.

(p. paraphé) Gagern Humbold.

Article 3.

Sa M. le Roi des Pays-Bas g. D. de Luxembourg reconnaissant le juste titre des avantages qui resultent des dispositions precedentes, tant par l'accroissement que pour les moyens de défense de son territoire &c. promis pour les sommes stipulées dans l'article 4 du traité de Paris du 20e Novembre 1815 a laquelle part à la quelle elle pourra prétendre titre d'indemnité et qui est fixé par le protocole de la Conference du 20e Novembre 1815 au total de 21,264,832 francs 22 cent.

Sa M. adhère au principe que cette quote part serve à completer les indemnités de l'autriche et de la Prusse et soit partagée en parties égales entre ces deux Puissances

(s: paraphé:) Humbold. Jagern

Article 4.

L'article 3 du traité conclu à Vienne le 31e May 1815 et part. 67 de l'acte du Congrès de Vienne ayant stipulé que la forteresse de Luxembourg serait considerée comme forteresse de la confedération Germanique, cette disposition est maintenue et expressement confirmée par la présente convention.

Cependant S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas agissant en qualité de g. D. de Luxembourg voulant adopter le reste des dispositions des dits articles aux changements survenus par le traité de Paris du 20e Novbre 1815 et pourvoir de la manière la plus efficace à la defense combinée de leurs Etats respectifs

L. L. M. M. sont convenus de tenir garnison commune dans la forteresse de Luxembourg sans que cet arrangement fait uniquement sous le rapport Militaires, puisse alterer en rien le Droit de Souveraineté de S. M. le Roi des Pays-Bas g. D. de Luxembourg

Lux

sur la Ville et forteresse de Luxembourg.

/: paraphé :/ Jagern. Humbold.

Article 5.

Sa Mat. le Roi des Pays-Bas g. D. de Luxembourg, ~~cède~~ cède à Sa M. le Roi de Prusse le Droit de nommer le Gouverneur et le Commandant de cette Place et consent à ce que tant la garnison en général que chaque arme en particulier soit composée pour les trois quarts de Troupes Prussiennes et pour un quart de Troupes des Pays-Bas, renonçant ainsi au Droit de nomination que l'article 69 de l'Acte du Congrès de Vienne assurait à S. M.

Ces Troupes seront soldées et équipées aux frais de leurs Gouvernements respectifs. Il en sera de même pour leurs nourriture lorsque la forteresse ne sera pas déclaré en Etat de siège.

Dans ce cas, la garnison se nourrira des Magasins de la forteresse et il sera suppléé à son approvisionnement d'après les principes établies à l'article

/ paraphé / Jagern Humbold.

Article 6.

Le Droit de souveraineté appartenant dans toute sa plénitude à Sa M. le Roi des Pays-Bas g. D. de Luxembourg dans la Ville et forteresse de Luxembourg comme dans tout le reste du grand Duché l'administration de la justice la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile restera exclusivement entre les mains des employés de S. M. et le Gouverneur et le Commandant leur porteront secours et assistance en cas de besoin.

De l'autre côté le Gouverneur sera nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour lui assurer conformément à la responsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre et indépendant de ses fonctions et les autorités civiles et locales lui seront subordonnées pour tout

ce

ce qui concerne la defense de la Place.

Pour éviter neanmoins tout conflit entre l'autorité militaire et civile, S. M. le Roi des Pays-Bas G. D. de Luxembourg nommera un Commissaire spécial qui sera d'intermediaire entre le Gouverneur et les autorités civiles et recevra les Directions du dit Gouverneur dans les affaires de Police et tant qu'elles se tiendront aux rapports militaires et a la Defense de la place.

Le Gouverneur pourra pour le même Objet et toujours dans les limites qui viennent d'être énoncées deleguer de sa part une personne à son Choix et ces Deux employés formeront une Commission Mixte.

Mais en Cas de guerre, ou si Une ou l'autre des Puissances de Prusse ou des Pays-Bas était menacé d'une guerre et que la forteresse fut declarée en Etat de Siège les pouvoirs du Gouverneur seront illimités et n'auront d'autre bornes que la prudence, les usages et le Droit de Gens.

Si finalement la Diète de la Confédération Germanique venait à désigner quelques Gouverneurs et Commandants des forteresse de la Ligne devront être assermentés le Gouverneur et le Commandant de la forteresse de Luxembourg prêteront le serment d'après la formule qui en sera rédigée par la Diète.

L. paraphé: Gagern. Humbold.

Article 7.

La force de la Garde Bourgeoise de la Ville de Luxembourg sera conformement à la Loi du Royaume des Pays Bas du 28e. Juin 1815. dans la proportion de 3 à 100 de la Population de la Ville comptée; et elle ne pourra dans aucun Cas et sous aucune dénomination depasser ce nombre. Elle ne montera la Garde, que lorsqu'il n'y aura pas de Garnison dans la place, et son service, lorsqu'elle ne sera point appellée à prêter main forte à la défense de la forteresse se bornera à maintenir le Repos public et à garantir les possessions

De

ses Concitoyens, principalement en cas d'incendie. Toutes les fois qu'elle devra faire un pareil au autre Service militaire quelconque elle sera soumis aux ordres du Gouverneur de la forteresse, sans le consentement duquel elle ne pourra se rassembler, ni pour Exercice ni pour le Service réel. La place de Luxembourg étant une forteresse de la Confédération Germanique, les Hautes parties Contractantes placent en réserve expresse toutes les dispositions dont la Confédération conviendrait pour les Gardes Bourgeoises dans toutes les forteresses de la Ligne, soit en Général soit en particulier relativement au Serment, qui serait exigé d'elle.

p.t Paraphé:/ Humbold. Gagern.

Article 8.

Le cas de Guerre échéant, ou la Guerre devenant imminente, il resulte du Devoir et de la responsabilité du Gouverneur qu'il pourra exercer au dehors de la forteresse autant que les dispositions militaires qu'il aura a faire l'exigeront, les mêmes pouvoirs dont il est investi dans l'interieur de la place. Si en tems de paix il jugeait nécessaire d'ordonner des patrouilles ou de Places des avant-postes, les troupes ne pourront faire aucune réquisition ni être à la charge des habitans.

paraphé. Gagern. Humbold.

Article 9.

La Garnison de la forteresse qui sera placé Directement sous les ordres du Gouverneur, consistera en tems de paix en six milles hommes, cependant S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas G. D. de Luxembourg sont convenus pour le moment et aussi longtems que les troupes alliés n'occuperont une partie de la frame de se borner à quatre mille homme seulement; dont trois milles seront fournis par

la

par la Prusse et mettes pour les Pays-Bas.

paraphé. Gagern. Humbold.

Article 10.

Sa M. le roi des Pays-Bas, g.D. de Luxembourg consent, à ce que le Commandant de l'artillerie et celui du génie de la Ste Croix soient nommé par la Prusse, sous la reserve qu'il nommera de son côté deux officiers de ces armes qui seront particulièrement responsables à S.M. les attributions de ces quatre officiers seront les suivantes.

Le Commandant de l'artillerie disposera librement du materiel, il en ordonnera la distribution en tems de Paix et l'usage en tems de Guerre, bien entendu qu'aucune pièce ne pourra être ôtée de la forteresse. Il sera également chargé de veiller à ce que le materiel et les munitions soient dans l'état stipulé par le traité. L'officier d'artillerie des Pays-Bas veillera à la conservation et à l'entretien du materiel comme le nombre des canons à feu, l'état des affuts et de tous les objets appartenant au materiel, ainsi que la qualité de munitions, seront déterminés à la suite des dispositions de la présente convention, l'inventaire qui en sera dressé servira de norme à ces deux officiers. L'officier au service des Pays-Bas recevra les Etats de changement et exercera le contrôle des objets qui seront délivrés de l'arsenal et du magasin par ordre du Commandant de l'artillerie.

Le Commandant du génie et l'ingenieur au service des Pays-Bas partageront ensemble le soin de veiller à la conservation des ouvrages et commiendront d'un commun accord des reparations et nouvelles bâtisses qu'il sera nécessaire de faire. Mais ces travaux une fois arrêtés le Commandant du génie en tracera seul le Plan détaillé et en dirigera l'execution.

Si cependant on n'adoptait point le mode établi dans

ces

les Pays-Bas qui est l'adjudication des travaux publics au rabais, l'Ingenieur des Pays-Bas devra concurir aux marchés qui seront conclus entre les entrepreneurs ou les ouvriers. Toutes les discussions qui pourraient s'élever seront decidés par une commission mixte sous la Direction du Gouverneur. Les dispositions relatives aux reparations et à l'entretien journalier des ouvrages ne dérogeront en rien aux stipulations de l'art. ... qui se rapportent à un plan premier des ouvrages des fortifications en General et à l'inspection de ces travaux après qu'il seront terminés.

/paraphé/ Gagern. Humbold.

Article 11.

La Partie Prussienne de la garnison fournira de libre exercice de Religion et la Ville lui fournira sur la demande du gouverneur un Local adopté à cet usage.

paraphé Gagern. Humbold.

Article 12.

Les Hautes Parties Contractantes ayant jugé nécessaire de mettre le Gouverneur de la place en état de renforcer si les circonstances l'exigeaient sans Delai la Garnison, il sera formé une Milice de huit milles hommes, Savoir: Six mille pour la Prusse, et deux mille pour les Pays-Bas, dans les arrondissements des deux monarchies les plus rapprochés de la forteresse, pour que le Gouverneur Prussien en dispose à chaque instant. Cette milice sera des deux Côtés composées de Gens propres aux combats, exercés et bien armés.

Les deux mille hommes à fournir par les Pays-bas seront immediatement à la disposition du Gouverneur militaire de la forteresse de Luxembourg dès que requisition en sera faite par lui au Général au service des Pays-bas Commandant dans le Grand Duché de Luxembourg lequel se trouvera muni à toutes les époques de l'ordre éventuel d'effectuer cette mesure.

/paraphé/ Gagern. Humbold.

Article 13.

On s'occupera incessamment du rétablissement entier et parfait des fortifications. Le Gouvernement Prussien est celui des Pays-bas s'engagent à Coalescer pendant le tems fixé par le Traité de Paris du 20e. Novembre 1815. à l'occupation d'une partie de la France par les armées alliées. Après le rétablissement on dressera un Plan regulier pour assurer l'entretien des Ouvrages, Les Travaux arrêtés d'après ce plan et approuvés par les deux Gouvernements seront exécutés sous la Direction du Gouverneur à l'aide d'un Commissaire de sa M. le roi des Pays-Bas G. D. de Luxembourg.

Les fonds nécessaire pour les Travaux seront remis à une Commission mixte placée sous la Direction du Gouverneur. La même Commission donnera également de charge pour les Sommes employée aux dits travaux qui à la Cloture des Comptes de chaque année seront inspectés par un officier Prussien et un officier des Pays-Bas.

paraphé: Gagern. Humbold.

Article 14.

L'approvisionnement de la place relatifs aux subsistance et aux hopitaux devroit être assuré pour dix mille hommes et pour une année. Mais afin de rendre cette charge moins onereuse en la divisant et prenant en consideration les années d'occupations d'une partie de la frane, on se bornera pour le moment à assurer un approvisionnement pour ~~dix~~ # mille hommes sera complet.

L'approvisionnement en objets de munitions de tout genre sera proportionné à la grandeur de la place et au nombre de la garnison en tems de guerre.

paraphé:
Gagern. Humbold.

de façon qu'au bout de quatre ans l'approvisionnement pour dix mille hommes

Article 15.

A fin que le Service de la place ne puisse jamais être interrompu par le manque de fonds nécessaires, il sera crée un fond d'dotation qui sera fourni annuellement et sur lequel il sera établi une comptabilité exacte pour qu'à la fin de chaque année il en soit rendu compte aux deux Gouvernements.

Ce fond servira également au payement des salaires des Employés qui, tels que les Inspecteurs de magasin des Remparts et autres employés n'appartiennent pas proprement à la Garnison, mais à la forteresse même, ainsi qu'à couvrir les frais de bureaux et autres dépenses de ce genre.

/ paraphé / Gagern Humbold.

Article 16.

La Place de Luxembourg étant forteresse de la Confédération Germanique et les Gouvernements de Prusse et des Pays-bas ne pouvant en conséquence être censés avoir l'obligation de l'entretien exclusivement à leurs frais pour la Dépense commune, Les hautes parties contractantes partent du principe que la Confédération Germanique se chargera de l'entretien de cette place, sans les modifications spécifiés dans le présent Traité

Elles réuniront leurs efforts pour contribuer selon leurs situation respective, à engager les Princes et Etats de l'Allemagne à reconnaître ce principe tant en General que relativement aux avances déjà faites pour la forteresse par S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays Bas G. D. de Luxembourg.

/ paraphé / gagern. Humbold.

Article 17.

Le Service des Douanes respectifs ne pourra point être troublé ni interrompu par le Passage des Troupes. Les effets d'équipement

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

et d'habillement, ainsi que les autres effets nécessaires à la garnison Prussienne de la garnison de Luxembourg, ne appartenant aux troupes en marche seront libre de tout Droit d'entrée et de sortie, mais il devra être dûement constaté par les autorités compétentes qu'il sont destinés au dit usage, ou qu'il forment la propriété des dites troupes.

paraphé Humbold. Jagern.

Article 18.

La partie Prussienne de la garnison jouira de la franchise du port de lettres sur les routes de Trèves et de Saarbruck. Quand aux taxes des Barrières sur les routes du Grand Duché de Luxembourg, qui sont Barrières de l'état et non propriété communale ou particulière, les militaires Prussiens appartenant à la garnison de la Place jouiront des mêmes avantages, que ceux des Pays-Bas et seront à une distance de quatres lieues autour de la place, toujours censés être en service, lors qu'ils se présenteront en uniforme.

paraphé Humbold. Jagern.

Article 19.

Les hautes parties contractantes se reservent de combler incessamment et au plus tard le terme de trois mois à compter du jour de la ratification du présent traité une convention separée relativement aux routes militaires par leurs états respectifs.

En attendant elles consentent provisoirement que les troupes Prussiennes allant à Luxembourg ou venant de cette forteresse, ainsi que celles qui appartiennent au qui sont destinées au corps d'armée stationnée en France, se servent de la route militaire existante actuellement de Grevenmacher à Luxembourg et de là vers les frontières de la France, et

que

que les recrues Suisses et allemandes destinées aux Bataillons de la Suisse du Royaume des Pays-Bas prennent la Route de Coblence à Liège et Maestricht.

Tout ce qui a rapport aux prix et au payement des fournitures qui devront être faites à ces Troupes recevra plus tard l'application des dispositions et conditions de la Convention future qui aura à cet égard un effet rétroactif.

/paraphé/. Gagern Humboldt.

Article 20.

Le traité conclu avec Sa M. le Roi des Pays-Bas S.D. de Luxembourg à Vienne le 31e. Mai 1815. ainsi que toutes les articles de l'acte du Congrès de Vienne du 9e. Janvier 1815. qui concernent les intérets de S. M. ou qui ont été stipulés avec elle, sont confirmés dans tous les point et toutes les dispositions qui n'ont pas été expressément changées par la présente Convention.

/paraphé/ Humboldt. Gagern.

Article 21.

La présente Convention sera ratifiée et les actes de Ratification en seront échangés dans le terme de Deux mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plenipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le Cachet de leurs armes fait à. —

/paraphé/ Humboldt. Gagern.

Article Separé et Secret.

Article 1.

L'approvisionnement de la Place de Luxembourg en viandes sera assuré moyennant la désignation du bétail nécessaire à cet effet. Le bétail sera choisi dans les Districts les plus voisins de la forteresse pour qu'on puisse en cas de besoin s'en saisir sur le champ en en payant au propriétaire dans le plus court délai, le prix selon l'évaluation d'experts nommés à ce but. Le Gouverneur Civil du Grand Duché et le Gouverneur militaire de la forteresse procéderont incessamment après la ratification du présent traité à cette désignation, et la répartition du bétail sur les dits Districts.

Ad. paraphé. Gagern. Humbold.

Article 2.

Tout ce qui resterait encore à régler entre Sa Mte. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-bas G. D. de Luxembourg relativement aux frais de l'entretien de la forteresse du Gouvernement, des Casernes et de tout autre objet de cette nature, tant pour les Dépenses à faire que pour celles déjà faites jusqu'ici, est expressément reservé à un arrangement ultérieur.

Ad. paraphé.

Gagern Humbold.

Article 16.

La Place de Luxembourg étant forteresse de la Confédération Germanique et les Gouvernements de Prusse et des pays-bas reconnaissant en conséquence être censés avoir l'obligation de l'entretenir exclusivement à leurs frais pour la Défense commune la question de son entretien, sous les Modifications spécifiées dans les articles précédents, est expressément reservée aux discussions de la Diète.

Für die Richtigkeit der Abschrift. Luxemburg d. 3ten Octobr. 1831

Schubarth. Ing. Hauptmann.

21.

Lit X

Annexe 1

Luxembourg, le 8e Juin 1821.

mi-Altesse . 10 D. 12.

Nº 2110.

Objet

Renseignement sur divers point relatifs à la forteresse.

Annexe 1.

Le Commissionnaire de sa Majesté le Roi des Pays-Bas pour la forteresse Fédérative de Luxembourg.

à Monsieur le Président de la Commission Locale, délegué par la Commission Militaire près la Diète, pour la forteresse fédérative de Luxembourg.

Monsieur le Président.

En conséquence de la promesse que je vous ai faite de me partir pour les Eaux qu'après avoir satisfait aux diverses demandes que vous m'avez adressés, toutes resultants de la position de Luxembourg comme forteresse Fédérative, j'ai l'honneur de vous faire parvenir un Memoire renfermant les reponses aux questions que vous avez posées.

Je serais désolé Monsieur le Président si le retard nécessaire qu'a mis le triste état de ma santé à la rédaction de cette pièce eut entraîné le moindre du monde la marche du travail de la Commission; si cependant tel était le Cas, je vous serais fort obligé Monsieur le Président de vouloir bien accepter pour vous et faire agréer à Messieurs vos Collaborateurs mes excuses les plus sinères

Recevez Monsieur le Président les assurances de ma très haute Considération

Le General Major

F. Leyden van Nyenelt.

Memoire.

Présenté à la Commission Locale de Luxembourg par le Général Major Baron van Zuylen van Nyevelt Commissionnair de S. Majesté le Roi des Pays Bas pour la dite forteresse en réponse aux demandes faites par la Commission sur les relations politiques, Droits reservés, amandes faites, Dépenses courantes, revenus, reclamations de toute nature, etc. resultant de la position de Luxembourg, comme forteresse fédérative de la Confédération Germanique.

Memoire

présenté à la Commission Locale de Luxembourg, par le general Major Commissionnaire de S. M. le Roi des Pays-Bas pour la forteresse fédératives.

Art. 1.er Relations Politiques.

Par suite des Deux Traités de Paris du 30.e May 1814 et 20.e Nov. 1815. et des dispositions subséquentes du Congrès à Vienne, le grand Duché de Luxembourg, tel qu'il est maintenant circonscrit dans ses limites, a été cédé à S. M. le Roi des Pays-Bas pour être possédé à perpétuité par lui et ses successeurs en toute propriété et souveraineté en compensation de la cession des principautés de Nassau-Dillenbourg, Dietz, Siegen et Hadamar.

La prise de possession en eut lieu le 12.e Mai 1815.

Le grand Duché de Luxembourg servant de compensation à la cession faite des Etats Allemands jusques là possédés par la maison regnante des Pays-Bas, il fut stipulé qu'il feroit un des Etats de la Confédération germanique, et par l'article 67 des actes du Congrès de Vienne du 9.e Juin 1815, la ville de Luxembourg fut déclarée être sous le rapport militaire, forteresse de la même Confédération.

Par l'acte précité il fut reconnu au grand Duc, le Droit de nommer le Gouverneur et le Commandant de la forteresse; faculté à laquelle S. M. le Roi des Pays-Bas a renoncé par la suite en faveur de la Prusse, sur l'intercession des grandes Puissances Signataires du Traité de Paris

cependant depuis l'évacuation des Troupes hessoises,

ces

les troupes Prussiennes occupant la forteresse, on sentit le besoin de stipuler par un acte formel sur les divers intérêts; et des plénipotentiaires des deux Puissances des Pays-Bas et de Prusse conclurent à Francfort sur le mein, le 8e. Novembre 1816. une Convention pour fixer ces droits

Cette Convention faite pendant l'occupation militaire de la France avait principalement pour but de régler de la manière la plus efficace la défense combinée des états respectifs des Souverains contractants, par une occupation commune de la forteresse de Luxembourg, sans que cet arrangement, fait uniquement sous le rapport militaire, peut altérer en rien le droit de Souveraineté de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas sur la Ville et la forteresse de Luxembourg,

Cet acte, rédigé d'ailleurs par des diplomates endurcis, présentait des anomalies militaires que ces Messieurs ne voyaient pas ou prévoir - il laissait sans décision plusieurs objets très importants. On tacha plus tard d'y remédier par une nouvelle transaction; et on nomma des deux côtés un Lieutenant-général pour être chargé de ce travail. mais ces plénipotentiaires n'ayant pu s'entendre sur les points les plus essentiels à décider, cette négociation resta sans aucune suite.

La Convention de Francfort, regit donc encore dans ce moment, tout ce qui a trait à l'occupation militaire de Luxembourg.

Dans le tems que le Royaume de France était encore gardé par les troupes alliées, le soussigné fut chargé avec Monsieur de Marquardt s. alors Commissaire de la Prusse dans la forteresse s. de conclure un traité pour le passage des troupes dans les grands-Duchés respectifs de Luxembourg et du bas Rhin, en exécution de ce qui avait

été

stipulé par l'article 19 du traité de Francfort.

Cette convention fut conclue le 26e. Novembre 1817. et règle encore traitements tant ce qui a trait au passage et au Logement des troupes le fait ayant lieu. Le Chapitre 2 §: 107-200 réglant l'acquittement et les franchises de la taxe aux barrières est encore en vigueur, comme extention de l'article 18 du traité de Francfort.

Luxembourg étant Chef lieu de la province, est la résidence du gouverneur civile, du Général Commandant et de tous les Chefs des différentes branches d'administration publiques. La levée annuelle de la milice se fait dans cette ville, mais les hommes n'étant habillés et armés qu'aux corps qui leurs sont assignés, il n'entre dans la place d'armes, que les sous Officiers nécessaires à leur conduite.

Des difficultés sur le Rang des troupes ont empeché jusqu'ici que le Contingent des Pays-bas n'entrât à Luxembourg, il ne s'y trouve appartenant à la place, que les Officiers Belges du génie et de l'artillerie, chargés du materiel de ces deux armes.

Luxembourg comme Chef-lieu renferme encore l'Etat major d'une Compagnie de Maréchaussées et une Vingtaine de Maréchaussées tant à pied qu'à cheval pour le service du Tribunal de 1re. Instance.

La garde Urbaine, dissoute depuis la Guerre, n'est pas reorganisée. L'utilité de rétablir ce corps, qui doit s'élever à près de 300 hommes, est généralement sentie surtout pour la police aux incendies; aussi dans si dangereux dans une ville remplie de poudres. Sa reorganisation dépend d'une nouvelle Loi sur la formation des gardes Urbaines dans le Royaume sauf les dits additions que la Confédération Germanique prendra en général sur cet objet.

Le Roi des Pays bas tient à Luxembourg un commissaire spécialement chargé de tout ce qui est relatif aux interets de la forteresse et de la garnison. Il correspond directement avec

son

son gouvernement et c'est à lui que s'adressent les divers autorités militaires soit immédiatement, soit par l'intermédiaire du Commissaire Prussien. — Le Roi de Prusse tient aussi un Commissaire à Luxembourg, mais celui-ci est subordonné à l'autorité militaire de la Place.

Art. 2. Droits reservés

Du côté des Pays Bas a été reservé à S. Majesté le Roi le Droit de Souveraineté dans toute sa plénitude d'où resulte la disposition exclusive de toutes les branches d'administration publique.

Dans les affaire de haute Police seulement, pour autant que le cas pourrait se lier aux rapports militaires et à la Defense de la Place, l'initiative a été reservée au Gouverneur de la forteresse, qui s'entend sur cet objet avec le Commissaire des Pays-Bas. — Du côté de la prusse a été reservé au Gouverneur l'exercice libre et independant de son autorité, et tous les pouvoirs nécessaires pour assurer l'exécution des hautes fonctions qui lui sont confiées.

Le Commandant Prussien de l'artillerie dispose librement du materiel qui est gèré par l'officier d'artillerie des Pays-Bas. Les stipulations sous le rapport de l'arme du Genie n'ont pas reçues leurs exécution par défaut de fonds, on n'a pas fait de nouvelles bâtisses et les reparations indispensable ont été faites aux bâtiments, par les Pays-Bas, sous la Direction exclusive de l'officier du génie Belge.

La Prusse pareillement sous la Direction de son officier du génie à fait faire quelques réparations à la forteresse, partie pour utiliser le Détachement de condamnés aux travaux publics qui se trouvait à Luxembourg.

Le

Le même Desaunt De fonds à empêché l'exécution De l'article 13 Du traité et l'application des Droits y réservés au Gouvernement.

La franchise aux barrières ayant été reservée, les troupes Prussiennes ont été assimilées aux mêmes avantages dont jouissent les troupes Nationales. La même faveur d'assimilation à été accordée aux troupes Prussiennes pour l'éxécution de la franchise pour la taxe des lettres.

L'approvisionnement de la forteresse et les effets militaires de la Garnison Prussienne sont libre de tous Droits d'entrées de sortie et des octrois. Les corps ou les dépôts d'habillement font leur déclarations, qui est certifiée par le Commissaire Prussien et visée pour l'exécution de l'article 17 par le Commissaire de Sa M.té le Roi des Pays-Bas.

La Garnison Prussienne jouit du libre exercice de son culte religieux, dans un temple approprié exprès pour le service et que la Munificence du Roi a doté d'un mobilier et des vases sacrés nécessaires.

Tels sont les droits réservés par les traités qui reçoivent de part et d'autres leur entière exécution.

Article 3 Avances faites.

Les diverses avances faites pour la forteresse ne sont présentées ici que globalement, pouvant dans cet état passer-t-on remplir les vœux de la Commission locale. Ce n'est que quand il s'agira d'un arrangement définitif que le soussigné croit qu'il sera nécessaire d'entrer dans plus de détails et de justifier les décomptes par des pièces à l'appui. Cependant il a l'honneur d'observer à M.M. les Membres de la Commission locale qu'il y a en sus du premier Etat un dernier décompte avec les entrepreneurs Généraux des Vivres et fourrages Clasen, & Kuppfer dont la liquidation est encore pendante à la Chambre Général des Comptes. On reserve au reste la présentation d'états

Supplemen

Supplementaire pour Omissions et reclamation non rentrées encore.

p. N.B. le florin des Bajs-Bas, vaut 2 1164/1000 francs

1er Etat a. fournitures de Vivres, fourrages et d'Eau depuis le 1er Juillet jusques et compris le 31e Octobre 1815 . . . . . 36471 97.

b. Pour les mêmes Objets depuis le 1er Novbre 1815. jusques et compris le 31 Decembre 1817 . . . 1488 179 08.

c. Les comptes encore en Liquidation . . . pour mémoire

Total du 1er Etat Pour . . . . . fl. 1524651 05

2me Etat pour Indemnités de Logement, Chauffage - Layer d'Ecurie, de Meubles et de Bureau; Chauffage et éclairage aux Casernes et Corps de Gardes; et fourniture d'Eau depuis l'occupation jusqu'au 1er Janvier 1820 . . . . . 347387 77.

Etats partiels

1. Traitement et Indemnité de Logement pour les Portiers et Huissiers, jusqu'au 1er Janvier 1820 . . . . 8292 37.

2. Conversion de l'hopital Vauban en caserne d'Infanterie terminée en 1819 . . . . . 17512 49.

3. Entretien des batimens Militaires achat, entretien et conservation du mobilier, ponts militaires & fournitures de Cable, Ramonage des Cheminées, fourniture de paille de Couchage jusqu'au 1er Janvier 1820 . . 74576 26.

4. Reparations aux Casernes éxecutés pendant l'année 1820 et 1er Trimestre 1821. . . . . 14500. 00

5. Le Decompte pour 1820 et premier Trimestre 1821 n'ayant pas encore été établie les Sommes suivantes ne sont portées qu'approximativement:

5. Logement du Prince Gouverneur . . . . 1490. 00.

à reporter fl. 1988409 94

Report d'autre part		fl 1988409	94.
6. Indemnités aux Officiers pour Logement, Chauffage, Loyer d'Ecurie, de Meubles et de Bureau		40700	00
7. Traitement des Portiers & Eclusiers		2200	00
8 Chauffage & Eclairage aux Casernes		49100	00
9. Chauffage & Eclairage aux Corps de Garde		7700	00
10 Rommage des Batiments militaires		1200	00
11. Paille de couchage		1600	00
12. avances pour droit d'entrée, pour mémoire		"	"
13. avances pour taxes aux Barrières pour Voitures non autorisés, pour memoire		"	"
Total approximatif Des avances faites par le Gouvernement		fl 2090909	94
(non Compris les Décomptes encore en liquidation)			

Etats Supplementaires pour reclamations diverses.

a. Domaines

1°. pour Loyer D'un batiment, Ci devant Couvent Des Dames De la Congrégation evalué a fl 1000 par an; Depuis Son occupation jusqu'au 1er Avril 1821.	fl 5750	00.	
2°. pour Loyer D'un batiment, Ci devant Couvent Des Capucins Depuis Son occupation jusqu'au 1er Avril 1821 à raison De fl 820 par an	2050	"	
3. pour trois ecuries avec magasin, pour les fourrages; ces trois écuries pouvant contenir 60 Chevaux, Dont Deux jusqu'au 1er Avril 1821. et une jusqu'au 1er Octobre 1820 à raison De fl 450	2500	"	
a Domaines			10300 00.
à Reporter		fl 0210120909	94.

a Rapporter D'autre part fl	210 1209.	94.
6. Regence Urbaine		
Pour Loyer des Batiments et emplacements fournis, occupés militairement Depuis le 1er Juin 1813 jusqu'au 1er Avril 1821 - Savoir		
1°. La Halle aux blés transformée en Magasin de farines a raison De fl 600 par an		
2°. Les Corps de Gardes, transformés en Magasin de biscuits a raison de fl 100 par an		
3°. le Chapitre transformé en Magasin De Sel à raison De fl. 80 par an		
4°. Le Grenier du Chapitre transformé en Magasin d'avoine a raison de 200 fl par an		
5°. les Greniers du College au dessus de la Grande Salle a raison de fl 75.		
6°. Les Caves sous l'Athenée a raison De fl. 400 par an		
6. Regence Urbaine	9942	50.
C. Particuliers.		
La Veuve Descatore et ayants droits; pour Indemnité d'usage De 8 Mousquets, leur propriété particulière, que le General Prussien Brocke a requis le 1er Avril 1815 - Lesquels 8 Mousquets pesant 4865 ℔ Des Pays Bas (Kilogrammes) representant une Valeur de fl 8977 - 30 a raison de 3 pour % par an jusqu'au 1er Avril 1821	2692	65.
Total General approximatif des Avances fl	2113845.	09.
Article 4. Depenses Courantes		
Il est assez difficile de Déterminer les Depenses Courantes, par la variabilité de la force de la Garnison et des besoins des Batiments - Cependant on prétera l'Etat suivant comme terme moyen approximatif de la Dépense par an		

a Le

d. Logement Du Prince Gouverneur; seul objet dont la moitié de la Dépense est supportée par le Gouvernement Prussien; la moitié à annuler à charge des pays-bas par an fl. 1200. 00.

6. Indemnités aux Officiers Prussiens de la Garnison;

par Mois

Logement	fl	1870	..	
Loyer d'Ecurie		190	..	
de Meubles		30	..	
De Bureaux		70	..	
et pour les mois d'hiver, Indemnité p. Chauffage		1030	..	
fait par an				32100 00.

Observation

Le Commandant de la Place le Commandant de Artillerie et du Genie et le Directeur du Proviant ont reçoivent le Logement en nature.

c. Portiers & Eclusiers:

un Eclusier au traitement De	fl	391	23.
6 portiers à raison De		236	25.
L'un d'eux n'ayant pas de logement touche une Indemnité De		34.	02.
fait par An			1850. 00.

d Chauffage & Eclairage aux Casernes:

en Eté par Mois	Stères de bois	660		
	℔ de Chandelles	50		
	Litres d'huile	330		
en hiver par Mois	Stères de bois	1200		
	℔ de Chandelles	160		
	Litres d'huile	850		
fait par an				40700 00

e. Chauffage & Eclairage aux Corps de Garde:

en Eté par mois	Tourbes	3300.		
	℔ de Chandelles	350.		3650
a reporter			fl	79500. 00

en hiver	Report d'autre part			℔ 79.500
en hiver par mi	Stères de bois	200		
	℔ de Chandelles	350		
	Font par an			550.
f.	Camionage des Batiments militaires			1100
g.	Paille de Couchage 55000 ℔ par an			1225
h.	Loyer, comme Marqués aux états Supplémentaires des années article 3.			
d	Domaines			2770
e.	Regence Urbaine			1455
e.	particulier jusqu'à restitution			450
i.	Dans l'excellent état ou se trouvent maintenant les Batiments militaires, pendant plusieurs années encore, une Somme modique peut suffire à leur entretient, qu'on porte ici à			5150.
	Observation Dans cette Somme est comprise l'entretien des puits militaires, le renouvellement et le Gardiennage des Cables.			
Total approximatif	de la Depense par an			94000.

Dans cet état de Dépenses annuelles n'a pas été Compris, l'entretien des fortifications et de tout ce qui a rapport au materiel des armes de l'artillerie et du genie. La Solde et E. des officiers et garde Magasin employés dans la forteresse ni les honoraires dont jouit le Capitaine du genie comme membre de la Commission locale.

Article 5. Revenus.

Les seuls revenus de la forteresse sont les suivants;

a. Revenus des Plantations;

b. Revenus de la vente des herbages;

c. Revenus du relaissement des jardins.

Dans l'état actuel des plantations le premier objet ne rapporte rien: le produit de la taille du peu de jeunes arbres qui le

le traversent sur les fortifications est abandonné pour salaire au jardinier qui en prend soin.

Les herbages sur une Moyenne de 6 ans à compter de l'année 1815 ont rapporté fl. 1040-63. Cette Somme est susceptible D'une augmentation de fl. 100.- par an, quand on mettra en adjudication plusieurs terrains reservés actuellement, et que tous les Gouvernements precedens ont fait valoir.

Le revenu des jardins n'est pas très considerable; le Soussigné a été autorisé par le Roi son maitre, D'offrir en son nom au Prince Gouverneur, au Commandant de la Place, aux Commandans des Armes de l'artillerie et du génie et à plusieurs d'autres officiers sedentaires dans la place, l'usage de quelques jardins placés dans les fortifications. Le reste des jardins mis en adjudication, rapportent année courante fl. 18-19 Cependant quelques uns des officiers ont deux et trois jardins, qu'on a bien voulu leurs laissé gratuitement, parce qu'ils ont réclamés en raison des frais qu'ils y avaient faits. En redressant par la suite cet abus. Cet Objet serait susceptible d'une augmentation annuelle de fl. 25.-

La forteresse rapporte donc:

a. Plantations	. . .	fl. Nihil
b. Herbages	. . .	" 1040-63.
c. Jardins		" 18-19.
L'etat des revenus de la forteresse	. . .	fl. 1058. 82.

Art. 6. Reclamations

Les reclamations que le Soussigné se trouve dans le Cas D'etablir pour le moment, ont trait à une seule exception près à l'usage aussi illicite qu'inutile de plusieurs bâtimens et Locaux non appartenant à l'Etat militaire de la Place.

Et observe-t-on d'abord en Général.

Le

Le ministère de la Guerre Prussien a fait un reglement de Casernement D'une Case De logement comme on n'en trouve pas D'analogie dans aucune autre armée; La Garnison Prussienne a Luxembourg aurait cependant le Droit de L'invoquer, si le mode de caserner était Generalement introduit. Mais quand cet essai n'a encore été appliqué qu'au nombre infiniment petit De nouvelles Casernes qui ont recemment construites, et quand comme on l'a hardiment posé en fait, Dans 50 ans D'ici toute L'armée Prussienne ne sera pas casernée D'après son nouveau reglement chez elle; alors il y a De L'exigence a vouloir chez un ami cette même étendue De logement qui n'a presque jamais Double De celui adopté pour nos armées et surpasse trois fois ce qui sur cet objet est en usage Dans les armées De Sa Majesté L'Empereur D'Autriche. à une Garnison De 10,000 hommes le Casernement exigeant à autre fois, suffit maintenant qu'il n'y a que 2000 hommes, on exige en outre encore le Batiment de la Congrégation; reserve faite De la Caserne De la partie reine destinée pour les Troupes Nationales et qui Devra contenir 800 hommes./

L'immense Batiment anciennement Hospice Vauban, ne loge que 336 hommes et peut facilement contenir le Double De ce nombre.

Il en est de même des autres Casernes; celle de Saraloire hors un Détachement de 30 Chevaux ne loge que 240 hommes; les Belles Casernes du Pham ne logent que 627 hommes; celle du St. Esprit, avec un Détachement De 48 condamnés aux Travaux De forteresse, ne loge que 362 hommes; La Caserne Marie Therese ne contient que 360 hommes, et le Batiment de la Congrégation ne Caserne que UN homme!!!

Il ne reste plus au Soussigné, qu'a développer les motifs qui ont fait un objet De reclamation Speciale, contre cette extention inouie Du Logement des troupes – Ce sont les suivants:

La Ville de Luxembourg Batie sur un rocher et circonscrite dans

cette

cette enceinte n'est pas susceptible de pouvoir être étendue: le pays de jalaes nuu bâties, est nécessaire tant pour la salubrité de la ville par la libre circulation de l'air, que pour servir de rassemblement aux troupes en cas de siège.

Les diverses autorités et administrations civiles ont un manque si absolu de bâtiments p: la Regence n'a pas même un hôtel de Ville: p: qu'il est impossible qu'aucun de ceux occupés actuellement, ceux bâtis ou bas sans les N.os 1, 3 & 8. exceptés. Cela serait donc que par expropriation forcée, qui frapperait sur plusieurs habitants, qu'on trouverait le terrain nécessaire à de nouvelles bâtisse et certes M.M. les membres de la Commission, reconnaissent avec le soussigné d'en venir à un Moyen aussi violent et aussi sensible pour ceux qu'il atteint; si la dernière urgence n'est pas évidemment prouvée. De plus la Legislation du Royaume a sur les expropriations, quand cette mesure est devenue malheureusement nécessaire, des principes tellement en faveur de la partie lésée, que ce moyen est encore infiniment douteux.

Avant de terminer ce qui regarde exclusivement les bâtiments Militaires, le soussigné prends la liberté d'observer à M.M. les Membres de la Commission que tout ce qui a été partiellement construit à neuf ou par ou par là amélioré à quelques bâtiments de la part de l'administration Prussienne, reste une propriété de ces bâtiments sans reclamations; hors les travaux executés pour transformer la Tour du Rhin en prison militaire. En autorisant des constructions dans cet édifice pour y faire des cachots voûtés en lattes, on a condamné que comme cette punition n'est pas générale dans les armées que l'administration Militaire Prussienne sera obligée de rétablir à ses frais les choses dans l'état ou elles les a trouvées au cas qu'il y eut quelque Mutation considerable dans le Contingent Prussien.

On a encore l'honneur de soumettre à M.M. les membres

De la

de la Commission Locale, que du tribunal de 1ere instance judiciaire, la retrocession du Palais actuel de Justice (autrefois Logement de M.M. les Gouverneurs Militaires) contre la maison actuelle du Génie (autrefois Hôtel du Tribunal) St Désiré)

On pense que le projet de cette retrocession pourrait entrer dans les vues de la Commission, par l'avantage immense de terrain et de materiaux de construction que la forteresse y gagnerait.

Les reclamations jusqu'ici présentées n'ont eu pour objet général que celui de demontrer l'excessive extention qu'on a donnée au Logement des troupes et par conséquent naturelle l'inutilité bien prouvée de l'occupation comme caserne du batiment de la Congrégation. Mais l'occupation pareillement inutille de nombre d'autres locaux, sous prétexte de servir à l'emmagasinement de l'approvisionnement existant, est d'une influence bien plus sensible pour les habitans.

Ces Locaux sont:

1° L'ancien Convent et l'Eglise des Urbanistes du St Esprit

2° L'ancien Couvent de la Congrégation avec un Jardin (au dos d'un mur) L'Eglise de ce Couvent sert de temple protestant.)

3° Les trois Ecuries Dites du Gouvernement.

N.B. Ces Diners bâtiments appartiennent au Domaine de l'Etat.

4° L'ancien Couvent des ci-devants recollets.

Ce bâtiment appartenant à la Ville, servait de Halle aux bleds: Depuis ce tems les marchés de grains se tiennent en plein air au grand détriment de la propriété particuliere, les Denrées les acheteurs et les vendeurs étant exposés à toutes les intempéries des saisons.

5° Les greniers au dessus de la grande salle des Exercices du batiment communal de l'Athenée; et

6° Les Caves sous le Susdit bâtiment.

M.

Il sera superflu D'observer, combien pour un athenée qui a un pensionnat aussi considerable que celui de Luxembourg, les Lares et Greniers sont nécessaire, et combien il est facheux qu'on ètt obligée D'y pourvoir hors Du batiment par location, tandis qu'un batimmaire placé dans la Cour n'est pas D'une petite gène pour les élèves qui viennent y jouir Dans leurs heures De récréation

7°. Les Greniers au dessus De la Caserne De la partie nouvelle Devroient être mises a la disposition De la partie nationale De la garnison, quand elle sera Casernée Dans ce batiment

8°. L'abbaye de Munster, transformé en hospital militaire.

L'administration De l'hospice civil, reclame la restitution ou une indemnité équivalente, ayant sur ce batiment Des droits a faire valoir, qui lui ont été assurés par un Decret Impérial au Dernier Gouvernement français.

Tous ces batiments ont été occupés Depuis 1815, époque ou l'autorité militaire Prussienne s'emempara pour les affecter à son service. Quoiqu'il n'en soit pas immédiatement besoin, la prevoyance pourrait justifier en quelque sorte une mesure aussi arbitraire; le moment D'une guerre effective et la crainte D'un siège / encore qu'un siège De Luxembourg soit une chose presque hors De toute probabilité / autoriseraient en quelque sorte l'oubli momentanné Des Droits et principes conservés pour la garantie Des propriétés — mais rien ne peut justifier que Depuis que nous Sommes Dans la paix la plus profonde qui Devrait ramener tout à l'ordre, on continue cette occupation illégale et inutile.

Illégale, parceque une mesure qu'on veut bien admettre pour un moment, dictée par la nécessité De l'Etat De guerre, devrait cesser avec la fin De l'Etat Des Choses qui l'avait amenée. et,

Inutile, parcequ'il y a amplement De place dans les Locaux affectés au Service militaire pour en magasiner la

fraction

Jraction d'appravisionnement qui se trouve ici. Du tems des Autrichiens un appravisionnement au grand complet a été placé sans auspper aux des locaux ci dessus designés et avec le peu de force actuelle de la Garnison, en reduisant le Logement a une capacité raisonable, on aurait trouvé un espace, bien au delà des besoins pour placer l'appravisionnement.

Le Couvent des Capucins dont l'occupation n'est justifiée par aucun titre légal, le vaste Batiment du proviant auprès, sont ils utilisés comme ils le pourraient etre? on en doute fort!

Maintes et Maintes fois on a reclamé contre ces occupations diverses, mais sans pouvoir obtenir Justice; ce qui était d'autant plus affligeant pour les habitans; qu'ils voyaient sous leurs yeux une partie de ces locaux cedés à l'usage de l'Entrepreneur des Vivres et fourrages au detriment du bénéfice de Loyer dont sans cette concession quelques uns auraient joui.

Une fois cependant Monsieur de Marquardt Commissaire Prussien dans le tems a offert par une dépeche du 29 Mars 1819 d'entrer en arrangement avec la Regence pour convenir d'un loyer pour les locaux occupés: mais quoique ce fonctionnaire avait été autorisé par son Departement des affaires Etrangères d'ouvrir cette negotiation avec la Regence si urbaine elle n'eut aucun resultat.

Le Gouvernement des Pays-Bas pénétré de l'Injustice de la continuation de l'occupation faite, chargera son Ministre à Berlin, de proposer à cette Cour de nommer une Commission Mixte pour constater la capacité des batiments et prononcer en conséquence des objets à placer sur la nécessité ou l'inutilité de continuer l'occupation. Cependant quelqu'équitable que fut cette proposition elle n'a eu aucune suite.

Pour faire cesser autant que possible les clameurs qui se sont continuellement et de toutes parts élevées contre l'occupation militaire, le Gouvernement des Pays-Bas a fait l'acquisition du batiment coté N°. 1. ce batiment se trouvant être une propriété par

particulière et étant vivement revendiqué par les agneurrs.

Enfin observe t on en résumé, qu'il est difficile de concevoir comment on persiste dans l'occupation forcée de ces bâtiments par Exemple pour l'Athenée et la Halle aux blés, mal dans le qu'en tems de Guerre quand les écoliers sont congédiés et les marchés déserts, qu'on ne peut les occuper militairement même sans graves inconveniens. Mais cette exception, confirme la règle. Tel on a vu la chose se pratiquer en 1794 et à la suite de la reddition de Cassel, mais aussitôt que l'état de Siège a été levée, ces locaux ont été évacués et rendus à leur usage primitif. Cependant on était continuellement en Guerre, effectivement sur un théatre plus éloignée, mais les chances possible pouvaient le rapprocher, tandis qu'aujourd'hui, que nous sommes dans une paix profonde, les mesures d'une Guerre flagrante auraient à cesser avec les causes qui les ont nécessitées ou du moins leur ont servi de prétexte.

9e La neuvième et Dernière reclamation qu'on se trouve jusqu'après sont dans le Cas de Soumettre à la Commission Locale, regarde les Intérets d'un particulier, sur une Lésion Spéciale dans une partie de sa propriété.

Comme le Soussigné est informé que la partie reclamante s'est adressée à Monsieur le Président de la Commission, il a lieu de croire que M: M: les Membres de la Commission connaissent la nature et le merite de la réclamation de Madame la Veuve Antoine Pescatore et Consorten. On n'exposera donc que très succintement: que dans la Guerre de la Revolution, Certain Prince d'Anhalt Herbst, leva un petit Corps d'armée; mais qu'il parait que son patriotisme était plus grand que ses moyen financiels, car à sa mort, qui survint bientôt après; ses héritiers envoyerent un Délegnée sur les lieux pour transiger avec ses Créanciers, par suite de quelle Operation, fut le Sieur Antoine Pescatore Epaux et Unile Desayant Droits actuels:/ reçut pour sa part huit

Louis d

Chasseurs en grayement.

Des considérations de Commerce et d'intérets communs s'étant opposés à la Vente en tems opportun de ces Bateaux à feu elles furent transportées au Commencement de la Dernière guerre dans la Cour d'un Château aux environs de Luxembourg, ou elles furent Cachés. quand à l'occupation Prussienne, le Général Borstel Commandant de la place prit la mesure très bonne et très militaire de faire enlever toutes les Armes, ces Chasseurs furent compris dans cette Mesure et remis sur quittance à l'autorité militaire.

Jusqu'ici le procédé est tout à fait justifié par l'urgence du moment. Ce fut cependant déja une irégularité de distraire ces Chasseurs du Service de la place de Luxembourg, pour s'en servir au Siège de Longwy l'occupation militaire et une requisition de cette nature ne donnant pas le droit de propriété, qui seul peut autoriser la libre disposition.

On passe encore condamnation sur ce point en faveur des circonstances; mais on doit de nouveau attacher l'epithète d'injustice que depuis la paix profonde dont nous jouissons et malgré toutes les reclamations des ayant droits ils n'ont pu rentrer dans la jouissance de leur propriété; ou dit on à besoin de ces Chasseurs au point de ne pouvoir s'en passer, que les propriétaires n'ont pas été indemnisés.

Les raisonnements appliqués aux bâtiments devant necessairement être identiques avec ceux pour le cas présent, on ne fera pas de répetitions superflues: seulement on prie M. M. les Membres de la Commission d'avoir égard à cette réclamation dont l'évaluation de Valeur est portée au § C de l'article 3, et de vouloir bien considerer que dans l'état actuel de la question, ces bateaux à feu ne peuvent être considérés comme appartenant à la forteresse et ne doivent donc pas

figurer

figurer sur l'inventaire du matériel de l'artillerie.

Le soussigné termine en renouvellant l'offre à M. M. les Membres de la commission de leur suppédier ultérieurement tous les renseignements qu'ils pourraient désirer et qu'il sera en état de pouvoir leur fournir.

Luxembourg le 5e Juin 1821.

Le General Major
Commissaire du Roi
V Zuylen v Nyevelt

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

18

Lit. Y.

Anlage 5.

Mastricht, den 3ten Februar 1821
v. Kruse

Ueber die militairisch-politischen Verhältnisse von Luxemburg.

Das Gouvernement der Bundesfestung Luxemburg übergiebt der Local-Commission, welche mit der Untersuchung dieses Platzes beauftragt ist, nachstehende Punkte, um selbige zur Erwägung und Entscheidung über jenen Bundes-Verbindung zu bringen.

Dahin sind auf der Forderung der diesseitigen Hofkanzlei abgelaufen, und stehen bei Begutachtung der Verhältnisse dieser Bundesfestung einige Bemerkungen zu machen.

1) Genaue Bestimmungen der Kräfte der Bundes, und der der Landesherrn über Eigenthum- und Nutzungsrecht der Festungswerke, samt Materiels und deren Militair-Gebäude.

Es wird daher eine eigene Commission auf der Gränze zu stehen haben, die Grundeigenthum, die auf den Festung angehört und auf gerichtlichen Eigenthum ist.

Dieser hat sich das Gouvernement bemächtigt, dem Lande allein zu erhalten, und ausschließlich zu der Festung gehörte, ungeachtet nicht ausgenommen, wenn es in Besitz gesetzt wurde, und nur zur künftigen Verbesserung der Festung nöthig ist.

2.) Genaue Bestimmungen über die Festungswerke und das Material der Artillerie in Stand zu setzen und zu unterhalten sey; ingleichen die Militairgebäude, ihre Instandsetzung, Unterhaltung, Reinigung, Anschaffung und Haltung der Utensilien, sowohl an Eisen, als Holz, Feuerungs-Material, Lagerstroh &c. nebst genauer Anschätzung, für wen, für was und in welcher Quantität und Qualität selbige geliefert werden muß, so wie auf den Modus der Sammlung und Verwaltung dieser Gegenstände.

Hier

dieser wurde von seinem alten mit auf die Festungswerke und Artillerie verwendet worden ist, allein zugleich, weil sich seine Lande für gegen einzelne Einbauanstalten vorteilhaft hätte, die Festung wenigstens in den Stand zu versetzen, dass sie nicht in feindliche Gewalt gerathen könnte. seinem seit dessen in Jahre von 1815 alles aufgeboten um diesen platz nur wenigstens einigermassen in Vertheidigungsstand zu setzen, so wie auch in den folgenden immer neue Vervollständigungen vorgenommen worden ist. — Eben in diesem Augenblick ist die königlich preussische Artillerie beschäftigt, die gänzlich unbrauchbaren Affüten gegen brauchbare zu setzen, welche sein alles Lafette das Land zu wünschen, dass die Mitglieder der gegenwärtig versammelten Land-Commission der freien Landes-Vertheidigung sich veranlasst einzugehen müssten, sowohl von der Nothwendigkeit dieser Reparatur, als auch von deren Kosten und der benöthigten Zeit darüber, auch vollendeten Arbeit.

Zugleich vollständige Entwürfe der Festungsetzung der Festung, der nothwendigen Gebäude und der Armirung. Anweisung der vorhandenen Räumen und Bestimmungen wie dieselben vorgemacht, so wie auch welche Kanonen die Lasten und Verwaltung der Gebäude übernehmen werden soll.

Dieser Satz der königlich preussische Chef der Artillerie Direction über das Material der Artillerie zu verfügen. — Es sei wünschenswerth den Zeitpunkt der Festung und in welchen die Vertheidigung und den Gebrauch derselben angenommen. Zugleich man es ihm zur Pflicht gemacht, durch sein Gefühl über vorhandene da, sein gegenwärtiger Gegenstand der Festung mitgegeben werden könnte, so sah auch mit der grössten Aufmerksamkeit auf die Erhaltung der Artillerie Gegenstände zu machen hatte. — Diesem Chef der Artillerie Direction ist ein Verzeichniss offiziren dieser Waffe beigegeben worden, welches auf die Erhaltung und den Unterhalt des Materials der Artillerie zu machen hatte, der königlich

Bürke

Niederländische Artillerie offiziere hatte zufolge Übereinkunft vom
Fünften Juni Gegenstände, und es wurde ihm jede Benützung be-
kannt gemacht werden, so wie derselbe auch die Inventarien über
die neuen Gegenstände mit Zuziehung hatte, welche auf Befehl des Artil-
lerie Directors mit dem Arsenal und den Magazinen der Artil-
lerie abgeschlossen wurden.

Da die Stellung dieser beiden Offiziere nicht in einem ganz
reinen militärischen Dienst Verhältniß begründet ist, so wurde
selbe nicht überhaupt andere Verfügungen hinsichtlich getroffen
worden sollten genügend Vorschriften nöthig sein, um welchen
sich jeder dieser Offiziere zu richten hatte. Laut dieser Ver-
einbarung ist nun zu ermessen, daß weder dem Aufsichts-
Leistungs- Gesetz sich Gebrechen entziehen, welche den Fort gegen
den Artillerie Secretair bis zum Jahr 1814 eigenthümlich gehörten,
eben damals zum Dienst der Festung in Besitz genommen wurden.

Den Werth dieser 8 Gebäuden ist auf 19460 Gulden angesetzt,
gut und ist der Artillerie Secretair zu ersetzen, welcher Gegenstän-
de das Militair, Gouvernement bestimmt zu bezeichnen für
gleich hält.

Der Garnisons Etat setzt ein Lieutenant zum Adjutant
Offizier und Platz, Major zum Commandanten, dem ein Lieutenant
Gehülfe Hauptmann beigegeben ist; - beide sind mit Besol-
dung der Wache beauftragt und haben sie sich über reparaturen
und neuen Bauten zu verständigen; jedoch ist dem Platz, Major
die Aufsicht allein übertragen.

Auf die Verkauf dieser beiden Offizieren anstand ist bestimmt
worden, daß denen nach Stellung gegen das Gouvernement
der Festung, so wie auf das reine Dienst Verhältniß gegeneinander
genau festgestellt wird.

1.) Würde ein vollständiger Schätzungs- Fond aufgemittelt, so wie
die Art dessen Verwaltung bestimmt werden müßte.

5.)

5.) Ueber die Führung und Verwaltung der Festungs-Appravisionnements werden genaue Bestimmungen erforderlich sein,

die Verantwortlichkeit, so wie die Befugniß der Administrativ-Behörden, sind in der Verwaltung der administrativen Verhältnisse genau abzumessen.

Es wird hier vor Allem auf den militairisch-politischen Gesichtspunkt Rücksicht zu nehmen sein, das Zusammenhalten als Grundsatz festzuhalten und in der Hinsicht darauf zu sehen, daß nur gewisse Theile der Bevölkerung, und von diesen nur solche Lebensmittel, immer vollständig mit allen nöthigen Gegenständen versehen sein müssen, von welchen die einmalige Verpflegung ganz entnommen werden kann, ohne sie auf einander folgend in Anspruch zu nehmen. — Auf der Verwaltung dieser Gegenstände hauptsächlich muß genaue Aufsicht und Controlle Statt finden.

6.) Ueber den Dienst der Besatzung, sowohl selbst und während seiner Dauer, als auch in Hinsicht auf Verpflegung, wird ein Reglement erforderlich sein, in welchem alle Verhältnisse genau und nämlich zu setzen sind. — Ueber das Verpflegungsverhältniß der Truppen von Offizieren, Truppen und über die gegenseitigen Obliegenheiten ob genaue Bestimmungen nöthig sein; — dieses soll die Besatzung nur auf Königl. Rechnung betreffen.

7.) In diesem Reglement wird die Einrichtung der Kasse der Militair-Gemeinde die ebenso Rolle spielen und genaue Bestimmungen über die Verhältnisse der Gemeinde zu den niederländischen Behörden, so weit der Militair- als der Civil-, in Kriegs- und in Ruhe nöthig sein.

Die Verwaltung Grundsätze, und überhaupt von großer Wichtigkeit ist, denn genießen in einer Festung, so wird die Verantwortlichkeit der Gemeinde um so größer, weshalb auch seine Aufsicht unbeschränkt sein muß. Aus allen

ihre

ihm die Kommandirung gegen selbst bestimmte Zusicherung zu sichern, und die Un-
abhängigkeit seiner Verwaltung den Rechte der Landstände beizubehal-
ten konnte. Es sind schon jetzt Anstalten, daß der General-Major
v. Zuylen v. Nyevelt, bisheriger Brigade-Commandeur der Königl. nie-
derländischen Regierung bei dem Großherzogthum von Luxemburg hinlänglich
das Generals-Commando im Großherzogthum dieses Namens verwalten,
und daher Sitz nehmen könne in Arlon, in die Festung gelegt wer-
den, wesentliche Veränderungen und Richtungen nothwendig werden
in der hier beigelegten Darstellung näher entwickelt sind.
8.) Eben so wurden in dem Reglement Bestimmungen über das
Festungs-Bauwesen sein müssen über den Anbau und Anpflanzungen
innerhalb der Werke verhalten sein müssen. — Auf gleicht das
Festungs-Gouvernement, dessen die Festung nicht verfallen wenden sollte,
bis zu der neue 6. Linien verfassungsmäßigen Stärke und dem
gemäßen Etat des Großherzogthum Luxemburg gehörigen Theil der Mosel-
Gebiets der Truppen zu jederzeit sein recognoscieren und in Stärke
militairisch einrichten zu können; — muß selbst in Beziehung auf diesen
Zweck, wenn es angemessen erachtet werden sollte, Observatorien zu
errichten aufgestellt, jedoch ohne Beeinträchtigung des privat Eigenthums
9.) Es sind die Lager aufgefunden werden müssen, ob Lager, die
nicht zur Besatzung gehören in die Festung eingelassen werden dürfen.

Hierbei ist zu bemerken daß nur jährlich Exercier-Zeit im
Herbst die außerordentlichen Mannschaften von verschiedenen niede-
ländischen Corps die jetzt nach Luxemburg eingeleitet worden sind, in
der Festung übernachten, und dann nach ihrer Heimath entlassen
werden. — Da gleichen wenn die Besatzung abgelöst wird,
wie es während der Ablösung, wie es wegen der Mannschaft an
Lager zu halten werden soll. — Die Königlich preußischen Trup-
pen stehen zwischen Luxemburg und ihrer Grenze keinen zwischen
Etappenort, müssen also jedes mahl einen Marsch von 5 Meilen
zurück legen. Diesem schließt sich dieses

10

10.) die Bestimmung über die Absteckung der Linien.

11.) Kürzeste sind Bestimmungen über die Länge der Linie und die Gradmessung nöthig.

12. Die genaue Festsetzung der Lösung und Vollständigkeit ist schon in §. 1. im Allgemeinen angedeutet worden. Hier wird nur insofern darauf angetragen, daß diese Festsetzung dringend nothwendig ist.

Die Grenzen der Lösungsbezirke sind bis jetzt nicht festgestellt und begrenzt, das gibt zu Mißhelligkeiten zum Nachtheil der Lösung Gelegenheit, indem sich Lehrern, Ortsvorstehern und Leuten nicht das eigentliche Lösungsgebiet eingeprägt haben.

Es ist daher eine baldige Ermittelung und Begrenzung des Lösungsbezirkes unumgänglich nöthig, und muß schon um Verdrießlichkeiten willen, weil ohne diese Maßregel nicht beurtheilt werden kann, ob die Begrenzer, Leuten der Begrenzungs-Mannschaft, Pflästerer pp oder bei möglichen Unbilden, angestrengte Eigenthümer eingegangen, und dafür Entschädigung bewilligt werden muß, oder ob Grenzsteinen der Lösung und deren Hinwegnahme die Unnöthigkeit ersehen.

Auch wird bestimmt werden müssen, welche Wege z. Beispiel im Umfange der Stadt von der ununterbrochenen Begrenzung, und welche von der Wall, und welche von der Barrikaden im Bund zu umfassen sind.

Der Weg zwischen dem äußern und innern Schanzgraben, ist bei der Begrenzung, ob dessen Einhaltung der Barrikaden oder der Wall obliegt, so daß diese wichtige Communication mit einer genauen Strecke sehr bedeutende Aufmerksamkeit bedarf, und bei einer Erweiterung des Platzes und bei einer Einschränkung und Belegenheit darüber von dem nächsten Lehrer bemerkt werden.

Es hat sich dieser Lösungs-Begrenzungsmarsch zweckmäßig gezeigt, um bei langsamer Aufstellung der Lösungsbezirke, diese wichtige Lösung nicht ganz und gar unbemerkbar werden zu lassen,

die

Die Regierung der Landen Bayern muß die Localisirung besonders mit der zum Verpflegungs Wesen dasselben nöthigen zu besorgen haben.

Zu gleichen sind Bestimmungen nöthig über alle übrigen Leistungen bei welchen die Nutzung für die Gemeinden und die Lieferungen gemeinschaftlich, z. B. die Reinigung der Canäle rc.

13, ist die Ausmittlung von Abtretungsplätzen für die Gemeinden unterworfen.

14, die Bestimmungen über den Fall und Dienst der Gemeinden.

15. Das Gleiche über die Pflicht.

16. Über die Lasten d. niederen Polizeigesetzgebung.

17. Über die Abgabenfreiheit und die Immunen.

18. Ueber die Befreiung der Militairpersonen Gebäude.

19 Über die Expedition von Dienstsachen der Besatzung.

Diese Gegenstände sind in dem Verhältniß der administrativen Verfügungen unter Begutachtung, wie solche von dem Königlich Großherzoglichen militair Gouvernement Königs-Rath Liebentrop mit Genehmigung des Herzogl. Nassauischen Gouvernements der Landes-Commission mitgetheilt worden.

ad 18. wird das Gouvernement noch in Erwägung ziehen, daß in der neuen Besitzung der Festung Luxemburgs die Begünstigung der Immunität auf die Wohnungen der Besatzung, wenigstens für die dem Orte im Umkreise zunächst gelegenen Immunen aufgehoben werde.

Königlich Großherzogliches Militair-Gouvernement.

P. v. Hessen. Homburg.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

Zu Lit: G. Nro 7. Zu Anlage 5 – Nr. 7. zusammend.

Darstellung

des Abmarsches des Königlich niederländischen Special-Commissairs Zugnau, des Zurücknehmens der Landwehr-Besitznahme Lüdinghausen.

Als in Folge des 1815 und 1816 abgeschlossenen Vertrages der von Sr. Majestät dem Könige der Niederlande zum Special-Commissair ernannte Commandeur Obrist van Zuylen van Nyevelt im Monath März 1817 zur Landwehr-Besitznahme kam, befand sich das Königl. niederländ. General-Commando der Provinz unter dem General-Lieutenant Baron Hugo von Kinsbergen Excellenz, von dem General-Major van de Capelle übernommen, geführt wurde. – Der General-Lieutenant Baron Hugo verweilte persönlich allda bis zum 2ten Januar 1819, wo er mit Tode abgieng und wurde

Es wurde sogleich der Obrist van Zuylen zum Interims-General-Major ernannt, welcher über das Provinzial-Commando mit der Wahl des bisherigen Special-Commissairs commando, und diesem zufolge die Übernahme der abgetretenen General-Commando's und ihrer weiteren Communication von dem Königl. niederländischen Regierung veranlaßt.

Auf Antrag des Landwehr-Gouvernements wahrte jener Anordnung nicht beizufügen zu können glaubte, indem selbst eine, demselben nicht unbekannte General-Militair-Autorität in Sachen der Landwehr absolut nothwendig, den allgemeinen Interessen zuwider, so wie überhaupt dem Begriff einer Landwehrverfassung unbekannt war, und der Königlich preußische General in Chef, Graf Gneisenau, beauftragt, auf Abstellung jener Einrichtung angetragen wie es aber bis dato geschehen, ist nicht bekannt.

Um alle gerichtliche Collision und andern unangenehmen Verwicklungen möglichst zu vermeiden, beschränkte sich das Landwehr-Gouvernement bis dahin, wo sich die beiden in diesen Theile zu nächst interessirten

Theile

dem Herrn Lehnsmann Freiherrn von Hügel dasselbe zu übergeben und sich darüber die Bescheinigung über diese Angelegenheit einen Revisionsbericht gefertigt haben würde, von der vorschriftsmäßigen Aufstellung des Königl. Niederländischen Provinzial-Commando, keine weitere Notiz zu nehmen.

Da z. B. würde auf die mündliche Aufforderung des General-Majors van Zuylen van Nyevelt die ihm in dem Niederländischen Provinzial-Commando gehörigen Bücher nicht allein zu entziehen, denselben von P. Hünerkopf dem Herrn Provinzial-Commissair seinerseits zum Beweis der Aufklärung gegeben; wie dieser dagegen nun so wenig Eigenmächtiges finden konnte, die Bücher selbst sich sind, weder selben genügt gefunden, gegen diese mit gehörigen Anmerkungen der Dinge, welche sich mit der Wirksamkeit und dem Einnehmen des Lehnsherrn Hauptmannschaft nicht vereinigen lassen konnten, sich zu protestiren, und nichts nun die Abnahmung seiner Bücher, das Abmachtlichste für den Herrn Lehnsherrn zu ignoriren könnte.

P. Hünerkopf stellen zugleich Verbei dem General-Major van Zuylen die Nothwendigkeit vor, wie selbst Wilhelm in der Absicht eine Bestimmung für den Dienst derselben haben könne, den Hauptmann und Commandanten in Bezug auf den Lehnsherrn Dienst auf irgendeine die Gewalt dürfen zustehen würde, daß der Lehnsherrn Hauptmann jene Gewalt für den Land auf diesen zu strafbaren mit ziehen haben würde, welche auf dem Landsturm nicht dürfen anhalten und festgestellt werden sollen; die Lehn ohne die Gewalt nicht erhalten werden würden, welche in dem Januar 8ten November 1816 zwischen dem Königreich der Niederlande und Herrschaft abgeschlossenen Übereinkunft dasselbe aufgestellt, daß der eben, durch jenen Abweichung von dem allgemeinen Übereinkunft, der Königlich niederländischen General-Commando eine besondere Stellung würde, die so, wie der bei denselben angestellte Lehnsherrn, dem Hauptmann nicht unterworfen sein, weder die militärische Ober-

Befehlshaber

Gesetzes-Sammlung verlangen, und ohnfehlbar den Grund, warum der Druck einige Zeit ausgesetzt worden. — Die Sache blieb in dieser Art vorläufig auf sich beruhen; es zeigten sich aber bald die damit verbundenen nachtheiligen Folgen, indem die häufige Abwechslung in einer Person verwitzigten, so verschiedenartigen Functionen zwischen jener und dem Gesetzes-Conservatorat die wenigen tüchtigen Individuen scheu machten.

Daher kam es denn, daß im Jahr 1820 S. Excellenz der Herr Staats-Minister von Winzingerode, durch ihre an die Regierungen eines jeden deutschen Bundes-Staates erlassene Circulare, durch welche ihnen auf das freundschaftlichste gerathen wurde; mit Einführung der Wechselordnung behutsam zu Werke zu gehen:

„den Gemeinen Deutschen Civil-Rechten von dem Code Napoléon, „eines Deutschen Gesetz-Buches für Luxemburg in Kenntniß zu setzen."

Der Herr Minister der auswärtigen Angelegenheiten in Berlin, in der Absicht, diesen Vorschlag thätig zu unterstützen, und

Commun

Commandanten mit der Anordnung seiner Einberufung und der auf selbige zu ergreifenden Maßregeln seine Verwaltung auf die Weise der bestehenden Vorschriften und für die Aufrechthaltung der Ordnung der geregelten Verhältnisse ungehindert ausübt, und daß, so lange die gegenwärtigen Verhältnisse sich nicht abändern, keine andere Militair-Autorität, als nur der Großherzogl. Gouvernement zustehende Befugnisse ausüben, noch irgend eine Contribution dasselbe, die sich nicht auf diesen Verhältnissen gründen, oder sich der gütlichen Übereinkunft anschließen, auferlegen können.

Hierauf wird nunmehro der General-Major von Zuylen einen Erlaß mit der Aufschrift

Quartier general

du Commandement du Grand Duché de Luxembourg

zu seiner Disposition, so wie auf das gewöhnliche Feldgepräge zu seiner Wohnung halten.

Der Großherzogl. Gouvernement ermächtigte auf den Umständen einzugehen, sich deßfalls Genauere zu bestimmen, diese Sache der Königl. großbritannischen Regierung anzuzeigen, und um eine Abstellung zu bitten, nemlich die Ernennung der Anzahl der Königl. niederländischen Militair-Commissairs bei der Einberufung von General-Commando der Festung und die Verlegung der Letztern außerhalb der Festung allen Zweifel entfernen würde und die wirkliche Ausübung der Militair-Befugnisse der Festung keinen Hindernissen unterliegen könnte.

Über der von dem Großherzogl. Gouvernement hierauf zu pflegenden Correspondenz, der Einberufungs-Commission einverleibten Militair-Gewalt, so wie über die Wiederherstellung der vorigen Militair-Gouvernements, in Folge der mündlichen Unterredungen die mit dem Königl. niederländischen Militair-Commissair General van Zuylen über den gegenwärtigen Stand der Dinge stattgefunden, sind dieser

den

den Gemeinden aufzuerlegenden Leistungen und folgende als nicht unverfänglich nicht aufzunehmen:

1. gibt Gelegenheit, wie völlig ungestraft gemeldet werden, daß denselben kommandierende General der Provinz die Gestellung einer Spezialzahl, welche für die Leistung aufzustellen soll, dessen eigentliche Bestimmung aus dem 6ten Artikel, der Verordnung vom 8ten Sept. 1816 ist:

„Die Militärpersonen zwischen dem Provinzial- und dem Zivilstande zu ziehen, die Verfügungen zwischen beiderley Behörden zu beschleunigen und zur Handhabung der öffentlichen Ordnung, insofern dieselbe auf Militair-Verhältnisse und auf die Verpflichtung der Leistung Bezug haben, jenen Behörden vom Provinzialstande, der Leistung zu unterstützen."

Diesen Wirkungskreis stellt man so, wie man bedenkt, daß ein Kommando, das aufgerufen und gegründeten Meldung in Verlegenheit mit dem Provinzialstande wäre, die zwischen diesem und dem Zivil, gewaltsam entstandenen Reibungen, vermittlen soll.

2. Bemerkt der Leistungs-Kommissarius, wie der Land nicht zugenommen sind, daß andern Bezirken, eine Anzahl von Mannschaft und Pferden in den Leistungsbezirk, wie Waldhausen, welches den Verpflichteten einer Landesleistung nicht angemessen erscheint, denn Gemeinderath

Denn

stand die Kosten der Einrichtung zu bestreiten hat.

3. Dauert der Leistungs-Zusammenhang dennoch für, wie jemand in und für sich selbst anerkennt gewesen wäre, während der Einberufung in der Lage [illegible] sollte, nachweist bedeutliche neuere Umstände, wenn jene zweifelhaften Verhältnisse wesentlich die Einheit in der Militair-Verwaltung gestört wird, seinen Beibehalten werden sollten.

Der Leistungs-Zusammenhang gilt nur dann die Leistung endlich unabhängig zu nennen, wenn sie zu ihrer Vollständigkeit einer gewissen Kräfte in ungestörter Zusammensetzung und in seiner Bewegung sich entwickeln können und durch seinen inneren Zweck und Eigenschaft den Gewalt gelöst werden, endlich aber schwierig zu vermeiden ist wenn eine Militair-Person unter den Leistungs-Zusammenhang steht, die Person nicht Leistung annehmt ist

Königlich Preußischer Militair-Gouvernement.

Pr. v. Hessen-Homburg.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

64.

Lit: Z.

Anlage 6.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

Copie Lit Z. anlage 6.

A Son Excellence Mr. le Prince de Hatzfeldt Envoyé
de Sa Majesté Prussienne

Mon Prince

Par la note du 2 de ce mois, votre Excellence a fait la proposition que les avances faites jusqu'ici par le Gouvernement des Pays-bas, pour l'entretien de la garnison Prussienne de Luxembourg, soyent continuées sur le même pied jusqu'à l'époque où tous les objets relatifs aux forteresses fédératives, seront définitivement arrêtés.

Pour appuyer cette proposition, votre Excellence allegue la proximité du terme où tout ce qui concerne les forteresses de la confédération, sera reglé; la nécessité où le Gouvernement Néerlandais se trouverait, par suite de la cessation des livraisons de vivres et de fourrages, de faire donner le logement en nature à tous les Officiers de la garnison et enfin la circonstance que le Gouvernement Prussien est lui même dans le cas de rembourser les avances qu'ils a faites pour l'entretien des fortifications.

Je ne vois point lieu de saisir d'établir ici une énumération succincte de la nature et du montant des charges que ces livraisons ont causées à la cause publique depuis plus de Deux années.

Les fournitures faites jusqu'ici à la Garnison de Luxembourg peuvent convenablement être rangées dans les cinq catégories suivantes.

1.) Pain blanc, viande, sel, riz et genievre pour les Sousofficiers et Soldats, ainsi que fourrages pour les chevaux.

2.) Fournitures de Divers genres dans les casernes, et entretien des Edifices pour le logement des troupes.

3.) Bois, chandelles et huile dans les casernes.

4.) Bois et chandelles dans les corps de Garde.

5., frais de logement avancés aux officiers.

Le montant total de ces avances, depuis le 1er Decembre 1815. jusqu'a la fin de ce mois, peut sans exageration, être evalué à plus d'un million et demie de florins des Pays Bas.

Persuadé que la Cour de Berlin n'entretient aucun doute à regard de l'obligation qui en vertu du texte precis du dernier §. de l'article 5 de la Convention du 8e. Novembre 1816, repose sur elle de pourvoir à ses frais, à la nourriture et entretien de son contingent dans la garnison de Luxembourg je croirois pouvoir me borner à l'examen des points suivants.

1., Le Commissariat prussien est il momentanement dans l'impossibilité de se charger du service des Vivres à Luxembourg?

2., Les Deliberations de la Diète à Francfort fournissent elles des motifs de delai?

3., La conclusion de notre Excellence est elle juste, et necessite-t-elle de laisser l'état sur l'ancien pied?

4.) Y a-t-il parité entres les déboursés faites par la Prusse et les sommes avancés par sa Majesté? Je prends la liberté d'observer.

Ad. 1um que depuis longtems il éxiste dans la forteresse de Luxembourg un Commissariat Royal Prussien, dont les fonctions, il est vrai, ne sont étendues jusqu'ici qu'à la surveillance du service, qui lui est confié, et au vis a des vivres de l'entrepreneur.

Comme ce Commissariat doit et peut connaître le besoins des troupes et les ressources du Pays au des environs, et vû le crédit bien affermi du Gouvernement prussien, il peut dans peu de jours, après l'ordre reçue, monter le Service, et attendre l'envoi des fonds necessaires pour remplir ses engagements, sans qu'il resultat, le moindre embarras même momentané.

Ad 2um que bien, qu'il y ait lieu de croire, qu'enfin l'un

Sous

s'occupera à Francfort de l'affaire des forteresses fédérales, rien n'indique cependant que les déterminations définitives seront arrêtés de sitôt, et qu'il n'est nullement décidé que la Diète, en donnant au principe établie par la convention du 8e. nov.bre 1816. prendra à la charge de l'empire Germanique, la solde, l'équipement, l'entretien, le logement et de la garnison tant prussienne que Néerlandaise de la forteresse de Luxembourg.

Ad. 3. que l'indemnité, accordée par sa Majesté aux officiers prussiens, comme compensation du logement en nature, n'a rien de commun avec la nourriture et l'entretien du soldat et que, supposé même que les reglements prussiens autorisent ces dépenses et qu'ils pourraient être rendus applicables aux sujets Néerlandais; il ne s'ensuit pas que sa Majesté daigne continuer à porter la plus grande partie de la charge des casernes.

Ad. 4am que si le Gouvernement Prussien a fait des dépenses considérables pour le rétablissement et l'amélioration des fortifications de Luxembourg, il paraît résulter de la nature de ses frais que les susdites dépenses seraient un objet de liquidation avec la Diète de Francfort, selon l'opinion manifestée ad 2um il en est tout autrement des casernes auxquelles sa Majesté a consenti en faveur des troupes prussiennes et pour le compte du Gouvernement prussien, et qu'ainsi elles sont tout à fait différentes des prétentions de la Prusse.

D'après ces considérations le roi n'a pu agréer à la proposition, telle qu'elle a été faite par votre Excellence, mais par arrêté du 10 de ce mois, sa Majesté a décidé que le Gouvernement Néerlandais continuerait jusqu'à la conclusion des arrangements définitives de fournir les casernes, profitant des objets, places

placés dans le 2, 3, 4 & 5e Catheyories mentionnées ci dessus,
et que si besoin est, il sera également encore pourvu pendant
le mois de Janvier prochain, par le moyen de l'entrepreneur
général des subsistances à la fourniture des vivres et fourrages,
à condition néanmoins que le Gouvernement prussien s'oblige
à payer le dit entrepreneur dans le courant du mois de Janvier
suivant, d'après le prix fixé par son contract avec l'Administ-
ration de la Guerre, et sur la Déclaration de cette Admini-
stration, et que cet espace de tems soit mis à profit pour
prendre les mesures les plus convenables à l'effet qu'au premier
Janvier 1818 le Gouvernement Néerlandais soit et reste libéré des
tous soins ultérieures, relativement à la livraison des vivres
et fourrages.

Chargés d'informer Votre Excellence de cette résolution,
je me flatte que le Gouvernement prussien verra et dans le
délai accordé pour régler le service des vivres et fourrages, et dans
la détermination que le Gouvernement Néerlandais fera les
avances nécessaires, pour pourvoir aux autres objets d'approvisionne-
ment jusqu'à un terme illimité une nouvelle preuve du
désir de Sa Majesté de donner toutes les facilités possibles.

Je saisis cette occasion pour renouveller à Votre Excellence
l'assurance de ma haute considération.

La Haye le 14e Decembre 1817.

/: Signé :/ de Nagel

Für die Richtigkeit der Abschrift
Schmidt
Königl. Hauptmann Protokollführer.

Anlage № 7. Lit. AA. pract. — E. 15ten 8bre 1821.
v. Reiche

Ew. kann ich nicht hinlänglich genug danken für die gefällige Mittheilung des gnädigen Rescripts vom 13ten M. c. ganz ergebenst zurückzugeben, kann ich, wie ich die alsdann gefälligst zu der nächsten Zeit mir gnädigst gewährten Aufklärungen erwarten darf, nicht eher thun, als bis ich die Rechnungen über die Verwendung der Kriegsbeiträge werde revidirt haben. Dieses werde ich jedoch mit gnädigster Beeilung zu bewerkstelligen suchen, weil der deshalbige Rechnungsabschluß schon seit geraumer Zeit abgeschlossen ist.

Es ist mir lieb, daß Sr. Majestät dem Könige von Hannover gnädigst genehmigten Repartirung der Kriegsbeiträge, welche der Provinz auf 15462 Rthlr. vermuthlich sind.

Gnädigster Befehl sind zu dieser Repartirung der General-Major von Hanen ernannt 4000 Rthlr als Vorschuß auf den approximativen Betrag zur Disposition gestellt, welche der Artillerie-Hauptmann der Landwehr-Detachement mit Anleihung der Artillerie, welcher im Forty e hayenne ist, erhalten aber auf 2 Pferde gänzlich kommandirt sind dieselbe vorgestellt haben wird. Die Anweisung der Rückzahlungen haben wir nicht ermangelt anzuhalten. —.

Ueber Gnadenbefehlen, haben ich mich vorgestellt gehalten, hiermit gehorsamst gehorsamst ergebenst in Kenntniß zu setzen.

Luxemburg den 11ten October 1821.

An
Sibbentrop
den Königl. Preuß. General Major
und Präsident der Local Commission zur Abtheilung,
Regierung des Großherzogthums Luxemburg,
Ritter hoher Orden, Herrn v. Reiche
Hochwohlgeboren
hier

№ 30.

72.

Lit: B.B.

Auszug

Auf der wechselseitig der Militair-Cantone in den Königreichen der Niederlande und Frankreich, den 26ten November 1817 zu Luxemburg abgeschlossenen Convention.

(1)

Von seiner Majestät dem König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, pp, und seiner Majestät dem König von Preußen, pp, den Ratifikationen des 19ten Artikels der Wiener Schlußakte vom 9ten November 1815 und seinen besonderen Convention, namentlich den in denen mehr Artikeln zugesicherten Militair-Pensionen, zu genügen und versehen, so haben allerhöchstdieselben zu diesem Endzweck, und zwar:

Seine Majestät der König der Niederlande den Königlichen Rath und Generalsekretär der Armee, Herrn Commissair-General für die Landesbefestigung Luxemburg, Herrn Julius Heinrich Hermann von Zuylen von Nyevelt, Ritter des Königlichen und Militair-Wilhelm-Ordens dritter Klasse und Offizier der Königlich-Niederländischen Ehren-Legion, und

Seine Majestät der König von Preußen, den Königlichen Wirklichen Geheimen Königs-Rath, im hiesigen Departement des Königlichen Königs-Ministerii, Militair-Gouverneur der Landesbefestigung Luxemburg und Mainz, und den Commissair-General für die Landesbefestigung Luxemburg, Herrn August von Mengden, Ritter des Preußischen Rothen Adler-Ordens zweiter Klasse, des Königlich Preußischen St. Anna-Ordens zweiter Klasse, Ritter des Russisch-Kaiserlichen Sanct-Wladimir-Ordens, Ritter vierter Klasse, und Commandeur des Großherzoglich-Hessischen Hauß-Ordens, ernannt;

welche, nach gegenseitiger Auswechslung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten, nachstehende Convention festgesetzt, abgeschlossen und unterzeichnet haben.

Erster Artikel

Militair-Pensionen im Großherzogthum Luxemburg

1. Hauptstück

Anzahl der Pensionen, Zeit ihrer Dauer, und Berechnung des Pensionsgehalts

art.

(76.)

Art. 1.

§: 1. Seine Majestät der König der Niederlande bewilligen

S. Majestät dem Könige zum Behufe der Bildung des

Königreichs die folgenden Militair-Truppen:

a. die Truppen von Nassau-Weilburg und Luxemburg, und von Luxemburg und Nassau-Weilburg für den Dienst der gemeinschaftlichen Bundesfestung;

b. die Truppen von Nassau-Weilburg über Luxemburg und Limburg für den Dienst des im Königreiche und seinen Besitzungen stehenden Königlichen gemischten Armee-Corps;

c. die Truppen von Nassau-Weilburg über Luxemburg und Limburg für den Dienst der Königlich gemischten Brigade Hildesheim.

d. Außer diesen drei Truppen ist noch für den gemeinschaftlichen Marine-Dienst und Colonien der Königl. Truppe Truppe bestimmt der Truppe Truppe bewilligt, wenn dieß jemals diese Truppen jemals in Truppe von der nämlichen Truppe.

Art 3.

§: 5. Der Bestand der Contingente-Truppe-Truppe, Truppe als der Truppen einbegriffen, wird nach folgenden Truppen bestehen:

für der Marine Linie: der Truppen-Linie, Truppenbrigade, Truppenlinie, Truppen, und Truppenstoff, Artillerie-Truppe, Truppe und Truppe.

für der Marine Truppe: der Truppen Truppenlinie, Truppenbrigade, und Truppenlinie, mit Ausnahme der Truppen Truppe und Truppe.

für der Marine Artillerie: der Truppen Artillerie-Truppe, Truppe, Truppe und Truppe.

für der Marine von Truppe: der Truppen Truppe.

für der Marine Truppe: der Truppen Truppe.

Die

In der Mairie Saarlouis: die Gemeinden Saarlouis und der Meierhöfen Fraulautern und Lisdorf, mit Ausnahme der Gehöfte Lauxweiler, Picard und Lauschied.

In der Mairie Dillingen: die Gemeinden Dillingen, Bachem, Pachten, Pachtenhof, Pachtenhöfe, Pachtenhöfe und Pachtenhöfe.

In der Mairie Gerlingen: die Gemeinden Gerlingen und Pachtenhöfe, mit Ausnahme der Gehöfte Pachtenhöfe, Pachtenhöfe

In der Mairie Altlingen: die Gemeinden Altlingen und Pachtenhöfe, mit Ausschluß von Pachtenhöfe.

In der Mairie Merlenbach: die Gemeinden Gemeinden und Pachtenhöfe, mit Ausschluß von Pachtenhöfe, Pachtenhöfe und Pachtenhöfe.

In der Mairie von Pachtenhöfen: die Gemeinden Pachtenhöfen, Pachtenhöfen, Pachtenhöfen und Pachtenhöfen, mit Ausschluß der Gemeinden Pachtenhöfen und Pachtenhöfen.

§. 6. Insofern die gute Willkommung der Pachten Pachten nicht, wenden Pachten auf die Gemeinden zwischen Pachten und Pachten in der Mairie Pachten: die Gemeinden Pachten, Pachten, Pachten und Pachten, mit Ausschluß der Gemeinden von Pachten und Pachten bewilligt.

§. 7. Ebenso wenden Pachten für den Pachten zwischen Pachten und Pachten, in der Mairie Pachten, die Gemeinden Pachten und Pachten, mit Ausschluß der Gemeinden Pachten und der Mairie und Pachten Pachten, Pachten, Pachten Pachten, Pachten und Pachten; und in der Mairie Pachten: die Gemeinden Pachten, Pachten, Pachten u. Pachten mit Ausschluß von Pachten und Pachten zugestanden

Art. 4.

§. 8. Kein Pachter, kein Interessent und keine Pachten Pachten Pachten Pachten, nachdem, der im vorstehenden Artikel benannten,

und

und für die Angehörige der Mannschaften durch die Distrikten
angewiesenen Emolumente mit Quartier zu sehen.
§. 19. Indem ob die Kinder von dem activen bewilligten Commun
Kinder den Truppen nicht mitgenommen werden.

Art. 5.

Die Militair Knaben Kinder männlich von mehr als 1200.
Mann stationirt, oder selbe so viel Compagnien pro Reg. gut sind
werden.

II. Capitel.
Wachsen der Truppen.

Art. 3.

§. 20. Alle einzelne Soldaten, so auf Urlaub für sich zu ihrem nächsten Regiments
gehören, oder auf Urlaub gehen, oder sonst mit einem andern Commando
marschiren, sind von dem Eingang ihrer Corps mit Gewehr, Bay.
bald indessen solche mit einem vorschriftlichen Pass Marschroute
versehen sind, wird ihnen ein Marschquartier ohne alle Bezahlung
gegeben.

§. 21. Gleichfalls haben alle, nicht im Dienst, und nicht in activität
befindliche Individuen auf der Eingangs-Rast keinen
Anspruch.

III. Capitel.
Etappen-Einquartierung

Art. 1.

§. 23. Se. Majestät der König von Preussen und Se. Majestät
der König der Niederlande werden gegenseitig einen Commis-
saire ernennen, welchem die Vollziehung alles dessen, was
auf die gegenwärtige Convention Bezug hat, obliegen wird.

§. 24.

§. 24. Die Beamten werden unter dem Titel Obrigkeit die nächsten in ihrem Bezirke sein.

Art. 3.

§. 27. Der die Mannschaften in Händen habende Offizier, welcher den Dienst oder Ersatzmann von der in den §. 12, 13 und 14. bezeichneten Zahl jedesmal 24. Mann vereinigt sein wird, hat sich an diese Obrigkeit zu wenden.

§. 28. Der königlich Niederländische Obrigkeit trifft nähere Verfügung welche die Obrigkeit sich anmaßen müssen.

Art. 5.

§. 31. Der königlich preußischen Obrigkeit sind die königlich niederländischen Behörden unter gleichen Umständen gleich.

§ 32. Die Wirkungskreis bestimmt sich nach dem Aufenthalt und die Verhaftung der eigenhändigen Obrigkeit, die Ordnung die Leitung und Fortsetzung zu unterstützen und aufrecht zu erhalten und in gemeinschaft mit dem königlich niederländischen Obrigkeit alle entstehende Differenzen zu beseitigen

IV. Kapital

Einquartierung.

Art 1.

§ 34. Die auf Quartier anweisende, oder auf Quartier anweisende Obrigkeit, sind die einzigen königlichen Obrigkeit welche das einquartierungs Recht haben und für einen Kanton.

§ 35. Die auf Quartier haben und Quartier bekommen, und auf Einquartierung als Quartier bestimmten königlichen Truppen, müssen jederzeit die für sie bestimmten Kasernen beziehen; sollten sie jedoch das Landvolk jederzeit verlangen, wenn Mannschaften oder in den Kasernen Einquartierung haben, in die Kasernen zu verlegen, so sollen solche in diesem Falle bei den Einwohnern einquartiert.

§. 36.

§. 36. Die Einberufung der Reservisten erfolgt, sobald die gesetzliche Bestimmung einer Mobilmachung eines oder mehrerer Armeekorps, mehrere Offiziere und Mannschaften, oder die Offiziere allein zu Übungen, oder ein Teil der in ihre Heimat entlassenen Mannschaften zu Übungen, oder ein Teil der in ihre Heimat entlassenen Mannschaften, oder Übungen mit ihrer Ankunft, der Zeit der Einberufung und Entlassung mit genauer Marschroute anordnet.

§. 37. Nach Ablauf dieser Zeit können sie nicht zurückgehalten werden; auch die Offiziere nur solange zurückgehalten werden, als es zur Ordnung ihrer Abteilungen notwendig ist.

Art. 2.

§. 38. Die Einberufung der Offiziere, Ärzte, Beamten, Unteroffiziere und Gemeinen erfolgt durch die Königlich württembergische Kriegsministerium.

§. 39. Nach Empfang der Einberufung begeben sich die Offiziere, Ärzte und Beamten, sowie die Mannschaften, welche zu Übungen einberufen werden, zu ihren Truppenteilen und Dienststellen.

§. 40. Nach Beendigung dieser Dienstpflicht kehren die Offiziere, Ärzte und Beamten, welche für den Übungsurlaub angestellt waren, in ihre bisherige Stellung zurück.

§. 41. Die Offiziere können die für sie auf Lebenszeit festgesetzte Dislokation nicht verändern.

§. 42. Ihre Versetzung sind dieselben berechtigt, nur einzigen Übungsurlaub nach Ablauf der Dislokation, welche dauernd, die Dislokation festgesetzt ist, nachzusuchen.

§. 43. Die zum Übungsurlaub nicht herangezogenen Übungsurlaubsoffiziere, verbleiben zu ihrer Verfügung und dürfen nicht in die Liquidation aufgenommen werden.

Art. 3.

Art. 3.

§: 44. Die Gemeinde und Landwehroffiziere werden in die Gemeinde oder Bezirksräthe auf sechs Jahre eingewählt.

§: 45. Für den Communal-Verband, wo die Landwehr nicht gestellt werden sollte, werden diejenigen in freiwilligen Gemeinde Nationalgarden verpflichtet.

§: 46. In diesem Falle wird von denselben die §§ 108 u. 109. festgesetzte Verpflichtung den betreffenden Behörden bei ihrer Abreise kund gegeben.

§: 47. Die Pflicht Verpflichtung ist den Militär-Angehörigen, diejenigen so unentgeldlich oder möglich zu logieren, und für deren Verköstigung auf Verlangen ihrer gegen Vergütung; ist jedoch niemand zur Annahme der Mann verbunden.

Art 4.

§: 48. Vom Dienstalter inclusive abwärts bis zum Soldatenstand sind alle Militairs zu Nationalgarden verpflichtet

§: 49. Ebenso werden alle Militair Beamten und Aerzte, in activem Dienst befindlichen Individuen bis zum Range des Regiments inclusive, die unentgeldliche Verpflichtung genießen.

Art 5.

§: 50. Die Regiments und Bataillons Fahnen sind mit einem Zeichen versehen.

§: 51. Wo mehrere die Landwehr-Cavallerie oder die Mannschaft der Regimenter, Bataillone, Compagnien nicht gestellt werden sollten, vereinigen sich diejenigen auf zwei und zwei mit einem Zeichen gegen Vergütigung.

§: 52. Die Landwehroffiziere und Soldaten werden zu zwei Dritteln in einem Kanton stehen.

Art. 6.

§: 53. Die Cavallerie und Artillerie Offiziere, so wie die der in

dieser

Entschuldigungsgründen Urlaub p.p. haben muß der Einquartierungs-Kommissair den gemeinsten Aufenthalt, sowohl während der Einquartierung in den Gasthöfen und Wirthshäusern als eigenen Kosten beizuschaffen.

§ 54. Die Landwehr und Landsturm pflichtigen Militairpersonen, welche nicht Offiziers-Rang haben, so wie die in diese Verordnung gehörigen Individuen, sind angehalten zum Nationalgarden-Corps beizutreten.

§: 55. Die in vorstehender Verordnung begriffenen Landwehr- und Landsturm pflichtigen, welche sich weder als Nationalgarden freiwillig gemeldet, noch in ihre Verhältnisse gefügt haben, sollen als Deserteurs angesehen, und nach den Kriegsgesetzen bestraft werden.

Art 8.

§: 58. Jeder Militair ist verpflichtet einen Feuereimer zu unterhalten, welcher den Namen seines Wirths zur Bezeichnung dient.

§: 59. Ebenso ist jeder verpflichtet, die Flamme seines Wirths mit dem Balle zu ziehen, und wenn dann Noth die Feuer-Eimer zu visiren.

§: 60. Alle Mißhelligkeiten, welche wegen der Feuer oder der Nachtwachen zwischen den beiden verschiedenen Feuergesellschaften oder Mannschaften, sowohl von dem sich beeinträchtigt glaubenden Theile der Civilgesellschaft, welche Hülfe verschaffen wird, zur Entscheidung vorgelegt.

§: 61. Sollten die Militairs sich der Entscheidung gefügt zu unterwerfen weigern, so wird die gemeinde Gesellschaft sich dieserhalb an die Obrigkeit, Gendarmen, die diese Verordnung durch die Militair-Mannschaft in Anwendung bringen haben werden, wenden.

Art 9.

§2. Sollten auf dem Abmarsch einer Einquartierung Mannschaft oder Mannschaften in den Quartieren zurück bleiben, so soll der Quartier-

fande, Kraft der Civil-Behörde gesetzt Anzeige davon zu machen.

§. 63. Der Mann wird gemäß in Ansehung seiner Wagen in Ansehung der Lizenz, die Ein Kaufleute oder Makler in Ansehung der Lizenz-Taxe und Lizenzierung zu beobachten.

§. 64. Der Lizenzierung darf nie unterlassen, die wesentliche Ablieferung des Kaufleute auf den Bau abzustimmen, und von dem Eingehen der Lizenz-Visitation zu lassen, sondern dem Meistbietenden, und dieser Lizenz oder Taxe bei Eigentum, der Bewilligung eines

Art. 10.

§. 65. Die Lizenzierung selbst ist eine bedeutende Klippe, an der sich öfters viele Künste, daß man sich von Visite der Eingangs-Lizenzierung auf Ordnungen zu können, so wurden zu der Lizenz ein oder zwei Ordnungs-Häuser eingerichtet werden.

§. 66. Der Lizenzierung sind auf diese Häuser ein selbst Verbund, von den beiderseitigen Klippen und Klauen aufgehobene Lizenzierung-Collab in Lizenzierung-Häuser beraten beschlossen.

§. 67. Da die Ankunft der Taxe sehr oft von der Richtigkeit einiger Ordnungen, den Wissen allerdings eine genaue Kenntnis erwünschen muß, so ist eine dergestalt verfälschende Entschädigung für die Taxe als billig anerkannt worden.

§. 68. Dem gemäß ist festgesetzt worden: die auf diese Häuser aufgegebene billigste mit einem Lizenz, fünfzehn Lizenzen, welche für den Wirth zur Lizenzierung verpflichtet ist, in der Lizenzierung festsetzen zu lassen.

§. 69. Diese Verpflichtung kann indessen einem Wirth nicht, dort als mit seiner Zustimmung aufgehoben werden, und sind dessen der Königliche ministerielle Eingang-Lizenz diesen selb einen Lizenzlichen Verkehr mit dem Taxen abgeschlossen.

§. 70. Die Lizenzierung Ordnungs Häuser sind von jeder andern Lizenzierung befreit.

V. Lizenz.

V. Kapitel.

Verpflegung der Truppen

Art. 1.

§: 71. Die Truppen erhalten die Fourage und das täglich gemäs-
sigte Magazinbrod zur Lieferung aus den Etappen-Orten,
in Gemäßheit des, für die täglich gemäßigten festgesetzten
Tarifs variabl nicht.

§: 72. Die Fourage besteht aus Heu und Haber, Magazinbrod, und einem
halben Pfunde Fleisch

§: 73. Die Lieferungs-Preise sind zur Zahlung dieser
Fourage, so wie zur Verpflegung der für die Mannschaften gemäßigten,
oder gemäßigt vorgeschriebenen

Art. 2.

§: 74. Wenn indessen die Verpflegung einer Compagnie, zum Hauptquar-
tier nicht ungefähr gehörigen Abtheilung, die Ankunft der Truppen ver-
zögern, oder verhindern,

§: 75. Oder aber eine Compagnie, ihrer, den Etappenmarschen
angehörenden, und von diesen nicht abgehaltenen Verspätung zufolge,
die Selbstbeschaffung der Lebens-Mittel vorziehen sollte,

§76. So sind die Militairs vorgeschrieben: sich mit dem Preise ihrer
Kost, wenn derselben ihnen solchen anbietet, zu begnügen, oder
sie anderen, wenn sie vermeinigt werden sollten, eine Entschädigung
zu fordern zu haben.

Art. 3.

§: 77. Alle und jede alle Zweifelhaftigkeiten, welche rücksichtlich der Ver-
pflegung der Truppen etwa entstehen könnten, zu vermeiden,
ist folgender Tarif festgesetzt worden.

§: 78. Jeder Verpflegungs-Berechtigte, und Zahlende, so wie jeder andere
in diese Verpflegung gehörige Individuum der Königlich preußischen
Armee ist berechtigt: eine seiner Würde zum Stand Angemessene und

und ein halb pfund Fleisch für jeden militärischen Mannschaften mit beilingenden Gemüsen zubereitet zu verabreichen. Zum Frühstück sind jeden Tag für jeden Mann 48 Loth, Brod und Butter anzuschaffen.

§. 79. Die Lieferanten, so wie sie in ihren Verträgen bestimmt sind, müssen dem nöthigen Heu, Stroh, Gemüse, u. ein halb pfund Fleisch, für jeden Mannschaften zubereitet, und bei jeder Mahlzeit eine Semmel dazu geben, wie denn auch zum Frühstück Kaffee, Milch und ein gleich [illegible] decilitre Wein oder Branntwein.

§. 80. Die Lieferanten, so wie sie in ihren Verträgen bestimmten Lieferungen nachkommen bei jeder Mahlzeit und zum Frühstück verlangen.

VI. Capitel.

Verpflegung.

§. 81. Zur Verpflegung bleibt der Mittag die erste Mannschaft der 3ten und 4ten Compagnie und bey strenger Kälte auch noch den Mannschaften Brod und Butter verabreicht

§. 82. Die Verpflegung für die Unteroffiziere und Soldaten besteht in der Bereitung der Speisungen am Gemüsen.

§. 83. Die Offiziere sind berechtigt die Lieferung ihrer Zimmer zu verlangen

§. 84. In das Commissariat in Verpflegung durch die Lieferanten die Offiziere Essen verlangen, das während ihrer nicht zu Hause sind oder denen von ihren Vorgesetzten nicht gestattet worden.

VII

VII. Kapitel

Beleuchtung.

§: 85. Für Beleuchtung bleibt der Wirth haftungspflichtig.

§: 86. Die Beleuchtung für die Amtsoffizianten und Publikanten besteht in der Bewilligung der Kerzenlampen an den Amtstisch.

§: 87. Die Zimmer der Offizianten müssen Tagsüber erleuchtet werden.

§: 88. Diese Beleuchtung darf indessen nur Abends verlangt werden, und hat der Offiziant zu verstehen, daß seine Einquartierung mit dem Tag über, dasselbe der Zubereitung, mundirt sein muß.

VIII. Kapitel

Lagerung.

§: 89. Die Lagerung wird auf dem Königlich genehmigten Magazin nach den Etatsgrad-Listen in Gemäßheit des für die Königlich genehmigte Armee festgesetzten Tarifs vorgenommen.

§: 90. Die in diesen öffentlichen Lasten mit gestellten Leute müssen jedesmals auf Stunden die Augen, mit wie viel Gulden, Tag und Mann die Taxen bestellt, entrichtet.

§: 91. Sollte indessen die Entfernung einer Kommune unabhängig oder aber eine unvorhergesehenen Zufall, die Ankunft der Lagerung verzögern oder hindern, so sind solche von der Orts-Obrigkeit anzuzeigen.

§: 92. In diesen Falle wird unserer Wirth der Lagerung die genehmigte Lagerung von dem Lagerungsmann entweder in Natura verabreicht oder in Gelde vergütet.

§: 93. Niemand ist einer Militair Lagerung, wenn die Lagerung nicht Zeit und gemessen Fourage-Vorrath, selbst instalt Brandstätte auf den Lagerungsplatz, entbehren zu können, wenn seinem Wirthe zu fordern

XII

IX Kapitel

Heilmittel

Art 1.

§: 94. Die in der Wundarzney vorkommenden Heilmittel werden in Klassen, nach ihrer Wirkung, eingetheilt.

§: 95. Die Verordnung eines jeden Mittels hat jedesmahl nach der nächsten Klasse Rücksicht auf die Individualität zu folgen.

§: 96. In dringenden Fällen dürfen die Mittel eine Klasse höher gebraucht werden.

§: 97. Die Mittel dürfen nicht gegeben werden, wenn sie nicht in folgenden Verhältnissen, nemlich:

Auf einen zweijährigen Knaben 900 ℔ an Gewicht, oder 7. Mann und auf einen einjährigen Knaben 600 ℔ an Gewicht, oder 4 Mann gehen.

§ 98. Auf entlegenen Orten hat der Chirurgus der Landschaft neben seiner Heilkunst der Kranken und Verwundeten die nöthigen Medicamenten zu halten.

Art 2.

§: 99. Die Chirurgi der Landschaft werden ganz besonders beeidiget. Daß nun die Medicamenta nach der Stärke von den Aerzten verordnet beschaffen

§: Gleichfalls werden dieselben [illegible] Daß die Knaben nicht nach Mannschaften und nicht nach Jahren, als §: 97. festgesetzt worden, verordnet beschaffen werden.

§: 101. Endlich werden sie gleiche Pflicht obliegen: Daß die Knaben unmittelbar nach ihrer Ankunft auf dem Klassen-Quartier abgeliefert werden und die Medicamenta seine, besten seyn können; sollten jedoch die Knaben zu einer Klasse gehören, so müssen die Medicamenta bis zu der Ankunft warm erhalten werden.

Art

Art. 3.

§: 102. Sind die mit der Ankündigung der Zeugen beauftragten Offiziere anwesend gewesen, in soferne sie durch einen, von einem der §: 22. genannten Gerichte mit gesetzlicher Instruktion als Zeugen vorgeladen worden, die nöthigen Zeugenmittel sowohl Reisen als Taggelder gestellt werden.

§: 103. Wenn diese Offiziere nicht berechtiget sind, Fuhrlohn abzugerechnen; so müssen sie einen für meile als einen Zeugenmeß-Gang stellen, Reisen, Taggelder oder sonst auf eigene Kosten nehmen.

X. Capitel

Kosten.

§: 104. Sämmtl. die entstanden oder aufgelaufen, werden in Hauptsach, wie in den betreffenden Instrumenten, durch die Verfassung der Civil Gerichte gestellt.

§: 105. Die genauen Gerichte sind selbe auf Anfordern der Chefs der Corps der gerichtlichen Offiziere und Commandeurs der Corps, Commando's bestellen.

§: 106. Es wird diese auf strengste anbefohlen: die Einnahme eigenmächtig oder Kosten zu behandeln.

XI. Capitel

Vergütung

§: 107. Die auf gegenwärtige Instruction zu entrichtenden Vergütungen sind folgendermassen festgesetzt worden. fl. Cent.

§: 108. Für Führung, Haltung, Besitzung u. Behandlung für einen General nebst zwei Ordonanzen, pro Tag 11. —

§: 109. Für Führung, Haltung, Besitzung und Behandlung, für einen Generaladjutanten nebst zwei Ordonanzen pro Tag . . . . . 7. —

§: 110. Für Führung, Haltung, Besitzung u. Behandlung für einen Capitain, pro Tag . . . . 4, —

§: 111

§: 111. Für Quartier der Verpflegung, Anspeisung und Beleuchtung St. Kr.
für einen Leutenant und Fähnrich Leutenant pro Tag . . . 3. —

§: 112. Für gemeine Verpflegung und Gemüthigung der Schulmeister an Brod und Fleisch für einen Feldmajestätigen und Feldscheer, wenn der Regimentsfeldscher Compagnie Verpflegung empfängt pro Tag . . . . . 82.

§: 113. Für gemeine Schulmeister an Brod und Fleisch und Gebührnisung der Vivres inclusive der Commodität der Commißbrod, etc, pro Tag . . . . . 30.

§: 114. Für jedes Pferd, welches Haber, Heu, Stroh, Fütterung und Lagerung hält, pro gemeiniglich Viehschalb Maaß vom Hundert Ellen . . . . . 1. 20.

§: 115. Für einen reitenden Leiter welche Fütterung und Lagerung hält pro gemeiniglich Viehschalb Maaß vom Hundert Ellen . . . . . 1. 10.

§: 116. Für einen Lastschlitten inclusive der Fütterung pro gemeiniglich Viehschalb Maaß vom 3000. Ellen . . . 30.

XII. Capitul
Legitimation
Art. 2.

§: 123. Rücksichtlich der Verpflegung wurden die Leute in der Legitimation der Feldscheer und Feldschen gleich genommen, die Leuter Lagagen aber die Hälfte genommen

Art. 3.

§: 124. Die Legitimation allen in gemeinschaft der gegenwärtigen Compagnien nöthenden Kosten sind allzeit halbjährig angelegt, und am 1ten Januar, 1ten April, 1ten July, und 1ten Octobris jeden Jahres Festgestellt.

§: 125. Einen Mannschaft nach erfolgten Abschied der Viertel, jährigen Legitimation wird denen Leuten Lagerschein gegeben.

§: 126.

§: 126. Die Zahlung wird in klingender und und in Landesgängiger Münzsorten in Ausgabung gebracht werden.

Zweiter Theil.

Militair-Personen in Hinsicht ihrer Civil-Rechte.

Dritter Titel.

Allgemeine Bestimmungen.

III. Kapitel.
Ordnung und Polizei.

Art. 1.

§: 201. Wollen im Militair irgend ein Individuum der Gemeinde, in welcher er im Quartier liegt, mißhandeln, oder sich gegen dasselbe sogar einer Thätlichkeit schuldig machen, so sind an sich die Wache gegen einen der Strafe gegen Widerstand unterliegt, und dem Angreifenden seine Waffe abzunehmen befugt.

§: 202. In Fall einer unmittelbaren Gefahr, oder einer gesetzlichen Verhaftung, wenden Militair der Civil-Gerichte, dasselbe gegen Widersetzung Gewalt anwenden, und wenden die Strafe gegen Widerstand, für die Leistung des Gehorsams Strafe bringen.

Art. 2.

§: 203. Wenn bei Feuers-Brunsten, Hochwasser, Auflauf, oder andern dringenden Nothfällen die Landesbewohner Hülfe begehren, die Landesbewohner mit der Civil sich nicht einigen können; ist der Strafe gegen Widerstand, oder der Ungehorsam, der Militair verpflichtet, sich deßhalb an die Civil-Obrigkeit zu wenden, welche nach vorheriger Anordnung der Maßnahmen,

dem und der Mannschaft die anbietenden nöthigen zum ihr bestimmten Dienste verbunden sind.

§. 204. Die Obrigkeiten namentlich dürfen keine Lasten auflegen: daß auf dem Flugzeuge selbst ein fortdauernder Vorrath von Lebensmitteln sich befinde, und namentlich gleichfalls angemessen sey, daß diese Artikel den Soldaten nicht übertheuert werden.

§. 205. Endlich in den §§. 44. u. 83. genannten Fällen die Wirthe der Gasthöfe oder Wirthshäuser sich verbinden: die Zahlungsfähigen auf der gewöhnlichen Zeche aufzunehmen, so kann der beeinträchtigte Theil deßhalb die Civil-Obrigkeit, welche sonach entscheidet wird anklagen.

Art. 3.

§. 206. Die Flugzeuge dürfen auf den einzelnen Reisen keine fremden Dinge laden: doch ist den Zeugen an den Flugzeugen und Geräthschaften die nöthige Sorgfalt zu verwenden: die Lasten, welche durch die Laderichtung den Einrichtungen unmittelbar angehören, auf Klugheit zu nehmen.

§. 207. Nur die allernöthigste Rücksicht den Soldaten gegen die Einwohner, und die allerstrengste Wachsamkeit den Lasten gegen diese Lasten zu verbinden, weßhalb beide Gegenstände den aufgenommenen auf das Genaueste genau verzeichnet und sorgfältig gelegt werden.

IV Capitel.

Fall einer Reise

§. 209. Für den Fall einer Reise bleibt diese Einrichtung mit den §§. 1, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 34, 133, 135, 185, und 186. bestehen, durch die Umstände nöthig gemachten Modificationen und weiter als in den §§. 5, 67, 127, 128 u. 134 bestimmt

und

ausgefertigten Classen-Register bis zu einer nochmaligen, zu bestimmenden Abhaltsfristkunft der fehlenden Ratifikationen Zeit in Kraft.

Die gegenwärtige Convention soll zur schleunigen Ratifikation ausgetauscht werden, und die Ratifikationen innerhalb 6 Wochen, oder eher, wenn es sein kann, zu Luxemburg ausgewechselt werden.

Zu Urkund haben wir unterschriebene Bevollmächtigte dieselbe unterzeichnet, und mit unsern Wappen versehen.

So geschehen zu Luxemburg den achtzehnten Monats Juni Eintausend Achthundert und Einundzwanzig.

(L. S.) Graf von Bentheim, Graf von Reigersberg

(L. S.) Augustin von Münzenrad.

(L. S.) Reigersberg

Zugenau-Artikel.

Erster Artikel.

In Gemäßheit der letzten Verfügungen des 19ten Artikels des Friedensschlusses vom 8ten November 1816, soll gegenwärtige Convention hinsichtlich der Bezahlung der schon geleisteten Lieferungen, eine unterhandelte Sache sein.

In Erwägung jedoch, daß es zur Zeit des abgeschlossenen Vertrages unmöglich war, die wirkliche Zahlung der schon unmittelbar stipulirten Lieferungen genau zu kennen, und daß immer in Betracht, daß einige zur Leistung der von den Alliirten Mächten Sr. Majestät dem Könige der Niederlande für die Zukunft eine angemessene Theilung angemessen sein würde,

Entsagen die Alliirten unter Vorbehalt spätrer Liquidationen der schon geleisteten Lieferungen, der Zahlung der vorgedachten Artikel stipulirten rückwirkenden Kraft, und setzen dagegen folgendes fest:

a. Die im 11ten Kapitel des 1sten Titels der gegenwärtigen Convention festgesetzten Bezahlungen, werden erst von dem Tage ab in Anwendung kommen, wo die Anerkennung der Reclamationen zur Liquidirung vollzogen sein wird.

b. Sie werden in Folge der Liquidationen der schon geleisteten Lieferungen in folgenden Verhältnissen ab Basel sein:

Für das Jahr 1817. Als zum vorgedachten Zeitpunkt der Reclamationen wurden diese Bezahlungen noch nicht vollendet sein, nämlich:

Im Monat Januar ein	27½ p. %.
Februar	16½ „
März	16½ „
April	35 „
Mai	4½ „

Die geleisteten Kosten der gegenwärtigen Convention zu setzen Basel oder Basel angenommen sollte Sr. M. dem Könige der Niederlande pro

pro Monath Juny . . . . . 53 3/4.
July . . . . . 32 1/2.
August . . . . . 31.
September . . . . . 25 1/4.
October . . . . . 20.
November . . . . . 12 1/2.
December . . . . . 5 1/4.

bis zum Zeitpunkt der Ratifikationen

Für das Jahr 1816 wurden diese Abzahlungen erfüllt werden, nemlich:

pro Monath Januar . . . . . 1 1/4 p C.
Februar . . . . . 2 3/4.
März . . . . . 10.
April . . . . . 6 1/4.
May . . . . . 6 3/4.
Juny . . . . . 7 1/2.
July . . . . . 18 3/4.
August . . . . . 15 3/4.
September . . . . . 15.
October . . . . . 20 1/2.
November . . . . . 27.
December . . . . . 27 1/4.

Für das Jahr 1815. u. die vorhergehenden Jahren wurden die Abzahlungen dagegen ganz dieselben Jahre, wie sie im Tarif angegeben sind, und keine Erhöhung erleiden.

6. Diese Tarife werden indessen nur auf die noch liegenden Gegenstände Anwendung finden, ohne daß sie jemals wieder den einen noch den andern Theil für schon geleistete Zahlungen einen Anspruch gestatten können.

Art 5

Art 5.

Diese Separat-Artikel werden denselben Kraft und denselben Werth haben, als wenn sie Wort für Wort in den Vertrag vom heutigen Tage eingerückt wären.

Dieselben sollen zur ferneren Ratification vorgelegt, und die Ratificationen können in möglichst kurzer Zeit ausgewechselt werden.

Des zu Urkund haben die gegenwärtigen Königlichen Commissarien selbige in doppelter Ausfertigung u. mit Beidrückung ihrer Wappen vollzogen.

So geschehen zu Luxemburg, den dreizehnten Mai eintausend achthundert und siebenzehn.

Der Königlich von Wynandt
Augst von Wynandt.

Zu Urkunden in Luxemburg,
bey F. Lamart, Lehnsmann.
sonst 60. Centimes.

96.

Lit C. C.

Das Ministerium des Innern stellt sich vor, daß in dem von dem Königlich Württembergischen Special-Commissair General-Major von Lützow und Major von Wagnitz, dem Königlich Französischen Special-Commissair, Herrn Baron Ruinart, Ritbantmeister offiziell mitgetheilten Memoire über die Verhältnisse der Demarkirung Lemgenbung nothwendigen Gegenstände, zum Behuf für die Local-Commission der hohen deutschen Bundes-Versammlung bestimmt, zu bemerken, in sofern selbige nicht bereits in dem von dem unterzeichneten Commissair der Local-Commission unterm 4ten d. M. eingesendeten Darstellung der militairisch-politischen Verhältnisse Lemgenbungs zur Sprache gekommen sind.

Zum Artikel 2. bemerkt das Königlich württembergische Herr Special-Commissair, daß die Aufbewahrungsorte an den bestimmt worden genommen sind, und die Militair-Bedürfnisse zu befriedigen

Hinsichtlich ist zu bemerken, daß die durch die Französischen militairischen Bedürfnisse genommene Anbieten sofort nöthig genommen sind, und selbige nur aufgehoben werden können, wenn Munitionen d. Lands dazu hinreichend vorhanden genommen.

Artikel 4. Lit: i ist das sämtlichen Hofstaates der Militair-Behörde gehörig.

Was Anbetrifft zur Beantwortung des sämtlichen Hofstaates selbst, dass eine abschließliche Antwortung sich bald übersehen lässt, daß nicht allein die Häuser und Besitzungen sofort schaffbar sind, sondern auch, daß manchen Personen bestimmt sind, und dass einige Gebäuden den Locant-Gehalt aufgehoben werden; manchen Höfen, Bäuerle, Hungen, Leuten, Pferden und Fuhrleuten, sind angenommen für dauerhaft, ohne sie einige Rollen

Artikel 6. ist das Französische Personen-Engagement zu bestätigt, und der gemeinschaftlichen Beziehung den Personen gehörig.

Hier

Hierbei bemerkt man, daß die Angaben, wie viel die Kasernen belegt werden können, unrichtig sind.

Der Herr Regim.-Kommissair bemerkt, daß die gemeldeten Grundsätze der Kasernen-Belegung auf dem Befehle der Königl. Kriegsministerium und der Inspection der kaiserlich königlich Ostreichischen entnommen.

Es ist aber dabey zu bemerken, daß, wenn man auf die nöthige Zahl zu belegender Zimmer keine Rücksicht nimmt, die vorhandenen Gebäude belegt werden können.

Nach kaiserlich königlich Ostreichischen Grundsätzen mit 6792 Mann
" königlich preußischen - - dto - - - 4428 dto.
" " niederländischen dto - - - 6063 dto.

Nimmt man aber auf die nöthige vollzubelegenden Zimmer Rücksicht, so können nur unterbracht werden.

Nach königlich preußischen Grundsätzen - - - 3430 Mann
Nach dito niederländischen dto. - - - 4819. dto.

Es sind aber nicht alle Zimmer voll zu belegen, weil ein Theil zu Montirungs-Kammern benutzt werden muß, die nicht auf den Lüchen wegen sie gesonnen, abgebrannt werden können, indem diese Lücher bei den neuerbauten Magazin-Gebäuden zur Aufbewahrung der Appraisirungsmunition benutzt werden müssen.

Außerdem haben auf die Kasernen, Lazarethen, die offizier-Speise-Säle, die Wannenbäder-Kammern, die Offiziersmenagen Plätze in Abschlag gebracht werden müssen. - Hiernächst sind die Kasernen gegenwärtig nicht so stark belegt, als sie auf dem Etat, und können ungeachtet, wenn die Compagnien-Kasernen, wenn auch nicht mit neuen Betten so wie den ganzen Appuzirungs-Kommissair bemerkt: doch nur mit 10 Mann belegt sind. Doch will man für nöthig im allgemeinen bemerken, daß nun alle Militairs, gehörig schon und bequem belegt

belegt

kommlich stehen, um den Verkehr des Landes nicht zu vergrößern,
und seinen Besitzern nicht zu vergrößern.

2. Aber auch bei Belegung der Gebäude damit Rücksicht genommen
werden müsste, daß Zweyer-Theile und grundsätzen militairi-
scher Ordnung nicht mit einander zu vereinen.

Artikel 6. No. 3. wurden die 3. Gouvernements Villa nahmhaft.

Es bemerken, daß einer derselben mit Zimmer-Stunden belegt
ist, und der zweite von dem königlich niederländischen Gouver-
nements-Commissair, und der dritte von dem königl. niederländischen Gouver-
nements-Commando benutzt.

Artikel 6. wird beantragt, daß zur Benennung der Lokalen
genannt werden die öffentlichen Plätze sogen genannt, oder
Privatleute mit ihren Eigenthum verbunden werden müssten.

Zur Abstandnehmung der Evangelischen Gemeinde-Genossen auf
Französischer Besitzungen steht der Raum für 416 Mann.
Dieser könnte aber nur insofern genutzt Räumen, wenn einen öffentlichen
Platz zu behaupten, und ohne einen Privatraum zu verbreiten.
Artikel 6. ist gegen die Einrichtung des Krankenhauses zu Mi-
litair Zwecken nichts einzuwenden.

Es ist einverstanden, daß die Gemeinde-Genossen Local ihren
Bedürfnissen angemessen, eingerichtet sein müssen, und diese nicht
ungesund sein dürfen. Die Gemeinde Genossen Lokale können das
Lazareth aber in seinen Grenzen, und sollten nicht einmahl abbrechen; das
ist selbst durch den königlich niederländischen Gouverneur hinzugenommen
worden, der nur durch Verwendung von Kanonen und Zeltes
die Artikel sehr benutzen können, zur Aufstellung einiger Regimen-
ter in diese Lokale seinen zu gehen.

Der Militair Gouvernement sehr dafür den Krankenhäusern zu Gemeinde-
Lokalen einrichten lassen.

Artikel 6. wird der Abtretung des Tribunal-Gebäudes gegen das
Haus der Gemeinde einverleibt verlangt.

Der

in Ihr Amt angetane Gnad, in seinem dienstlich bestellten häuslichen Zustande ist,
so würde der Amtmann sie zum Empfang der Landes genießen.
Adelital C., am den 8. Februar, Tellen und Landen gänzlich verlangt.

Eine Ungewissheit Antwortung würde ergeben, ob die Amtmänner
Gebäude für die Genossen nützig sind oder nicht. Das Gouvernement
hat dem Besitznehmen für nützig anerkannt. Erst kürzlich hat vom
Königlich niederländischen Provinzial Commissair besichtigte Abrechnungs
Rechnungen vorgefunden. Die Hauptschuld haften der Zeugen nennen Land,
Distrikts, welche den Genossen Abrechnungs Ordnung vorschreibt,
z. B. Brachtruthen, Ruthen zum Reinigen der Munitionen Kuhe,
Munitionen, Kanonen; alle diese Anstalten könnten füglich auf den
Lebensmittelbäder angelegt werden, wenn nicht wegen Mangel an Ma-
gazin Lokalen fast sämmtliche Lebensmittelbäder zur Unterbringung der
Agrenzpfennigmeister benützt werden müssten. Zu eben diesem Behuf
dienen die Lokale sub N°. 1, 4, 5 u. 6 besonders ist die Reinigung
der Keller nicht zu vergessen, da die Feuchtigkeit der Lüftung ver-
ursachen könnte und wegen ihrer nahen Lage Zeugnissen
ist, zur Aufnahme von Agrenzpfennigmeister Gegenstände nicht
eignen. Wenn zur Zeit der Einrichtung bestehenden Lokalen
von der Einrichtung in Lebensmittel Agrenzpfennigmeister, oder zur
Füllung dessen jetzigen Militair Gouvernement sowie zu
Agrenzpfennigmeister Lokalen, Unterkunft angeben ist, so darf nicht außer
Acht gelassen werden, dass neuerrichtete Magazin Gebäude, welche
damals vorhanden und benützt waren, seit jener Zeit zugestellt
worden sind, und dass Lebensmittel Lokale zur Unterbringung
gung der Agrenzpfennigmeister benützt werden

Luxemburg den 9ten October 1821.

Königlich preußischer Militair Gouvernement

P. v. Hessen Homburg

zu Lit. C. C. genannt.

Nach genehmigung, der dem abgeschlossenen über die politischen Verhältnisse Hochgehaltenen, zum künftigen Leitung Gemeinsamen Darstellung der mit der Anerkennung der provinzial-Kommunalen zu Hochberg verbundenen Zusammenziehung, sich die Abtheilungsräthe, als niederländischer Mitglied der künftigen Haupt-Abtheilungs-Kommission, in Übereinstimmung mit der ihm zugekommenen Ansicht über diesen Gegenstand entschieden zusammen, zur Erörterung der Grundlagen der Vereinigung, die folgende Erklärung zu geben; mit dem Hochgehaltenen, daß selbige, als eine Beilage, die Abfassung der politischen Verhältnisse begleiten möge.

1tens da bis jetzt noch Keine Reglements über die Geschäfte für die Kommunal-Verwaltungen genehmigt sind, sich nun die Anerkennung der General von Hochberg zum Vorsteher zu Hochberg, als commandirender General des Großherzogthums ohne das das geringste Bedenken über die genossen nicht zu nehmen, als dieselbe nicht abweichend einer ingrund einer Abänderung ungesehen.

2tens die Hinzufügung der Verlegung der Hochgerichtsstelle von Adelsheim nach Hochberg: die Erklärung der allgemeinen Anerkennung Hochgehaltenen für die Militair- und für die Civil-Autoritäten; wie auch, zum besten der Einigung, die Fassung der Hochgehaltenen Artikeln.

3tens Wird in der vorgenommenen Heilung die augenblickliche Anwesenheit einer Hochgehaltenen, gründlichen, Hochgehaltenen Mannschaft in der Leitung als Hochgehaltenen für dieselben betrachtet. Hochgehaltenen die Leitung nicht ungestanden sein: und der Hochgehaltenen Hochgehaltenen von diesen Mannschaft zu bestimmen hat.

einer Hochgehaltenen Militair, Hochgehaltenen der Großherzogthums Hochgehaltenen Leitung können Hochgehaltenen keine Abänderung vorgenommen. Auch ist der

Hochgehaltenen

Gemeinden nur besorgt für die Kosten der Einquartirung, aber für die der Gemeinden, so ist es doch in beyden Fällen gleichmäßig Pflicht und mit allen Kräften dieselben herbeyschaffen zu können.

2.tens ist es natürlich, daß, wenn die Leistung in Lieferungsform Zustand erklärt werden müßte, der vierteljährliche Gemeind- oder Feuerzirkel-Commandant, nicht in der Leistung bleiben wird, weshalb es nun Aufgabe seiner Dienstpflichten gehören wird. In solchen Falle verpflichtet er sich von selbst, daß die Sektion der Königlichen Commissariat in dieser Leistung von der der vierteljährigen Gemeinde getrennt werden müßte.

Lüzumeburg den 13ten Oktober 1821.

Kool Feyerwirer Gemeinde.

Lit. D D.

Darstellung

der in Hinsicht der Verwaltung bestehenden administrativen Verhältnisse, insofern sich solche auf die Besteuerung der Immobilien beziehen.

Inhalts-Anzeige pag.

I. Der Gesammte

A. Gemeinen

B. Besonderen

A.A. Gemeinschaftliche

a. einen Militairstand

1. Der Königliche gemeinschaftliche Militair-Angehörige

B. Der Königliche Commandirende

2 Militairpersonen-Besonderen

d. Militair-Personen

E. Der Civil-Stand

6. Administrativen-Besonderen

a a Der Königliche Militair Gerichtsstand

bb. Der Königliche Finanz-Amt

cc Der Cassenen-Direction

dd. Der Forstwesen-Direction

ee. Der Commerz-Deputation

C. Geistlichen Besonderen

D. Polizey-Besonderen

e Privatrechts-Besonderen

f. geistlichen Besonderen

g. Civil-Gerichtsstand mit dem Militair, gerichtsstehen in einer

Person vereinigt

B.B. Niederländischen Besonderen.

d Der Civil-Angehörige

B. Der Königl. niederländischen Hofgerichts-Gerichtsstand

F. minder bedeutende Niederländische Administrativen Besonderen

d Marechaussée,

II. Gerichtsverhandlungen.

1. Civilen

2. Civil Commerzien

3. Polizey

4. Abgaben-Sachen

A, Einnahme

AA, Indirekte Abgaben

BB. Droit d'entrée et de sortie

Octroi

B. Monopol

AA. Von Gold und Silbermünzen

BB. Von Spielkarten u. Von Zündungen

Y, Einnahme / Verschiedene Gefälle

D. Postwesen

E Verpflegung d. Gefängnisse, Von Besoldung

a Laufende Verpflegung

b. Aggravirsimmunum

f, Bau, Reparation, Amirung, Neubauungen

g, Gantisen - Administration

A Rechnungswesen

a Rechnungen und Akten

b. Leistungen für das Rechnungswesen

aa Schlechte unsichere direkter Steuern

bb Schlechte indirekter Steuern

C. Verband der Rechnungs - Administration

D. Forstwesen - Bureaux

a Hauptbüro

A Kommission

B. Lokalbüro

Y. Administrationen

bb. Leistungen

aa Schlechte unsichere direkter Steuern

bb. Schlechte indirekter Steuern

6. Kunstpillament

C. Wurfzeughäuser

D. Munition

E. Militair-Lazareth

F. übrige Militair-Dienst-Gebäude

G. Festungswerke und Bauzeit-Bedürfnisse

a Material-Quantität

b. Bauzeit

H. Skizzen und Risse

J. Bemerkungen über das Festungs-Wesen.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

Anstellung

der in Ausübung bestehenden militärischen Verhältnisse, in welchen sich selbe auf die Besatzung der Bundesfestung befinden

---

I. Die Festung, mit ihrer nähern Umgebung über die bestehenden militärischen Verhältnisse, und mit der Angabe von welchem Gouvernement die Besatzung verfolgt.

A. Gouvernement.

Die jetzige Garnison besteht bayerisch und Königlich preußischen Truppen. Sie zählt im Durchschnitt 7000 Mann, mit 100 zum Artillerie Dienste benöthigten Pferden. Die Besatzung und Verpflegung derselben verfolgt von dem Königlich preußischen Gouvernement.

B. Besonderes

Es sind preußische

a. rein militärische

b. der Königlich preußische Militär-Gouvernement, und

c. die Königliche Kommandantur.

Zu den preußischen rein militärischen Behörden sind zu rechnen:

Die oberste militärische Gewalt in der Festung repräsentirt der Militär-Gouverneur. Er besteht aus dem Gouverneur mit zwei Adjutanten, und aus dem Kommandanten welcher zugleich die Stelle des Chefs vom Generalstabe versieht, mit einem Adjutanten. Die nachfolgenden preußischen Behörden sind ihm sämtlich untergeordnet.

b. Militärische Behörden.

Dem Gouverneur-Hause steht ein preußischer Artillerie Offizier nebst zwei Inspizienten vom Gouverneur-Corps vor. Neben dem Gouverneur am Platze ist ein Königlich Preußischer Gouverneur Inspizient aufgestellt. Alle zur Erhaltung der Vertheidigungs-Fähigkeit der Festung nöthig erachteten Arbeiten sowohl an preußischen Gebäuden gehörig bewilligt werden müssen; ja es sind die mit Unterhandlungen mit dem Militär vor

Hand

Hand auf die Lastenzweiter in die Niederländische Kommission Kasse geflossen, ohne daß die Verwendung dieser bewilligten Summen zur fast nöthigen Reparatur unserer ganz zerstörten Kommunikationswege in der Lastenzug-Division namentlich zwischen dem Schanzillard-Thore, so wie zwischen dem Mannheimer Thore und der Rheinbrücke Hindernisse, die sich täglich fast vermehrten, beseitigt werden konnten. Da in Artikel 13 und 15 der Amsterdamer Konvention ein gedeckter gemeinschaftlicher Kanal zur Fortsetzung der Lastenzug-Linie bis jetzt noch nicht hinlänglich ist.

Der Train zum Platze ist nun auf 2 Kommandanten, 6 Offiziere, und resp. 120 Mann Lastenzug-Eskorte und gemeinschaftlichen Kanal zur Disposition gestellt.

D. Artillerie Direktion.

Der Artillerie Dienst steht unter einem Offizier als Kommandant der Artillerie zum Platze nebst einem Zeughauptmann vor. Zugleich ist Niederländischer Seits beim Arsenal ein Artillerie-Depositär nebst einem Magazin-Meister aufgestellt. Alle Verwaltungs-Kosten Lasten bis jetzt auf dem Gemeinschaftlichen Zeugamente.

E. Der Platz-Major.

Unter dem Platz-Major stehen:

aa. Die Offiziere, Offiziere, Militär-Beamten welche nieder-
ländischer Seits, und zum Dienst mit auf deutlichen Kommando-
ser Genehmigung, angestellt und besoldet werden.

bb. Die Militär-Mannschaften welche auf dem gemeinschaftlichen Zeuge zum Dienste kommandirt werden.

c.c. Die Militär-Aerzte

d.d. Die Werftgebäude

Auch hat der Platz-Major die Aufsicht und generelle Leitung rücksichtlich der Lokalien und Abzugs-Gräben. Polizeysachen eigentlich vom Niederländischen Kanal unterhalten u. genaueigt

werden

anmerken, indem sich selbst die jetzt auf gemeinschaftliche Kosten gehaltenen müssen.

b. Administrative Behörden

Die Administrations-Behörden, welche mit dem Haushalt der Truppen beauftragt sind:

aa. das Königliche militair-Intendant

1 der Militair-Intendant, dem für seinen verschiedenen Anzeigungen, unmittelbar auf in denen als Königlich genehmigten Etat-Summen eine jährliche angemessene Remunerirung geschehen wird. — 1 Expedient für Kleider u. 2 Expedienten für Kleider, so ein 1 Lieutenant als Kanzellist, zugeordnet sind, leitet als Zentral-Punkt- den gesammten militair Haushalt der Besatzung. Er unterhält in seinem Bezirk mit Selbstständigkeit und gewissenhafter Verantwortlichkeit, ist an die allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen gebunden, jedoch zugleich an die Befehle des Militair-Ober-Commando gewiesen.

Zunächst unterstehen ihm

a das Personen Einquartierungs und Vorspann Wesen,

b. die Etappen Wesen,

c. die Natural Verpflegung der Besatzung,

d. die Militair Anmuthungsplätze

e die Zentralle der Lazareth-Kassen,

f die Militair Examina Expeditionen,

g die Ökonomien der Lazareth Etablissements.

die ihm untergeordneten Behörden sind:

bb. das Königliche Feuerwerk-Amt.

Das Feuerwerkamt. Dasselbe besteht in diesem Augenblicke aus 1 Feuerwerkmeister, 2 Zentralleute, und 1. Assistenten; sind aber; nach dem Etat Gehalte allein auf das Appraisiren

genannt

mant Anstalten, sehr wahrscheinlich eine Einschränkung in sei-
-nem Umfang erleiden.

C. C. Die Sanitäts Truppen

Die Sanitäts Truppen. Sie ist gebildet aus.

1. Compagnie
1 Lazareth
3 Ambulancen
1 zu diesen Corps bestimmten Garnison.

D. D. Die Lazareth Commission

Die Königliche Lazareth Commission. Sie besteht aus
1 Offizier der Garnison
dem Garnison Stabs Arzte, und
1 Inspector als Cassier

E. E. Die Commissariats Expedition.

Die Courier Expedition. Sie ist als Station Gehülfe einem Gehülfen beigeordnet der Intendantur zur Besorgung ausgesandt.

C. Polizeiliche Behörden

Die Besorgung auf die Eigenthümlichkeiten sinnigen Verhältnisse des Corps sein eine besondere Militair Polizei Inspection, deren Verhältnisse jedoch, wie weiter unten auf die Abstammung dieser Polizey Bezug genommen wird, noch nicht genügend bestimmt sind.

D. Justiz Behörden.

Behufs der Militairen Justiz Pflege, so weit sie Criminelle als civilrechtliche Einheit, befindet sich für ein besonderes gemischtes Tribunal mit einem Advocaten. Der weitere Rückzug hierüber wird beim Abschnitt Justiz Direction abgehandelt.

E. Polizei Behörden

Als polizeiliche Einheit Behörde für die Besetzung ist eine Garnison Stabs Arzt aufgestellt. Die Functionen, welchen

beschäftigen

bestehen muss in der Verwilligung des Landesherrlichen Zugeständnisses, sowohl in allen seinen Theilen und in dem Betrieb zur Verwaltung des persönlichen Allgemeinen Gemeinen Vorrechts, als in mehreren besonderen Anwendungsfällen, in denen Letzteres durch die, den einzelnen Ehegatten, Theilen zugestandenen Abweichungen geschmälert wird. Sollte ein Regierungsrath nicht die Anwendung einzelner Vorrechtsverhältnisse, oder sollte bei einem Gemeinen Wechsel der abweichende Ehegattentheil Streitig geworden, so hat der Gemeine Vorsitzende zu seiner Entscheidung vorzulegen. Das Weitere hierüber kommt weiter unten beim Abschnitt: über Vorrechts-Klagen vor.

f. Geistliche Behörde.

Als Geistliche Behörde ist hier die Gemeine Pfarrei anzusehen, wo der Trauung zugenommen ist; und der Abschnitt Politik. g. Civil-Commissariat f. mit dem Militair-Intendanten in einer Person vereinigt.

Durch den Frankfurter Vertrag vom 8ten November 1816 ist unter anderm bestimmt, daß zum Zweck der Verhandlung zur Vermeidung aller Weitläufigkeiten zwischen den Militair und Civil-Behörden ein Special-Commissariat ernannt werde, welches zur Mittelsperson zwischen den Militair-Gemeinden, und den niederländischen Civil-Behörden in Verbindung stehen, und zur Vermittelung der Correspondenz von dem unsrigen seine Befehle empfangen solle; zu gleicher Zeit ist aber dem Königlich Preußischen Gouvernement die Befugniß eingeräumt, den niederländischen Commissair wird zu demselben Endzweck einen preußischen Beamten als Commissair zur Seite zu setzen, damit diese beiden Commissarien, der an sie die Ansprüche erfordernden Behörden, alle eine gemeinschaftliche Commission in Antwort ertheilen können.

Diesen sollen nach Maßgabe der Frankfurter Vertrag die

zu

zu den Leistungs-Arbeiten aufzunehmen, können einer gemischten Commission unter Leitung des Gemeinderats vorgeschlagen werden, die nicht allein die Tauglichkeit selbst zu leiten, sondern auch die Prüfungs-Abnahmen zu bewerkstelligen und den Prüfungs-Tagmeldungen Fassung zu ertheilen hat.

Aber nicht allein zur Fügung dieser Arbeits-Partien, sondern auch im Allgemeinen ist bei der eigenthümlichen Lage der Dinge in Lichtenberg in der Wunsch vorherrschend, mit die Leistung so viel möglich Personen, die Leistung selbst aber nur einmal gemischten müssen. Commission kann vorgeschlagen werden, entsprechend mancher Seite, den Niederländischen Bezirks-Commissionen in gleicher Qualität einen gemischten Charakter zu verleihen. Dasselbe könnte Gemeinde-Civil-Behörden mit Auftrag aufgestellt können, jedoch für das Militair-Personal so immer eine andere gleiche Behandlung eintreten, besonders in allen Fällen für die nächsten Leistungen Verfügungen über Einreichung der Niederländischen Leistungen, auf einmalige Weise durch die niederländischen Ministerien zu haben werden müssen.

Einzelne gemischte Personen werden auf gemischten Land basirt

z. B. Niederländische Personen, so mit solche mit der Leistung

in Verbindung stehen

2. Der Civil Gemeinden.

Der Gemeinden der Verfassung entsprechend Zusammensetzung: Auf 4. Januar mit Leistungsfähigkeit, mit Einkommensteuer, und von der Einzelnen Personen zu messen kommt.

3. Der Königlich niederländischen Bezirks-Commissionen.

Der Gemeinde-Vorsteher der Beamten von Regierung ist Einzig, als niederländischer Bezirks-Commissionär der Landes-Leistung

Zusammensetzung

5. Wimbar bedürfnuda einbehörliche Administrations-Lesserden

Sinsur zusüren

Der Verbrechtsdienst der unmittelbaren Zugmerkung, der in Verfälschung besteht, welche den mit Strafzugsüsserden vorgekommen. Die Verl.-Zugierung, und Verfolgung strafbarer Handlungen, welche die gerichtliche Sache, die gemeinschaftlich dem Magistrate obliegen, die Polizei-Verwaltung, Inquisition, Inquisitionen, welche vorher auf der Zuziehung der Obliegenheit: Verbrechen besteht.

Das Civil-Tribunal.

Die verschiedene Inquisition der Hülfe und Arrest

Die Inquisition der Summarien und der Inquisitionen;

Die Inquisition der Inquisitions-Commission.

Die Verfügung der Vormund-Verl. Commissionen

Die Verfügung des caus et facti

Die Verfügung der Verwaltungen der Hab. d. Abwesenden

Die Verfügungen dieser Behörden erachten in dem Abschnitte über die Dienstverrichtungen nicht berücksichtigt werden.

5. d. Marechaussée.

Über den vorgedachten Administrations-Verbande, befindet sich hier auf der Stat Mujac einer Compagnie der Marechaussée mit etwa 20 Mann Gendarmerie stets zu stehen stets zu halten.

II. Dienstverrichtungen

1. Polizei

Der ursprüngliche Gesetz-Dienst besteht darinnen d. Besitz, die eigentliche Sinne der Zuziehungsstation ist im Jahre 1818 eingestellt worden, von Königlich niederländischer Gouvernement zur ursprünglichen Sinne aufgehoben und darüber. Für diese Einrichtung besteht die Verfassung einer Stelle und einer Engel auf welche Verfügung verwiesen

Der Verfolgliche Theil der Gemeinden besteht die Verfolgli-

...sche Rechtspflege, indem ein eigener katholischer Gerichtshof-Fiskalat, dessen Anstellung sowohl in rascher Folge nothwendig erscheint, eine Zeit lang ersparet wird.

Dem Fiskalat muß ein Substitut beigegeben werden, welches zugleich Stellvertreter, wie dieß in andern Gerichtshöfen bereits eingeführt ist. Es bestehen hier für die Besetzung zwei Systeme; in dem einen ernennt der Fiskalat den Kandidaten zur Assistenz und benachbarten mehrgenannten Gerichtsstelle, und in dem andern unterbreitet der Richter die Kandidaten der Gerichtsassistenz und Volkstribunal. Beide Systeme können bei dem Gerichtshof zweckmäßig vereinigt, und unter gewissen Modifikationen dem Fiskalat übertragen werden.

2. Civil-Gerichte.

Die Civil-Gerichte über alle zur richterlichen Kognition geeigneten Civilsachen in Criminal- und Polizeisachen sind dem Militär-Gerichtsstand als forum speciale zu, bei welchem der ehrenamtliche Auditeur angestellt ist.

Die Civil-Rechtspflege in allen gerichtlichen Rechtsangelegenheiten der Militärpersonen des gemischten Gerichtsstandes ist dem Gerichtsstand, welcher mit dem Kommandanten, dem Gerichtsauditeur besetzt, übertragen.

Die Herstellung der freiwilligen gerichtlichen Vermittlung wurden dem Gerichtsstand, gleich als Civilgericht beizuordnen sein, genommen und beigeordnet.

Richtig wird die Vermittlung gerichtlicher Akte ist zwar die Einrichtung eines Gerichtsstandes, gleich als Civilgericht beigeordnet, als folgt indessen aus der Natur der Sache, und aus den, hierbei beobachteten Normen vorhandenen Gerichtsstandes, Akten über die Vermittlungen

Akten

Verbrechen von selbst, und die Königlich preußische Garnison von der Königlich preußischen Garnison-Gerichtsbarkeit befreyt war. Eine Klage, und das folglich Königlich niederländische Verbrechen als Klagen gegen preußische bei diesem Gericht Recht aufzunehmen, so wie Individuen der Garnison gegen Einwohner und bei dem Königlich niederländischen Tribunal Klagen anhängig machen können.

Klagen und Rechtsmittel der Garnison-Gerichtsbarkeit in criminellen und commerciellen Fällen gegen die Militair-Personen zur endlichen Entscheidung des Königs, so wie in einzelnen Fällen der Recht-Pflegung mitgetheilt, und von diesen nimmt, wenn nicht officiella, doch officieuse Communication der richterlichen Behörde, oder sonstigen Aufschluß der Militair-Gerichtsbarkeit genommen.

Für den Fall, wenn zwischen preußischen und niederländischen Verbrechen zweifelhafte Fälle vorkommen, so wie wegen etwaiger gegenseitiger Requisitionen findet ein stetiger Briefwechsel, und Entscheidungen und Einleitung eines gemischten Gerichts, wenn die Verbrechen als in der Grenzgegend begangen nicht ausmittelbar der Entdeckung der Thäter.

Der Umfang der Militair-Gerichtsbarkeit der Militair-Personen, wenn über niederländische Unterthanen ist nur sehr wenig bestimmt worden.

B. Polizey

Die Ausübung der Localpolizey befindet sich in den Händen der städtischen Recht-Pflegung. Der Militair-Gerichtsstand hat bis jetzt keine andere als die der Ordnungs-Polizey und der Feuerpolizey in Betreff der der Militair-Gebäude.

die

die niedere Polizey sind zusammen Landsache und Amtsache und
werden in mancher Hinsicht verbunden.

Die im Artikel 7. der Bundesakte vom 8ten Juni 1815 festgesetzte Einrichtung der Bundesfestungen, Militz welche zur Herstellung der innern Ordnung, vorzüglich aber die Sicherheit der Länder, welche Festungen haben, oder in Festungen stehen, sind Einrichtungen, welche nicht verfehlen, und wenn sie gemäß sind, als die Macht im Innern mit so mancherley Mitteln zum Guten wirken.

Die Aufsicht über die Fremden, so wie über alle übrigen die öffentliche Ruhe und Sicherheit betreffenden Anordnungen, ist der doppelten Controlle der Militair und Civil-Polizei unterworfen. Alle fremden Reisenden zu Land und Wasser müssen daher von beiden besonders visirt und gemeldet werden.

Sind es sich Aufstände, so treten zunächst besondere zum gemeinschaftlichen Handeln zusammen. Die Gefahr muß in jedem andern Falle, wo die Intervention der Militair-Gewalt eintritt.

Die höhere und gemischte Landespolizey liegt den Ministern des Königs im Ministerium, unter denen auch die Land-Polizey so wie die Marechaussee-Gendarmerie zur unbedingten Subordination untergeordnet ist. Wo indess die Intervention der Militair Gewalt nothwendig ist, tritt ohnfehlbar ein gemeinschaftliches Verfahren ein. Der Wirkungs-Kreis der bisher für angestellt gewesenen Militair-Polizey-Inspectoren würde hienach eine angemessenere Anstellung erhalten; so wie dem Militair-Gouvernement überhaupt eine seinem Zwecke der Sicherheits-Polizey, und ganz besonders eine kräftige Einwirkung auf die Land-Polizey zu Gebote stehen würde.

Die Verwirklichung der hiesigen hohen Ministerium ist dringend

Zeitung

Zustand innerhalb der Stadt Luxemburg befindlichen Gebäude einschätzen.

Die Lage der Stadt und mit vielen Menschen, Häuser und Kasernen gedrängt gebaute Festung hat im Jahre 1811 statt gefunden. Der Kaiser Joseph der II. hatte im Jahre 1782 die Schleifung rund um der Stadt vorliegenden Forten.

4. Abgaben. Waaren.

L Douanes

Die Zölle oder Abgaben, welche bei Einfuhr, Ausfuhr und Durchfuhr der indirekten Abgaben (droits) genannt werden, sind in Luxemburg, wie in Frankreich, unter dem Namen Droits d'entrée et de sortie, (Einfuhr- und Ausfuhrzölle) bekannt.

LL Fortsetzung der Abgaben

BB. Droits d'entrée et de Sortie.

Die Abgaben der LL. erstrecken sich auf Kaufmannswaaren und die inländischen Produkte, Waaren und Munitionsgegenstände.

Die Abgaben der BB. bestehen in Forderung von Ein- und Ausfuhrgefällen.

Octroi

Diese vorgedachten Abgaben bestehen ferner noch in einer besonderen Abgabe unter dem Namen Octroi, welche von den Waaren, die hineingebracht, zur Konsumtion in der Stadt bestimmten Gegenständen erhoben wird.

Der 17te Artikel der Konventionen vom 8ten November 1816. enthält in Hinsicht auf die Zollfreiheit wörtlich: Le Service des Douanes respectives ne pourra point être troublé ou interrompu pour le passage des troupes. Les effets d'equipement et d'habillement ainsi que les autres objets necessaire à la garnison Prussienne de la forteresse de Luxembourg ou appartenant aux troupes en marche seront libre de tout Droit d'entrée et de Sortie, mais il devra être dûment constaté par

par les autorités compétentes, qu'ils sont destinée au dit usage au
quels forment la propriété des dites troupes.

Wenn dem fürstlichen Niederländischen Hofgericht Kammerbezirk
und Zollbeamtter wird diesem Artikel der bestimmte Sinn
unterlegt, daß weder durch die fürstige Lastung dazugewonnene Vortheile
mittelbe, noch durch dem gewöhnlichen Verkehr ungünstigen Effekten
der Besteuerung, so wie dem schon im Gebrauch genommenen eigenen
Kleidungs, Bücher und Hausgeräthe der fürstigen gewöhnlichen Mi-
litairs, ausnahmsweise besonderen Verfügungen, der Zollstelle ein Er-
höhung vorgenommen werden können; daß dagegen von allen
neuen Kleidungs, Hausgeräthen und Hausgeräthe so wie von Victu-
alien der Luxusmäßige, bis auf 12 p. C. vom Werth steigende Eingangs-
zoll erlegt werden müßte. Diese Beschränkung ist sehr günstig für
das fürstige Militair, welches sich durch im Auslande durch seine
Dienststellen oder das eigentliche im Vaterlande und der Verbindung
mit mit dem Militair genau bekannt sind.

Diese beschränkende Auslegung ist dieser auch mit denen die
Quelle gültlicher Differenzen und in individuellen Reklamationen
gewesen.

Es wird sich fürder zeigen, ob Erläuterungs, Ergänzungsartikel,
Instruktionen, welche mit gemeinschaftlichen Mitteln beschafft gewesen,
angefertigt und der Gutachtung erklärt.

Meistens sind die Beamtungen der niederländischen Zoll-
administration mit der Zollerhebung gleichmäßig und in der Regel das-
selbe keine Abgabe entrichtet.

Bei einer auf mich gegebenen Veranlassung einer Reklamation über die niederländischen
Zoll gefundene Abfertigung von jungen Hausgeräthen, welche
das Militair Gepäckstück zum Begleitungen sind glaubt und

dem

dem [illegible] Gebiethe [illegible] und [illegible] Bezirks-Commissairs [illegible], sind von der Anzahl der Commissairs, auf den [illegible] Bezirk [illegible] abhängig, weil die Commissairs der [illegible] Majestät des Königs [illegible] Militairbehörde [illegible], wo sie [illegible] Verrichtungen [illegible] Bezirk [illegible] Gegenstände unter [illegible] sehen, auf [illegible] Bezirk [illegible] Militair [illegible] Sicherheit mit dem [illegible] Bezirk, oder [illegible] Bezirk [illegible] einig [illegible], weshalb auf [illegible] Bezirk [illegible] mit [illegible] Bezirk [illegible] Bezirk [illegible] Bezirk

die Emission der inländischen Münzen zum Vollgewicht für andere Länder zu übernehmen, namentlich zur Abkürzung der Ausfertigung und zur Ersparung der Kanzleigebühren auf der Münze, an die von Auswärts einkommenden Gelder gleichbare Sorten, und solche sich selbst unter Aufsicht der ingewärtigen Gegenstände abmessen läßt. Die von fremden eingesendeten Effekten werden nur zusammengeschmolzen und gleichbare und die gleichbaren auf der Münze eingeschüttet.

Zum Behufe einer schriftlichen Ausmittelung werden alle privat Effekten auf der Münze bemerkt, und zu demselben die Münzen eingeschwärzt, die öffentlichen Effekten aber ungeschwärzt gelassen.

Um die durch die niederländischen Münzgesetze vorgeschriebenen häufigen Probirungen der einfachen Münzsorten zu vermeiden, ist durch die niederländische Münzdirektion verfügt worden, die mit der niederländischen Feinheit und mit dem gesetzlichen Remedium am Feine auf die niederländischen Münzen ausgemünzten Effekten dergestalt für gleichbar anzunehmen und erst nach der Ankunft derselben öffentlich zu taxiren.

B. Münzgut

1. der Gold- und Silbermünzen

Dieser ist niederländischer Seits auf die Demonetirung und Einziehung der hierselbst umlaufenden Gold- und Silbersorten der französischen Währung welche bis 16 pCt. vom Werth absteigt, beschränkt worden.

Die einheimischen Reichsmünzen haben indeß genau die bestimmte Feinheit und Gewichtsgehalt in Absicht genauerer Effekten, als auf die abschätzlichen Ausmünzungen zu halten gepflegt. Es würde daher gut sein, daß auf dieserhalb noch bestimmt und festgesetzt würde, daß jene Effekten nur dann als gleichbar sind anzusehen seien, wenn sie einer bestimmten Prüfung unterliegen würden. Die Administration der Demonetirung der Gold- und Silber-

Münzen

Tarifen sind übereinstimmend mit der Administration der Zölle im Großherzogthum
B. B. der Accise und Einkünfte.

Die deutschen Accise und Einkünfte sind, mit Ausnahme
der Accise auf Branntwein, dem Landesherrlichen Salz
Tarife Verzeichniß unterworfen.

8. Luxemburgisch Französisch Gebiet.

Die Landstraßen Steuer wird durch die Verwaltung der Brücken
und Straßen.

Der 18te Artikel der Frankfurter Convention vom 8ten November 1816
spricht wörtlich

"Quand aux taxes de Barrières sur les routes du grand Duché de Luxembourg
qui sont Barrières de l'état et non propriétés communales ou
particulières, les militaires prussiens appartenant à la garnison de la
place jouiront des mêmes avantages que ceux des Pays-Bas et
seront à une distance de quatre lieues autour de la place toujours
censés être en service, lorsqu'ils se présentent en uniforme"

Die den niederländischen Offizieren eingeräumte Begünstigung
Exemption ist in einem Königlichen Niederländischen Dekrete vom
9ten Februar 1816 d. d. dahin näher begründet worden, daß sie
sind: " tout les militaires à cheval quand ils sont en service
et habillés en uniforme, ainsi que les chevaux des personnes
qui appartiennent à leur suite immédiate

Die Majestät der König der Niederlande hat auf einer Ordonnanz vom 10ten September 1817. später festgesetzt:
"Les Droits de Barrières ne seront plus exigés:
1°. Des chevaux montés par des militaires alliés soit qu'ils
passent en corps ou isolement à condition qu'ils soient de
service, en revetus de leurs uniformes, ni des chevaux appartenant à l'état ou à des Corps d'armées moyennant qu'ils soient
munis d'une plaque distinctive à déterminer ultérieurement.
2°. effectivement à la suite de ces militaires, ni des chevaux, voitures,
ou chariots militaires appartenant

2°. Des chevaux et Voitures servant au transport des malles prussiennes pourvu que leur passage en soit pas plus frequent que celui des malles ordinaires des Pays-Bas

Auf den preussischen Staats-Eisenbahnen sind folgende Gegenstände von der Abgabe befreit: sont libres du droit des barrières

1°. tout militaire en uniforme voyageant à cheval soit en corps soit individuellement ainsi que les personnes de leur suite immediate

2°. Toute voiture ou chargement qui est propriété de l'état ou des corps d'armée mais seulement quand ils sont reconnaissable comme tels par leur forme par leur attelage en attendant la plaque ou autre distinction, dont ils devront être munis par la suite.

3°. Les Voitures de la poste prussienne.

§: 199. resteront conséquemment passibles de l'acquittement des droits

1°. toute voiture dite de maitres quand même elle serait la propriété de l'officier qui la monte

2°. toute voiture prise par requisition ou louée de gré à gré quand même elle transporterait des effets appartenant à l'état ou des corps d'armées.

Auf den preussischen Eisenbahnen für die Benutzung derselben von allen Personen eine Fahrtaxe erhoben und sich darüber ausgewiesen zu haben, wer jeder nicht militairisch gekleidete zu Fuss und jeder berittene Militair eine jede Meile, gerechnet von dem Einsteigen auf jeder Station 10 Centimen und für einen Wagen abgesondert entrichten muss.

Es ist zu wünschen, dass den preussischen Eisenbahnen der Genuss, welche sich denselben Einrichtungen nähern, in einem Abstande von wenigstens 2 Meilen die Benutzung abgesondert gestattet werde.

5. Postsachen.

Auf den preussischen Eisenbahnen der Briefpost-Transport

vom 8ten Maymonat 1816. genehmigt die französische Besetzung
die Garde-Cavallerie auf dem Rechten vom Inn- und Isarkreis,
alle einfachen Feuer-Linien, der Grenadier-Bataillone durch die
niederländischen Fest, Artillerie und Pionniers der Militair-
Übereinkunft gegen Vergütung die niederländische Obligung. Der
Betrag der Gelder von den französischen Kassen für die hie-
sigen Grenadiere mit der Obligung sich sich zu ersetzen kommen würde,
so wie wegen der hiesigen eigenthümlichen Verhältnisse übereinkommt,
ist in Vergütung seit dem Monat Januar 1819. auf französische
Kassen in französischen Obligationen abzuführen. Deshalben besteht in
meiner a. Schlußnahme Maymo, wegen Vergütung und Abmarsch genehmigt.

Auf Denselben wurden sämtliche alle französische Einquartierungen
aufgenommen besonderen.

b. Verpflegung und Einquartierung der Besatzung.

a. laufende Verpflegung.

Die laufende Verpflegung der Besatzung mit sämmtlichen Mund-
portionen und Lieferungen wird auf französische Kassen von einem
Lieferungsmonat Viertel zu Viertel bezahlt; Der Lieferungsmonat
ist eintheilig mäßig die Besatzungs-Truppen und Zeit zum 2.
monatlichen Laufe zu Mast und Zimmer angenommen.

b. Approvisionnement.

Zum 14ten Artikel der Convention vom 8ten
Maymonat 1816. genehmigt wird in auf unentgeltliche französische
Kosten 1815. beschlossen, daß das Approvisionnement für
den Fall einer Belagerung unterhalten; eine entsprechende Vor-
weisung darüber und das gewesene Magazin Gebäude mit Bett,
stoff auf dem Stadt, ist nun Abtretung einzutreten besonders vorgelegt,

Der im 1ten genannte Artikel der gedachten Convention,
besagt jedoch ausdrückliche Meinung das Approvisionnement dem Besatzung

mit

einer Klasse, interkurrente vorläufige Besteuerung der unsere
Verfassung bestehenden in der nächsten Umgebung der Leitung
Amtmann der Leitung genommen und der Genommene der
genossenschaftlichen Lagerhaltung ist bis jetzt nicht gestattet gewesen.

7. Polizei, Leitung Aufsicht Verordnungen

Die Gemeinden Leitung in nächstliegende alle Leitung, welche
die oben gedachten Verfassungen ausüben

8 Gemeinde Verwaltung

A. Gemeinde.

a Gemeinde und Bürger.

Über die Pflicht der Gemeinde und Bürger, denen Leistungs,
Abgaben und Verfassungsmäßigkeit von Leistungsgesetzen kann Bürger
Gemeinden zu Leistungen Anforderungen übergeben.

b. Leistungen für die Gemeinde

Die Leistungen für die Gemeinde zerfallen in 2 Theile:

a Pflicht welche ursprünglich Verfassungsmäßig waren.

a welche welche ursprünglich Verfassungsmäßig waren, nämlich:

1. Unterhaltung der Ruhigkeit,
2. Einhaltung der Lagerstraße
3. Verunreinigung der Bäume und Anpflanzung
der Gemeinde
der Gemeinde
4. Reinigung der Ofen und Ofenrohren.

ad 1, die Unterhaltung der Militair, Gebäude kann
Instandhaltung der Königlich ursprünglichen Genossenschaft
Lagerhalle selbst steht ein Gegenstand der Verfassungen zwischen
dem Königlich ursprünglichen und Königlich gnädigsten Hofgericht
Kammerrath, indem jener Theil gnädigst Mangel an Landes
vorgestützt wird. Verfügungen haben alle schon die gnädigsten

Bürger

Zustand bürgliche Angelegenheiten abzumachen müssten. Zu einem gewissen Abschlusse gelangen selbst schon die niederen bürgliche Akte bey gewissen Angelegenheiten zugeschriebenen Commissionen. Die Anmeldung bürgliche Akten bis zur Abstellung zugehört gewöhnlich ein Zeitraum von 6 Monaten.

Alle bürgliche Angelegenheiten werden zum fürstigen niederbürgliche Hegemeinde-Offizier mit weitläufige Aufsätzen gefertigt und dem niederbürgliche Bezirks-Commissär vorgelegt; dieser fordert die diesfallsigen Akten an den niederbürgliche Ministerium; dort wird sodann, gewöhnlich selbe die Legitation; dann gehen die Legitations-Verhandlungen wieder zum niederbürgliche Ministerium zurück, allwo entweder, oder nicht, und erst wenn diese Verhandlungen genehmigt worden, werden die Akten beygelegt. Zu wenigen Akten wurden die Zeugen zu Gott beygezogen Archiv. Um aber deßhalb existirt wenig weil der Winter nicht.

ad. B. erhalt für jeden Kantonal, zum Abschluß der Akten, auf den Grund der vom Militair festgesetzten dem niederbürgliche Bezirks-Commissär zugesendeten Legitationen, der Akten sind mit dem Leistungs-Approximativum gelöscht

ad. 8. wenden monatliche Lendwehr-Legitationen erhalt und durch den Militair-Festsetzten an den Gemeinden das Gewehrzeugschein Zeugnahme bestätigt, welchen die Gabe-Ver-stattung an die angenommenen Entlassungsmannschaft vermittelt.

ad. d. die Entschädigung der Akten erhalt auf den Grund vorhergehung von der Kantonsregierung angehörten und vom Militair-Festsetzten visirten Legitationen.

66. Solche welche zum Dritte zugelassen wurden.

6. Die Leistungen welche zum Dritte zugelassen wurden, sind:

a. Mittel der Entschädigungen, Anschaffung und Unterhaltung

allen

allen Aktenstücken zum Gebrauch der Kassenbeamten Memorialien und Schemata;

b. Instruktion für Aufnahme der Inventare zum allgemeinen Hauptplatze über die eingetretene Kassenmasse;

c Anstellung der Kassenverwaltungs Personale.

c. Entwurf der Kassenverwaltung.

Die Verwaltungs Behörde beim Kassenmanagement besteht aus der Militair-Kassen-Direktion, sie hat die Aufsicht und Kontrolle über alle Kassenmasse, muß die nöthigen Fonds anweisen, allen Mängeln abhelfen, und über die Abhülfe Bericht erstatten hat, die nöthigen Akkorde mit dem Militair-Intendanten zu treffen; sie besorgt die Anschaffung und Reparatur aller Kassen Utensilien, giebt sie an die Empfänger auf Munizirung der Etats, Bestimmungen an, macht Anweisungen auf Hülfsgelder an die bestimmten Punkten und tritt die zu ihrem Ressorte gehörigen Akkorde mit den Lieferanten, sie prüft Rechnungen der Empfänger an Kassen &c. Abrechnungs Material und besorgt die Prüfungen der Empfänger auf vorherigen Revisionen.

Der Militair-Intendant ist in allen Beziehungen der nächste Vorstand der Kassen-Verwaltung; er prüft Kontrolliert Extrakte, monatliche Kassen Geld- Aktenstücke- und Materialien- Berichte.

B. Zugehörige Personen:

a Kassenbeamte

b Kommission

Die in Vorschlag gebrachte Militair-Kommissions-Anstalt besteht der Kasse allgemeine Gutachten Vorschläge, weil alle Vorgesetzte der Gutachten Einholen genehmigen.

B. Lokalität:

Neben die Lokalität, Prüfung, Entscheidung und Benutzung der

Kasse

Räumen der jetzigen Lazarethgebäude mit Hinsicht auf die Raumerfo
rdernisse der Lazarethkommission eine besondere gutachtliche Aeußerung abgefordert.

V. Administration

Die Administration des allgemeinen Garnison Lazarethes besteht der
zeitigen Geschäfts-Leitung des Lazarethes, theils unmittelbar unter dem
Militair-Intendanten, rücksichtlich aller Kosten, und der Kasse, theils
Einrichtung und Ausstattung mit Utensilien und Geräthschaften aller Art betrifft, und namentlich in allen den Anschaffungen, welche in der
gewöhnlichen Verwaltung von dem Garnison-Regimente abhängig sind.

d. Leistungen

a.a. solche welche vom ärztlichen Dienste abhängen

a a. der ärztlichen Garnisonpersonal sich übernehmen.

Die Krankenaufnahme und Krankenentlassung der Lazarethgebäude.

Die Abtheilung der Säle und Krankenbetten, der Küche und Küche

Die Abwartung der Kranken und Verbundenen, der Wäsche und Kleidung

Der Liquidation. Worüber ist dem beim Lazarethpersonal bestehenden

Anhang.

Der ärztliche Zustand des allgemeinen Garnison Lazarethes ist, so wie
die Lage des Lazarethes selbst, stets unmittelbar unter den
Militair-Intendanten gestellt und in allen das Lazarethwesen betreffenden Fällen, - stellvertretend. Für den Fall einer Belagerung würde unter allen
Umständen auch für ein Lazarethe in der Abwesenheit gesorgt werden müssen.

b. b. solche, welche gemeinschaftlich vorbereitet werden.

b. Gemeinschaftliche Pflicht einer Leitung

Die Besorgung der Lazarethverwaltungs Geschäfte

Der Commando über seinen Dienstlichen Gehorsam Pflichten ist der Vorstand

die Verpflegung der Kranken,

die Verpflegung der Kranken,

die

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

die Sonntagsschule und Anstalt für Armenpflege.

die Verwaltung und Instandhaltung aller öffentlichen Anstalten,
so wie der Reinigungsanstalten

6. Aufsichtsbezirk.

Zur Einrichtung eines Bezirksamts für den Fall der Errichtung
eines solchen ist der Aufsichtsbezirk, bestehend aus den Gemeinden
Hessen, Hannoverschen, und ökonomischen Anstalten und Mühlen
kommunen unterstellen, alle Anstalt für die gemeinschaftlichen Mittel
besorgt und untereinander sind angewiesen, über die gemeinschaftlichen
Einigung

Die Aufsicht über den Aufsichtsbezirk besorgt der gemeinsame
Bezirksarzt mit dem Bezirksamt besonderer gemeinschaftlich; die
eigene Aufsicht besorgt der Militair-Inspizierende.

C. Aufsichtsbezirk

a. der einzelnen örtlichen Gemeindeanstalt bestehend
aus örtlichen Ortsvorsteher

dem Gemeinderath, der Verwaltung, der Reinigung der Gemeinde, und
der verfassungsmäßigen Gemeinde; der Militair-Inspizierende ist die
unmittelbare Aufsichtsbehörde über den Ortsvorsteher und Gemeinderath.

b. die Schulvorsteherschaften gemeinschaftlich der gemeinschaftlichen Gemeindeanstalt

D. Anstalt

Aufstalt der gemeinschaftlichen, bei der Gemeinde, in der Schule
sind und heiligen Geistes Anstalt zusammen gehörenden Anstalt,
nämlich und angehend angewiesenen Anstalt Lehrer
einschließlich mit gemeinschaftlichen Kosten und dem Rechte gehörenden
Schulen als Anstalt für die gemeinschaftlichen angewiesen, und zwar
auf alle bei der gemeinschaftlichen Armen bestehenden Gemeinde- und Anstalt
Armenfonds.

Auf und durch diese Einrichtung allen verfassungsmäßigen Standesherren,

welche

[illegible] der [illegible] Anstalten [illegible], abgefaßten.

Die Abtheilung in den Anstalten geschieht:

a. Auf gemischte Gutsangehörige, wogegen die Heilung der Anstalten
b. auf niederländische Staats [illegible].

C. Militair-Lazarethe.

Bei der jetzigen Lage der Observanz-Vorschrift ist für die Ordnung in Bezug auf Reinlichkeit der Lagerung und Aufbewahrung der Kleidungsstücke, Betten, Wäsche, Bücher, Instrumente bei den militairischen Krankenhäusern gesorgt, wenn diese Vorschriften befolgt werden.

Die Verpflegung soll zweckmäßig und möglichst ökonomisch sein. Diesem Erforderniß in der Observanz-Vorschrift B. genügend, verfahren:

a. Die Militair-Lazarethe in Rastatt 24 Zimmer 3 Betten hoch
b. Die Militair-Lazarethe in Mannheim, Karlsruhe und Freiburg, jedes
und Landwehrspital von einer Größe von 30 Zimmern
c. und den sonstigen Garnisonen in mittlerer Größe

Die Einrichtung des Rastatter Militair-Lazareths ist mittelst einer großen Kostenlast, welche bei den meisten beiden Lazarethen getheilt, keine Lazarethe aber eines die Größe in Benutzung gesetzt sind.

Die auf dem Rasen liegenden Mannschaften 12 Centimeter [illegible] sind abgestellt einen Lazarethen zu einem Gebäude.

Das Herausschneiden der Wasserbetten wurde durch den Militair-Arzt-Inspekteur bewirkt; seit dem Abschneiden geschieht die Einwechselung der Mannschaften von der auf die einzelnen Lazarethen nächstgelegenen Truppentheilen.

Es wäre sehr zu wünschen, daß eine Einrichtung eines Lazarethes zum ausschließlichen Gebrauch für beim Garnisonen gegen ansteckende Krankheiten der Rastatter Lazarethen und die dieselbige Einrichtung eine wirkliche in jeder Art einzigen Banken sei nützlich und empfehlenswerth der

Rastatter

Mannschaften nöthig, gutbauende anordnen müssten.

Auch wird es nothwendig sein, eigene Lehrmeister anzustellen, damit der Mannschaft durch nicht eingeübte Arbeiter nicht geschadet werde. Der jetzige Mangel der Arbeiter bei einer Wasserfüllung schadet den Lehrmeister offenbar merklich.

F. einzelnen Militair-Dienstgebäuden.

Wegen einer Wohnung des Herrn Militair Gouverneur für welche in Orte ein schicklich Lokal aufzumitteln wäre, wäre es nach Besichtigung mehrgedachter Offiziergebäuden, wohl das einfachste Gouvernement zu Mietung einer schicklichen Wohnung in der Art anzuordnen, dass die Einschaltung der Kosten zu Gehalte vom zu errichtenden Gouvernement gelegen werden.

Zur Anlegung eines Gartens wegen der Wohnung des Herrn Militair Gouverneur als wegen der des Platz Commandanten, der Ingenieur und Artillerie Offizier vom Platze wäre die schicklichste Anordnung bei Gelegenheit Übergabe Kostenanschlag zu machen, jedoch wird vorgeschlagen und Erläuterung angemerkt, dass die Taxe aufzunehmen Summe für die Anmiethung der Wohnung des Herrn Gouverneur und den wegen Garten, dessen bedürfenden in der jetzigen interimistischen Wohnung des Herrn Gouverneur abschaffen, eine bestimmte schicksame Summe nicht unterschreiten würde, wenn der Etat des Herrn Gouverneur Instanz Abschaffung überall wegen Miethe eingerichtet werden sollte. Die Einrichtung der Wohnungen des Herrn Gouverneur u. Commandanten werden im Winter wieder, endlichster Zeit vorgenommen.

G. Einquartierung u. Marsch-Routen.

a Natural-Quartier.

Natural Einquartierung soll bei der Einquartierung

Genuss der bis Ende Oktober 1816. allgemein stattgefundenen, und beschränkt sich jetzt darauf, dass die bisher mit Aufenthalt zur wenigen Tagen in Dienstgeschäften auf Lieferungen kommenden Offizieren und Militair-Beamten nebst Diener, Pferd und Pferden während ihrer Anwesenheit hierselbst in Wirthshäusern eingequartirt werden, und dass dann, statt, wie bisher den zur hiesigen Besatzung eingetheilten Offizieren u. Beamten so lange Zeit gestanden wird, bis sie sich in Lieferungen eine Wohnung durch Miethe verschafft haben. Die hierselbst eintreffenden Militairs sind bis zum Quartal incl. einschliesslich nebst Bedienten u. Pferden einander gesetzt in die Kasernen einlegt.

6. Anweis.

Offiziers Quartiere sind bis jetzt meist in den Kasernen eingestellt, die Offiziere und Beamten mussten sich dieser bei den Einquartierungen und empfangenen Lieferungen gegen baare Vergütung eine Wohnungs-Quartier-Natural-Miethe und Holz-Geld, je nach den Dienstverhältnissen, ohne genügenden Material, eine Naturalien-Entschädigung welche zu d. Wohnungs-Miethe eingerechnet ist. Die namentlichen Assignatio-nen der Empfänger wurden, mit einer Journal Nebenschrift belegt, durch den Militair-Kommandanten an den Quartier-meister der Quartierungs-Lieferung besorgt, welcher in dem Journal Einsicht nur auf ablauf jeden Monats assignirt.

Wo nicht Holz-Geld empfangen wird, tritt die Lieferung zum Natural Holz-Empfange ein. Wie nachstehend auf die Militairwohnungsleistungs-Lieferung.

H. Abgabe und Empfang.

Ein niederländischer Staatsmann zu Ludwig

Ludwig

[illegible] und seine [illegible] [illegible] [illegible]

Fürsten Fürsten gestand der Fürstlich Fürstlich-Fürsten zu Fürstenmeisse sein.

Luxemburg den 4ten Juny 1821.

Fürstentrag

K. Fürstl. Fürstl-Kommissarius für die Fürstlastfestung Luxemburg, Fürstlicher Fürstl. Rath u. Militair-Fürstcommandant der Fürstlastfestungen Mainz u. Luxemburg

136.

1ter Section
№ 1095.

Lit. E. E.

Ausfertigung den 27ten October 1821

präs. den 29ten October

An

den Königlichen General-Major, Chef der hiesigen Local-Commission des Herrn Deutschen Landrath, Ritter mehrerer hohen Orden.

Herrn v. Reinhard.

Hochwohlgeboren.

Euer Hochwohlgeboren Anfrage ist mir auf das gefällige Schreiben vom 22ten d. M. in Betreff der Verpflichtung einer bei der hiesigen Localisation angestellten Militair-Commissairs schuldigen Entschädigung ganz ergebenst zu beantworten.

Die Abhaltung der hiesigen Localaufnahme durch die hohen alliirten im Jahren 1814 sind sich bei dem mit übernommenen Commissairs-Antheile, personell mit militairischer Pflichtmäßigkeit von, der Hinderung in Privatverhältnissen bald kund und mit diese dem Commissairs-Geschäfte unzugemuthet unbequemlichkeit mit mehr.

Nach dem im Jahren 1818 erfolgten Tod eines Pflichtcommissairs, mußte sich der gegenwärtig in diesem Fache fungirende Herr Zeller zur Anstellung in diesen Eigenschaft, da sich das Geschäft jedoch übergenugten, daß diese Fachen dem in ihm angestellten so wenig befriedigt, daß er unsere als Fachgefallen angesehen werden kann, so bestimmte sich das Gesammt vom 18ten Februar 1819.; die Herr Deutsche Land über die Anstellung derzeitiger Assessors, der dieses entschieden haben wird, den Pflichtcommissairs, damit sich selbst eine gewissenhafte Pflichtmäßigkeit zu bestimmen, und dem selbigen angestellt Angestellten

in

in Uebereinstimmung mit dem festigen Kriegsministerium Civil-
Gouvernement des Gesetz zu bewilligen, welches dem unterthä-
nigen Staatsministerium vorgelegt werden wird

Da z. Zeller dermalige seit längerer Zeit für die Lan-
desfinanzen als Finanzreferent gearbeitet hatte, so würde es und
dem möglichsten Vortheil für die Verwaltung der Landesfinanz-
zu erhalten sein 24 tem. desselben Mannes zugleich als Staats-
rath und Landesfinanz-Finanzminister angestellt und in Eid
und Pflicht genommen.

Dem gemäß hat der Staatsministerium Antrag zu unterbreiten
die Ernennung desselben des Großherzogs zum Staats- und Finanz-
rathe nicht unter die Zahl der Staatsräthe und Räthe zu zählen
und werden, welche den Gehalten der festigen Platz nicht ent-
sprechend sind; wenn gleich dieser jährlich ein Theil ihres
Gehaltes Kriegsgehaltes, Civil Zulage.

Königlich preußisches Militair-Gouvernement.

v. du Moulin
Chef und Commandant.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

Lit. F. F.

Luxemburg den 26ten april 1821.

An

Königlich preußisches
Militair Gouvernement
der
Landwehr Luxemburg
3te Section
Expedition Nummer 15=412.

den Königl. preuß. Herrn
Obrist u. Chef des Landwehr Corps
mit Vier Fahnen, Ritter &c.
Herrn Leibel
Gouverneur.

In Gemäßheit der gefälligen Bekanntmachung vom 17ten d. übersende ich Ihnen Gouverneur anliegend eine mir von dem hiesigen Bataillons-Regimente übersendete Nachweisung der Unteroffiziere, welche sich gemeldet haben mit dem Bemerken ganz ergebenst, daß mir nämlichen bei dem hiesigen Königl. preuß. Artillerie Depot 17. Unteroffiziere und 39. Artilleristen, einer so gute alten Waffengattung, benöthigt sind, und solche regimentsweise, also nicht einzeln, sich befinden.

Die in der Nachweisung der Bataillons-Regimenter angeführten 9. Leute sind bei dem Artillerie Depot hiesiger Festung überflüssig.

Die Certifikations-Tabellen, der Regiments-Aerzte, so wie Lieutenants-Tabellen besitzen Ihre Hochwohlgeboren gefälligst.

Königlich preußisches Militair-Gouvernement

v. du Moulin
Obrist u. Commandant.

142

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK

3e Lit: F F.

Etat indicatif et Sommaire Des Pompes et Des utensiles à incendie appartenant à la ville de Luxembourg.

Pompes.	Chariots avec Caves à Eau	Traineaux avec Caves à Eau	Echelles	grands Crochets	Seaux en Cuir	Seaux en toile imperméable	Leviers	Fourches.	Traits pour les Pompes	Pelles	Cruches Anglaises	Observations.
9.	6.	2 1/2	25.	17.	178.	244.	25.	10.	26.	5.	5.	

Certifié veritable par nous Bourgemaitres de la Ville de Luxembourg

A Luxembourg le 20e Avril 1821.

Président

113

Lit: G. G. wesseltum den 17/10. 21
No B.

Euer Hochwohlgeboren haben ich mir die Ehre die von
Ihnen begehrte Uebersicht der zu Luxemburg für gewöhnliche Besoldung
bestehenden Kommandantur und Ingenieur Zulagen in
der Anlage gehorsamst zu überreichen.

Luxemburg den 15ten October 1821.

Ribbentrop.

An
den Königlichen preußischen General Major
Ritter von Hamm
Hochwohlgeboren
in
Coblenz

No 49 10/21.

Nachweis der mit genehmigten Etat pro 1822 festgesetzten Besoldungs-Zulagen und Emolumente für die Landes-Festung Luxemburg.

No.	Benennung der Diensteigenthümer	Etat-Gehalt	Besoldung Rthlr.	Pfg.	Silbergroschen	Thaler	Erläuterungen
	I. Zulagen						
1.	Festungs-Gouverneur	à 300 Thaler monatlich	3600.	.	.	.	
2.	Festungs-Commandant	à 120 Rthl. Thl.	1440.	.	.	.	
3.	Platzmajor	à 20. Thl. Thl.	240.	.	.	.	
4.	Der Militair-Intendant	à 5. Thl. Täglich	1825.	.	.	.	
5.	Contreleur der Militair-Intendantur	à 2. Thl. Thl.	730.	.	.	.	
6.	Kanzleyschreiber d. Materialien-Inspection	à 8. Groschen Täglich	121.	16.	.	.	à 6 Pfennige ist für die Kanzleyspesen
7.	Militair-Armee-Fuhrknechte	à 4. Rthl. monatlich	48.	.	.	.	à 7-8 sind militairisch und dem Garnison-Lazareth
8.	Militair-Armee-Wärter	à 2 Rthl. Thl.	24.	.	.	.	zugegeben.
	II. Etatsmäßig bestehende Gehalte u. Remunerationen, welche zum Dienstbetrieb der Gouvernements-Intendantur und Kanzleyen für das mittlere Land in Ansatz gestellt wurden.						
1.	Militair-Etatsmäßiger Aufwand					2500.	
2.	Gehalt des Special-Commissairs	à 16 Groschen Täglich	243.	8.	.	.	
	Casernen-Verwaltung.						
3.	Casernen-Inspector	à 15 Stunden monatlich	.	.	.	1500.	
4.	Casernen-Inspectors	à 30. Thl. Thl.	.	.	.	600.	
5.	Drei Casernen-Aufseher	à 30 Thl. Thl. jeder	.	.	.	1080.	
6.	Gehülfe der Casernen-Inspectors	à 16 Groschen Täglich	243.	8.	.	.	
	Lazareth-Personal beim Lazareth:	Gehalt à 15 Rthl. monatlich	180.				
7.	Zahlmeister	Monirungsgeld à 16 Thl. 6 Gr. monatlich	8.	6.	.	.	
8.	Lazarethmeister	Gehalt 6 Rthl. 17 Gr. monatlich	80.	12.	.	.	
9.	Inspectoren	10 Rthl. monatlich	120.	.	.	.	
	Personal bei der Verwaltung des Appro-visionnements:						
10.	Proviant-Meister		700.	.	.	.	
11.	1ter Controlleur		400.	.	.	.	
12.	2ter Controlleur		300.	.	.	.	
13.	Assistent		250.	.	.	.	
14.	Magazin-Aufseher		120.	.	.	.	
15.	Bäckermeister		110.	.	.	.	
			10784.	2.	.	5680.	

Luxemburg den 15ten October 1821.

Der Militair-Intendant

Ribbentrop

N°2187. Lit: I.I. I.I. Luxembourg le 29 Octobre 1821.
reçu en 30tem Octobre 1821
R.

Objet
Renseignements sur
les travaux pour
la forteresse.

Le Commissaire de Sa Majesté le
Roi des Pays-Bas pour la forteresse Fede-
rative de Luxembourg.

Annexe

A Monsieur
le Général Major van Riecke Président de la Commission
Centrale pour la forteresse Fédérative.

En reponse à Monsieur le Général à votre Dépêche Du 26.
de ce mois j'ai l'honneur de vous informer; que pour le Service
extraordinaire exercé à Luxembourg, le Gouvernement des Pays-
Bas, allouë aux Individus Dénommés ci dessous, les Supplement
suivants, en sus de leur Solde militaire; Savoir.

À Monsieur le Général Major Baron van Zuylen van
Nyevelt Commandant le Grand Duché, pour l'exercice des fonc-
tions de Commissaire Spécial de Sa Majesté dans la forteresse Fédé-
rative, un Supplement de Solde par mois de fl. 450.– ; fait par an
fl. 5400.– . . . . . fl. 5400.–

À Monsieur le Capitaine de 1re Classe au Corps
Royal du Génie Kool, pour l'exercice des fonctions de
Commandant du Matériel de son arme un Supplement
de Solde par mois de f 50.–; fait par an . . . " 600.–

À Monsieur le Capitaine de 1re Classe au
Corps Royal d'Artillerie Kellermann, pour l'exercice
des fonctions de Commandant du matériel de son arme
un Supplement de Solde par mois de fl. 50.–; fait par an . . " 600.–

à Reporter. fl. 6600.–

D'autre part . . fl. 6600. —

Le Gouvernement allant encore, au même de Monsieur le Capitaine du Génie Arnol en sus de sa Solde militaire et du supplement indigné, une indemnité, comme Membre de la Commission Locale pour Luxembourg de fl. 8. — par jour; fait par an 2920. —

Total des supplements et indemnités par an . fl. 9520. —

Et calculant cette Dépense depuis Espagne on
elle a été acquittée jusqu'au 30 Novembre de cette année,
Lavanne sera, pour Monsieur le Commissaire du Roy
depuis le mois de mars 1817. au 56. mois à raison
de fl 450. par mois, ci . . . . . fl 25200. —

Pour le Commandant du Materiel du
Génie depuis le mois de Mai 1817. au 53. Mois
à raison de fl. 50. par mois ci . . . . fl 2750. —
pareille somme, pour pareil tems au
Commandant du Materiel de l'artillerie " 2750. —

Des Membres de la Commission Locale
pour Luxembourg depuis le mois de Decembre 1820. ci : 2680. —

Avanies pour indemnités et supplements . fl. 33350. —
qui ajoutée à Lavanie comme portée à la
dépêche du 24e de ce mois 2173. de . . : 2213,418. : 16.

fait le total Général approximatif des avanies de fl. 2246,798. - 16.

Les dépenses causantes parties par ma prédite dépêche
à fl 101712 - 91. augmentées de la somme de fl. 9520. — s'élevent
donc à celle de fl 111232. - 91.

Recevez, Monsieur le Président les assurances de
ma très haute Consideration

Le Général-Major
v. Zuylen v. Nyevelt.

152.

Lit. J.J.

Lugano den 15ten May 1821.

Einer hochlöblichen Commission habe ich die Ehre, die gewünschte Abschrift der mit hiesigen Mitteln auf die hiesige Leitung gesammelten Ausgaben in der Anlage ganz ergebenst mit folgenden drei generellen Anmerkungen zu überreichen.

1. Die Ausgaben sind auf hiesigen oder gemeldeten Gelde eingesetzt, ja manchen sich in jenen oder diesen Münzsorten bei den Kassen in Rechnung gestellt finden.
2. Um die eigentliche Einsicht und Übersicht der bei der verschiedenen Casserien bezeichneten Original Rechnungen bei einer zu Bezahlung kommenden Liquidation und Abrechnung so viel als möglich zu erleichtern, sind die vielen Kassen-Anweisungen mit denen die Liquidation abgeschlossen worden numerirt. Diese Numerirung ist nicht immer in der Ordnung, wie sie auf einander folgen, weil manche Anweisungen, wie z. B. mit vielen Abwesenheiten verbunden sind, weil auf manchen zugleich mehrere Zahlungen stehen und Abtheilungen gemacht werden, die sie nicht sogleich, sondern erst nach geschlossenen Original Rechnungen erhalten.
3. In alle diese Ausgaben für Leitungs-Bedürfnisse ist der Commissär Abwesenheit den ich gemachten Abzug und

Eugen Feiner

Wegen seiner schon bisher gemachten Privatmittheilungen Gegenstände als Manuskripte in Ordnung gestellt, und davon alle diejenigen für Veröffentlichung ungeeignet befunden sind, so sollen selbstverständlich die nämlichen zur Kenntniß gebrachten Bestimmungen die sämmtlichen zur Einsendung gelangenden Gegenstände, namentlich bei der einzelnen Lieferungsbehörde genau beobachtet werden, welche, insofern sie nicht als unmittelbar im Dienste der Lieferung verwendet angesehen werden sind.

Es kann auch unsere schon öfters ausgesprochene Absicht nicht genug zu beherzigen, daß die Abfassung dieser Anweisung nur von einzelnen und mit Vorbehalt abermaliger Berathung und näherer Erklärungen geschieht, besonders da diese Arbeit auf einer neuen Fassung des Königlich preußischen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten beruht.

Ribbentrop.

An

den Großherzoglich Hessischen Bundestag zur Mittheilung des Gutachtens der Landesfestung Luxemburg

Frankfurt.

General - Uebersicht

der vom Jahre 1814 bis Ende 1820 französischen Theils auf die Landesfestung Luxemburg verwendeten Vorschüsse

No der Rubrik	Benennung der Vorschüsse	Belauf der Vorschüsse in französischen Goldfranken	Cent	Belauf der Vorschüsse in preußischen Goldthalern	gr.	pf.	Gesammt Belauf der Vorschüsse in französischen Goldfranken	Cent	Gesammt Belauf der Vorschüsse in preußischen Goldthalern	gr.	pf.	Bemerkungen
I.	Baue der Festung	56970	12	26799	8	11	159062	96	41754	.	8	Bey der Reduction der französischen goldnen in preußische und der preußischen in französische Goldthaler zu 3 fs. 80 $\frac{25}{100}$ centimen sind der Summe zu 6 preußen 3 Sgr. pfennig angenommen worden.
II.	Artillerie Bauten	181334	35	.	.	.	181334	35	126350	6	5	
III.	Ingenieur Bauten	306289	57	2917	5	.	317402	74	83318	5	3	
IV.	Armement	932675	38	4535	3	8	949944	73	249360	11	10	
V.	Lazareth	291309	38	5694	.	9	313200	93	82215	5	10	
VI	Naturalverpflegung und zwar:											
	1. Gewöhnliche Magazin Verpflegung; jedoch nur in soweit, als der Betrag der Verpflegung gewöhnlicher Garnison Truppen, Zeugen und Fuhrknechte, als der Magazin Verpflegung hätte unterliegen müssen, wenn selbe auf den Etats gewesen wären	711089	45	40787	17	9	2264913	22	594509	17	9	
	2. Belagerungs Approvisionnement	1447895	20	45055	1	11	1619533	60	425127	15	8	
	Summe	4227763	65	492877	14	.	6105392	33	1602665	12	11	

Luxemburg den 15ten Mai 1821.

Ribbentrop

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

Ausgaben

Ausgaben Gehalten Belege, welche gemäß Titel 2 auf den Etat der Festung Luxemburg vom Jahre 1814 bis inclusive 1820 vorgemerkt worden sind.

Bezeichnung der Ausgaben-Titel	Vorgesetzte Behörde	Besondere, bei welcher sich die spezifizirten Belege befinden	Ausgestellte Gehalts-Belege Betrag Francs	cent.	Thlr.	sgr.	pf.	Bemerkungen.
1. Zu Gehalten des Kriegs-Commissair-Gouvernements-Commissair der festen verbündeten Waffen-Plätze pro Defension à 82 Fcs täglich vom 31ten May 1814 incl. 10ten Mai 1815.	General-Gouvernement der Niederlande und Mittelrheine	Gouvernements-Commission zu Luxemburg	1556	.	.	.	.	
2. Zu Gehalten eines Garnison-Commandanten pro mens. Dec. v. Boeke und 8 Adjutanten nach der gnädigsten Dotations-Verfügung pro	Dieselben	Dieselben	5659	30	.	.	.	ad 2. Belege 1814 1544. 15. 1815 4115. 15.
3. Gehalt eines Platz-Majors und Garnison-Commandeurs der Festungen Wesel, Minden, Ehrenbreitstein und Coblenz vom May 1814 bis incl. May 1815.	Dieselben	Dieselben	7100	38	.	.	.	ad 3 incl. Zu Gehalten des Platz-Majors und Garnison-Commandeurs
4. Zu den Militair-Gouvernements-Gehalten pro Juni bis incl. Dec. 1815/20 exc. monatlich	Etat-Departement des Ministerii	General-Militair-Kasse	.	.	70	.	.	ad 4. bis 6. Diese Ausgabe-Belege sind mit den Gehalts-Belegen zusammengezählt
5. Gehalts-Zulage des Militair-Gouvernements à pro Januar 1816 bis ult. Oct. 1817. à 150 Rthl. monatlich	Dieselben	Dieselben	.	.	3450	.	.	
6 pro Dec. 1817 bis incl. Dec. 1820 à 300 Rthl.	.	.	.	.	11,100	.	.	
6. Gehalts-Zulage des Festungs-Commandanten von May 1815 bis incl. Dec. 1820 à 120 exc. monatlich	Dieselben	Dieselben	.	.	8160	.	.	
7. Zu dem Gehalt des Commandanten gezahlte Servis- und Bureau-Kosten-Entschädigung pro 1815/16	Dieselben	Dieselben	.	.	735.	3.	3.	ad 7. Belege vom 341. 3 3 104. — und 90. —
8. Gehalts-Zulage des Platz-Majors à vom Juli 1814 bis incl. May 1815 und 6. vom August 1815. bis incl. Dec. 1820 à 20 exc. monatlich	Dieselben	Dieselben	.	.	1320.	.	.	wie ad 4 - 6.
9. Gehalt des Militair-Polizei-Inspectors a pro Aug. 1814 bis incl. April 1815	Gen. Gouvernement der Niederlande und Mittelrheine	Gen. Militair-Kasse zu Aachen	1872	63	.	.	.	ad 9. incl. Reise Kosten, die Belege darüber sind wegen mehrfacher Inspection zu allen Behörden gegeben.
b pro Mai incl. August 1815	Inspection	Gouvernements-Commission zu Luxemburg	1025	33	.	.	.	
c. pro Septbr. 1815. bis incl. Dec. 1820	Der Chef des Kriegs-Ministerii	Gen. Militair-Kasse	14378	.	.	.	.	Belege über die Gehalts-Zahlungen sind vorhanden.
10. Miethe für den Platz des Gouvernements monatl. Septbr. 1816 bis incl. Dec. 1820.	Kriegs-Ministerium	Gen. Militair-Kasse	1000	.	.	.	.	
11. Zuschuß zur Bekleidung des allhier dem gemeinen Dienste	Schatz-Ministerium	Haupt-Schatz-Kasse	8246	.	.	.	.	ad 11. Die Summen, welche zu Bekleidungs-Zwecken Behufs Preise auf einen allgemeinen Kostenanschlag berechnet worden, sind bei der Ausführung der Arbeit entweder für mehr oder weniger verwendet worden, und haben sich in Monats-Rechnungen mit einander Behufs Spezial-Controlle und Rechtfertigung ausgeglichen.
12. Zu 2 Regul. des Commissariats 1816.	Dieselben	Gouvernements-Commission zu Luxemburg	36	.	.	.	.	
13. Zu täglichen Augmentationen Commandantur-Gebäude à in Jahre 1814.	Dieselben	Dieselben	760	86	.	.	.	
6. — 1815.	Dieselben	Dieselben	529	12	.	.	.	
C. — 1816.	Dieselben	Dieselben	775	21.	.	.	.	
14. Kosten des Luxemburger Fest.-Bauwesens pro Monath Febr. 1819 bis incl. December 1820.	Der Inspect. des Kriegs-Ministerii	Militair-Gouvernements-Commission zu Luxemburg und General-Militair-Kasse zu Berlin	.	.	1764.	5.	8.	ad 14. Die Einrichtung eines geordneten Kassen-Wesens, gegen welche Einsamkeit und Commentation sich Einige, besonders in Hinsicht auf Ausgaben, stets sträubten, ist nach Ausgabe dieser Belege erst eingeführt worden.
		Summe	36,970.	12.	21,799.	8.	11.	

Luxemburg den 6ten Mai 1821.

Mühlenbrock

II. Besignationen

der einzigen Geldzahlungen, welche gemäß der Luxemburger Artillerie-Basis vom Jahre 1814. bis inclus. 1820 vorgemerkt worden sind.

Benennung der Zahlungs-Titel	Aufkommt- wonach Zahlungen	Zahlungsbefehl wonach sie die Rechnungen bestehen	Zahlungs-Betrag in Francs	Cent.	fl.	gr.	kr.	Erläuterungen.
A. Neuer Einzelnen Posten.								
1. dem z. Ritter für 500 Ct. Hafer 1814	gemeinschaftl. commandant v. Luxemburg u. Mittelhessen	Chef. Forst- und v. Debora Wald- saken gültstein	85 725	.	.	.	.	
2. dem Oberförster Hessen für Artillerie Nutzholz und öffentliche Arbeiten Hafer 1814	Derselben	Intendantur zu Luxemburg	2181	50	.	.	.	
3. dem Lieutenant Hirschberg für Artillerie arbeiten u. Gemüthspflanzen 1814. verrechnet	Der Selbe	Dieselben	694	70	.	.	.	
4. dem Major Knet für Artillerie Marschroute 1814. verrechnet	Derselben	Dieselben	1526	99	.	.	.	
5. Die Regimenter, Marschroute, Lebensmittel-	Kriegsministerium	gemeinschaftl. Militair Kasse	38266	10	.	.	.	
6. dem Regimenter auf dem Friedens fuß Sept. 1814 bis inclus. Dec. 1820								
6. für Verpflegungen auf Verpflegungs-Friedens	gemeinschaftl. commandant v. Luxemburg u. Mittelhessen	Artillerie Depot Luxemburg	161 167	27	.	.	.	ad 6. die Zahlungen dieses Titels betragen 162336 fl. 99 Cent., allein sämmtliche sind 1369 fl. 72 Cent. Mehrgaben für gemäß Artillerie Basis zu leisten.
7. für Verpflegungen auf Verpflegungs-Kriegs		gemeinschaftl. Militair Kasse	6864	89				
8. dem z. Militair gehörige Regimenter auf Artillerie Depot in May 1816.	Commandant	Regierung in Trier	456	43	.	.	.	ad 7. die Zahlung dieser Kategorie betragen 6919 fl. 69 Cent. allein sämmtliche sind 5 fl. 80 für die Summe des Artillerie Basis zu leisten
		Summe	296882.	43	.	.	.	
Hiervon sind zu Decourtiren Zahlungen welche der Artillerie Lieutenant Kasse auf dem Verschiedenen Zahlungen 1814 geleistet	Der Lieutenant der Artillerie	Artillerie Depot zu Luxemburg	61	80				
bleiben		Summe	296 820.	93				
B. Die Verschiedenen einzelne Lieferungen für die Luxemburger Artillerie zu liefernden Gegenstände								
1. dem 1553. Ct. 98 H. Hafer so zur Mining überhaupt gegeben worden 1814. bis 1815.	derselben	derselben	16790	33	.	.	.	ad 1. Wenn nun wahrscheinlich die Verabgabe der Lieferungsquantität 1553 Ct. 98 H. Hafer so Stunden
2. dem Nutzholzer und dem für gemäß Russ. verwalteten Wälder Departement 1815.	Forst-Inspector Mittelhessen	derselben	16561	87				
3. der Brennholz zu Casernen abgegeben 1815.	Derselben	derselben	45.	.				
		Totalsumme	481334	33				

Luxemburg den 6ten May 1821.

Ribbentrop

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

Designation

III. Verzeichniß derjenigen Holzabgaben, welche zu Bestreitung der Pionnier-Bauten zu Luxemburg in den Jahren 1814. bis incl. 1820 angewiesen worden sind.

Benennung der Holzabgabe-Etats	Verwendung	Bestimmung der Holzsorten	Holzabgabe-Quantum				Bemerkungen
			Stämme	Klafter	Wellen	Stangen	
A. Innere Gouvernementsfestung.							
1. Im Jahre 1814. und 1815 an das Gouvernement Militair für Kommunikationen, Handwerksbedürfniß, Feuerung	Gouvernement Militair Bauten und Militairschule	Laubholz zu Feuerung	6000	90	.	.	Das Laubholz und Feuerholz
2. Militairschule a. Dem Oberförster Kessler im Jahre 1814 6 Eichen	Dieselben	Dieselben	890	.	.	.	2519. 37 3006. 36 2770. 86
b. Dem Forstmeister Kessler 1815 6 Eichen	Dieselben	Dieselben	1820	33	.	.	117. —
3. Im Jahre 1815 zur Forstmeisterstellung der Pionnierbaracken verwendet	Königl. Ingenieur Corps	Gemischt	9450	91	.	.	4361. 14 3025. 63 1019. 44
4. Vom März 1815. bis ult. Septbr. 1815. zur Anweisung der Lastung an Material und Arbeits Löhnen verwendet	Königl. Ingenieur Corps und die Königl. Militairbehörde	Laubholz zur augenblicklichen Verfügung	31489.	8.	.	.	3131. 16. 3632. 86. 1800. — 4716. 47.
5. Dem p. Molitor, für die Forstmeisterstellung desselben 1815	Gouvernement Militair Bauten	Laubholz zur Feuerung	1118	58.	.	.	7039. 69 3661. 21. 3301. 62.
6. Demselben für Feuerholzen 1816.	Königl. Militairbehörde	Feuerholz	1214	75.	.	.	2187. 91
7. Pfahlstellungsarbeiten an den Pionnier und Pionnierbauten 1814.	Gouvernement Militair Bauten	Laubholz zur augenblicklichen Verfügung	93.	75.	.	.	2888. 99 7388. 5
8. Lastung an den Pionnierbaracken vom Mai bis December 1816 dem p. Molitor	Königl. Militairbehörde	Feuerholz	713.	60	.	.	1327. 46.
9. zur Forstmeisterstellung der Lastung verwendet, zum Theil neues Pfahlwerk zu den Pionnierbaracken verwendet 1817.	Königl. Ingenieur Corps und die Königl. Militairbehörde	Laubholz zur augenblicklichen Verfügung	10783.	68	.	.	
10. dem p. Molitor für mehrere Kommunikationen 1816.	Königl. Militairbehörde	Gemischt Laubholz	1102.	76.	.	.	
11. zur Aufführung mehrerer Pionnier-Arbeiten an den Lastungs Werken im Jahre 1818 und 1819 à	Königl. Ingenieur Corps und die Königl. Militairbehörde	Laubholz zur augenblicklichen Verfügung	7581.	9.	.	.	
6.	Dieselben	Eichenholz	1584.	73.	.	.	
12. Pfahlstellung bis ult. Juni 1820. für Land-Materialien, Arbeitslohnung, Arbeiter Lohn p.	Festungsbau Gouvernement	Gemischt	5733.	21	.	.	
13. Für mehrere zur nothdürftigsten Forstmeisterstellung der Lastungswerke und geschehene Arbeiten vom Juli 1820 bis incl. März 1821. . . . . a	Königl. Ingenieur Corps und die Königl. Militairbehörde	Gemischt Laubholz	2365.	63.	.	.	ad 13. die Complete Lokalität der Localisation und Situation sind nicht alle Materialien abgeschlossen worden können, weil noch damit alle Pfahlstellungen nicht vollendet worden sind.
b.	Dieselben	Königl. Ingenieur Corps und die Königl. Militairbehörde	366.	7.			
14. Reinigung der Kanäle d. Lokalmaire bis incl. Dezember 1820	Militair Gouvernement für Luxemburg	Gemischt Laubholz	.	.	194.	20	1
15. Rückvergütung der Kanallasten d. Lokalmaire, welche bei Lastungsstand bis Ende 1820.	Königl. Ingenieur Corps und die Königl. Militairbehörde	Dieselben	.	.	361.	17	8
		Summen	136465.	12.	556.	13.	9.
Hiezu sind zu vergüten die Feuerholz- und Baumholzabgaben im Jahre 1814.	Königl. Ingenieur Corps und die Königl. Militairbehörde	zu Lastungs- und Militairbauten Ober-Ingenieur Commando					
36. 30.							
b. Aus dem Verkaufe von Pfahlstellen pp im Jahre 1820 . . . . . 419. 95.	Dieselben	Königl. Ingenieur Corps und die Königl. Militairbehörde					
c. Aus dem Verkaufe von Heu, das von Militair Einquartierungen in den Lastungswerken geschnitten 1820. . . 10. 50.	Dieselben	Dieselben	486.	95	.	.	
Es bleiben einzunehmen			135978.	17.	556.	13.	9. verte.

Benennung der Ausgaben Titel	Aufbewahrung der Belege	Behörden bei welcher die Justifikation stattfinden	Ausgabe Betrag Gulden	Kreuzer	Thaler	Groschen	Pfennige	Erläuterungen
Einzelne Posten	Uebertrag		135978.	17.	336.	13.	9.	
1. Zur besondern Beschaffung der Kosten der Unterhaltung der Kurhessischen Truppen während ihrer Anwesenheit im Herzogthum Luxemburg, Belastung Hessen-Homburgs vom August 1817 bis Ende 1820.	Finanz Ministerium	Kurhessische Militär Behörden			2360	15	3	
2. Vergütung der Lieferungen an Militär Bedürfnissen vom März 1816 bis ult. 1820 in Belastung gekommen sind, à 1 Gulden pro Zug à Rthlr.	Finanz Ministerium	Kurhessische Militär Behörden	138203	.	.	.	.	
3. Gehaltenheit Belastung der gem. Gränz Belastung in den Jahren 1815/16. und den Kosten der unter gemeinschaftlicher Direction stehenden Militär Bauten, dagegen an gemeinschaftlichen Einkünften	Finanz Ministerium	Kurhessische Militär Behörden	32108.	40.	.	.	.	
Porto & Recognition			306,289.	57.	2917.	8.	.	

Luxemburg den 6ten Mai 1821.

Rübbentrop.

Anweisung Zahlbarungen, welche gemäß höchster Entschließung Zahlungen Zusammen bis Ende 1820. vereinnahmt werden sind.

	Anweisungen der Behörden	Behörden welche die Einnahmen verrechnen	Anzuweisender Betrag Gulden	kr.	Zahlungsfrist Jahr	Monat	Tag	Bemerkungen
	Baaren Einnahmen.							
A.	Für Lagerhaus- und Baumaterialien Kosten Zahlungen	Bezirks Amt Pfalz Ministerium	Bezirks Amt Pfalz Landes Zahlstelle	22753.	9	186.	1.	
B.	Für Lagerhaus:							
1.	Dem J. Militär Amt vom Mai bis Dec. 1815.	Vom Haus Amt Militär und Militär Behörden	Landes Zahlstelle Für Lagerhaus	22308.	71			
2.	Demselben für Zinsen v. Januar bis 1815 in das Lagerhaus	Derselben	Dieselben	653.	70			
3.	Dem Lagerhaus Einnehmer Heim für Lohn der Arbeiter v. Dezember Fälle 18 18/19	Pfalz Ministerium	Bezirks Pfalz Zahlstelle	19798.	32.			
C.	Für die Reinigung der Lagerhäuser							
1.	Dem Lagerhaus Einnehmer Lapeller im April 1815. Anweisung erstattet	Vom Haus Amt Militär Behörden	Landes Zahlstelle für Lagerhaus	594.	65			
2.	Dem J. Militär für Reinigung der Lagerhäuser pro May - Dec. 1815.	Derselben	Dieselben	912.	80			
3.	Demselben für Reinigung der Lagerhäuser pro May - Dec. 1816.	Finanz Ministerium	Bezirks Amt Landau	887.	60.			
D.	Für Kassen Gefälle und Lagerhäuser, der Oberamts Kasse für die Lagerhäuser und die Militär Fuhr Anstalt vom Monat April 1816.	Pfalz Ministerium	Bezirks Pfalz Zahlstelle	664.	23			
E.	Für die in die Lagerhäuser gelieferte Holzspäne vom Monat 1818. bis inclus. Dec. 1820. an dem J. Juny	Derselben	Dieselben	10350.	36			
F.	Für Allerley, Lagerhaus Lichtschiff, Ballastmasse &. Wälsch							
1.	Dem Lagerhaus Einnehmer Heim für Allerley Lagerhäuser Einnahmen bis Ende Sept. 1815 vereinnahmt.	Vom Haus Amt vom Militär und Militär Behörden	Landes Zahlstelle für Lagerhaus	14964.	38.			
2.	Dem J. Rottenmeisterey Lagerhäuser Verwaltung pro August - December 1814	Derselben	Dieselben	3014.	75.			
3.	Dem J. Anweisung für Lagerhaus in Oct. 1814	Pfalz Ministerium	Bezirks Pfalz Zahlstelle Bezirks	597.	60			
4.	Dem J. Hoelet, Ballastmasse für October 1814.	Vom Haus Amt Militär Behörden	Landes Zahlstelle für Lagerhaus	13899.	38			
5.	Für Allerley Lagerhäuser Einnahmen pro Januar 1815	Derselben	Dieselben	8447.	91			
6.	Dem J. Rottenmeisterey für Öhl pro Februar 1815.	Derselben	Dieselben	1266.	26			
7.	Demselben für Öhl in Lagerhaus pro April 1815.	Derselben	Dieselben	1097.	95.			
8.	Dem J. Hoelet für Lagerhaus Miethe Mai 1815.	Derselben	Dieselben	1530.	80.			
9.	Demselben für mehrere Allmosen.	Derselben	Dieselben	660.				
10.	Dem J. Rottenmeisterey für Ballastgrabung pro 1815	Derselben	Dieselben	10506.	92			
11.	Demselben für Öhl in Verschiedenen Monaten Mai bis October 1815.	Derselben	Dieselben	3765.	88.			
12.	Dem J. Hildgen für Lagerhaus Arbeiten pro Jahr 1815	Pfalz Ministerium	Bezirks Pfalz Zahlstelle	956.	64			
13.	Dem J. Hoelet für Allerley Lagerhäuser Einnahmen pro Januar - May 1816	Derselben	Dieselben	6274.	76.			
14.	Demselben Ballastmasse pro Juni bis Sept. 1816	Finanz Ministerium	Bezirks Amt Landau	1568.				
15.	Demselben für Allerley Lagerhäuser Einnahmen pro May - Dec. 1816	Derselben	Dieselben	2672.	52			
16.	Demselben für Ziegelhütten pro Januar - July 1817.	Derselben	Gemeinschaftliche Finanz Zahlstelle			393.	10	4.
17.	Dem Forst für Bauten in meiner Ballastarbeiten pro 1817	Derselben	Dieselben			375.	9	
18.	Demselben für Ziegelhütten 1818	Pfalz Ministerium	Gemeinschaftliche Pfalz Zahlstelle	855.	75			
19.	Dem J. Hoelet für Allerley Lagerhäuser Einnahmen vom August 1817 - Dec. 1818	Derselben	Dieselben	3556.	89			
20.	An 20. Gulden Fünfzehn Kr. Steinhütten abfindungs Summe vom Jahr 1814 bis Ult. April 1818 für Allmosen u. Reinigungs Material	Derselben	Dieselben	248442.	64			
				612200	92	4300.	20.	4.

Benennung der Ausgabe Titel.	Rechnungsführer	Bemerkungen über die Rechtmäßigkeit der Ausgabe	Last-Ausgaben Gulden Luxemburg. francs	cent	rs.	pf.	d.	Erläuterungen
	Silvestre Hauptzahlmeister der Armee	Hauptquartier Hauptstadt	612200	92	4500.	20	4.	
21. Dem Hauptmann Kaufmann für gelieferte Lebensmittel im April 1815.	d. Militairkasse	Hauptquartier	7320.	»	»	»	»	
22. Dem Molitor für gelieferte Utensilien z. Hand-Schuhmacherei im Jahre 1819.	Finanzministerium	Hauptquartier	20821	38	»	»	»	
23. Dem Hurtat für Reinigung infirmerie battm 1819.	Derselbe	Dieselben	101	40	»	»	»	
24. Dem Jung für malten Linnen der Lazareth 1819	Derselbe	Dieselben	240	45	»	»	»	
25. Dem Hartmann für Handschuhe 1819	Derselbe	Dieselben	1500	»	»	»	»	
26. Dem Fremen für Gestell Betten 1819	Derselbe	Dieselben	437	»	»	»	»	
27. Dem Hurtat Lebensmittel z. Bäckerei pro Mai 1818 für imlt. Dezember 1820	Derselbe	Dieselben	149334	69	»	»	»	
28. Dem Jean N für Waschen Linnen Lazareth 1820	Derselbe	Dieselben	458	85	»	»	»	
29. Für Utensilien z. Handschuher Bäckerei pro 1820	Derselbe	Dieselben	17295	57	»	»	»	
30. Dem Kassenmann Pianelar für Anfertigung Verbesserung einer neuen im Jahre 1818 auf Metz bestellt. Kanonenlafette mit der Lieferungsrechnung beschafften genauesten Preise	Ober Inspecteur der K. Minister	Hauptquartier Militair Kasse			32.	7	4.	
Lasten.								
G. Verschiedene gemischte Kassenmanuel z. dem Bau einer Lazareth Caserne allein Lazareth	Dem Hauptquartier der K. Militairkasse	Lazareth Verwaltung Lazareth						
1. Dem Oberförster Hubb von 1814. Holzfällerlöhne für 747. Lazareth Brennholz			747.	»	»	»	»	ad 1-6 der Brief Dieses Gehalt im Lazareth Rechnungen unter ad 5 eingetragen
2. Dem Molitor Holzfällerlöhne 1814 auf 1006 Lazareth	Derselbe	Dieselben	804.	80	»	»	»	
3. Dem selben Holzfällerlöhne für 2403/4 Lazareth im Monat 1814	Derselbe	Dieselben	1830	87	»	»	»	
4. Dem Rupprecht Holzfällerlöhne auf 311 3/4 Lazareth im 1814	Derselbe	Dieselben	947.	72	»	»	»	
5. Dem Molitor Holzfällerlöhne für 2453/4 Lazareth Brennholz 1814	Derselbe	Dieselben	8049.	12	»	»	»	
6. Dem Rupprecht Holzfällerlöhne für 830 Lazareth 1814	Derselbe	Dieselben	2532.	32	»	»	»	
7. Dem Molitor für Holz im Jahre 1814 für die Garnison Lazareth Brennholz	Derselbe	Dieselben	33614	95	»	»	»	
8. Dem Adam für Lichter in den Krankenstuben z. Lazareth à dem 16ten Octbr 1814 bis ult. Merz 1815	Derselbe	Dieselben	3323	97.	»	»	»	
b. pro April 1815	Derselbe	Dieselben	393.	40	»	»	»	
9. Dem Molitor für Lieferung von Utensilien in die Krankenstuben im Jahre 1815.	Ober Inspecteur der K. Militairkasse	Hauptquartier Luxemburg	254	34	»	»	»	
10. Die Reinigung der Brunnen z. Lazareth dem Monat 1814 - Merz 1815.	Derselbe	Dieselben	135	»	»	»	»	
11. Die Apothekenmaterialien an die Krankenstuben	Finanzministerium	Haupt Hauptkasse	414	68	»	»	»	
a pro July 1816 - Decbr 1817			674	95	»	»	»	
b pro — 1818 - bis imlt. 1820								
Hiervon ist der für 1820 Lazareth Verbrauch alten Utensilien Lazareth mit		Summe	866633	88.	4533	3	8.	
	Derselbe	Dieselben	692.	80	»	»	»	
		bleiben	863941.	8.	4533	3	8.	
B. Hiervon bleibt ab was hier nicht angesetzt			66734	50.				Hier Abzug dass für die Lieferung 1815 Brennholz
der Betrag von 3177 20/100 Klaftern Brennholz für die Garnison so wie dem unter französischer Administration gestandenen Lazareth der Wälder Departement 1815 geliefert wurden à 21 francs pro Klafter								
		Zusammen	932675.	58	4533	8	3.	

Luxemburg den 6ten Mai 1821.

Ribbentrop

V.

Designation

der einzelnen Feldbauungen, welche gemeinschaftlich durch das Linienbataillon Luxemburg im Jahre 1814. bis Ende 1820 ausgeführt sind.

	Benennung der Ausgaben-Titel.	Anfangs- und Endbestand	Bestand nach der letzten Liquidation	Ausgabe Feldbauung		Gesammt-Ausgabe			Bemerkungen
				Gulden	Cent	Gulden	Cent	Heller	
	Neue bewilligte Posten:								
	A. Neubau								
1	Dem y Militär im Luxemburgischen Vauban in den Monaten	Zusammen zwei Mittelsorten	Bestand bis zur Liquidation	1382	54				
2.	Denselben im Luxemburgischen Münster 1815	Desselben	Desselben	6664	72				
3	Denselben im Luxemburgischen Vauban 1815	Desselben	Desselben	1399	80				
4	Denselben für den Ankauf des Münsterbodens zum Luxemburgischen 1815	Desselben	Desselben	25878	27				
5	Denselben für apostolische Kapazitanten 1815.	Desselben	Desselben	1406	.				
B.	Abmessung d. Waldkommune								
1	dem gewesenen Rentmeister Durand die Auslagen für die Abschätzung der Nutzungsholzschläge gemacht	Desselben	Desselben	791	45				
2.	Dem y Militär für Abmessung 1815.	Desselben	Desselben	1214	10				
3	Denselben für Langlassen 1815	Desselben	Desselben	170	45	92			
4	Denselben für Ochsen d. Schmiedsarbeit 1815.	Desselben	Desselben	1642	.				
5	Dem y Lai für 300 Lampen 1815.	Desselben	Desselben	600	.				
6.	Dem y Pionnier für Waldkommune einmaliger Auslagen 1815	Desselben	Desselben	206	40				
7	dem apostolischen Lassen für Waldkommune im April 1815	Desselben	Desselben	3370	88				Waldkommune in wachen und zum Nachtwallmann gezwungen blos für Handlangung verwendet.
8.	dem Apostolischen Monsieur für Liste im Mai 1815.	Desselben	Hauptverwaltung der Domänen und Forsten zu Darmstadt	7996	41				
9.	Dem y Melchior für Kommunlagen 1817.	Hiesiges Ministerium	Hiesige Bauverwaltung		.	872	19	6	
10	Für die von dem Oberkommissär Rentmeister Langen und Kommissär 1819	Vorgesetzte Behörde Hiesiges Ministerium	Generalmilitärverwaltung			10	9	.	
11.	Für die Bestreitung allerley ökonomischen Ausgaben 1819.	Desselben	Desselben			1993	13		
12.	Die gemeinschaftlichen gemeinen Luxemburgischen seit April 1816 bis inclusive Dezember 1820 ergangenen Reinigungs- und Generalkostenbelagen	Desselben	Desselben			2910	22		
13.	Die Untersuchung des Luxemburgischen Arbeitsbataillons inclusive Auslagen 1817	Desselben	Desselben			38 3	11 22	1 6	
14	Für Revision der Arzneimittelbestände 1817	Desselben	Desselben			1	22	10	
15	Für Reparatur der Rentmeisterkommune 1817	Desselben	Desselben			5	22	4	
16	Für die Untersuchung der Arzneien 1818	Desselben	Desselben			38	7	10	
17	Für das gelieferte Schmiedeisen Apothekenmaterial 1820	Desselben Hiesiges Schultheißenamt	Desselben Hiesiges Bürgermeisteramt			4	19	10	
C.	Dem y Kommissär für Luxemburg in Monat Dec. 1820	Ministerium	Hiesiges Schultheißenamt	194	91				
	Ueberhaupt		Summe	223493	37	5881	1	11	

Designation

Benennung der Ausgaben – Titel	Aufgestellt worden bei welcher sich die Justifikations Dokumente befinden	Anmerkungen	Ausgabe Gulden	Cent	Alter Gulden	Cent	Erläuterungen
	Uebertrag	Summe	223493.	37.	5881.	1.	11.
Hievon sind abzuschreiben: die Summe							
1. Der Werth alter Montirungen u. Mun.	Staab Depart.	Generale					
kammer und der vom Haupt-Lieut. Lazarett	des Königs	Militair					
N° 2. 1817 abgeliefert. Summen	Ministerii	Kosten	.	.	187	1	2
2. Der Werthe von Montirungen 1818 Pferden							
von . . . 382. pro 87 Cent							
und 471 " 48. —							
3. Der Abnützung von Montirungen an der							
9 Militair 1818. 4464. 85.							
	Bleiben zu verrechnen		218174	47	5694.	.	9
Hievon ist dem Ausgabs Etat pro							
1820 mit folgenden Beträgen							
1. An Chirurgischen, Oekonomischen u. gemeinen	Staab Depart.	Montirungs					Unter diesen
militairischen Montirungen in Werth von	des	Kammer für	30255.	26	.	.	Gegenständen
2. An Marketenderey, für die Verlegungs	Königs	Lazareth					sind für das
Kavitaillements in Werth von	Ministerii	Verlegung	23079	65	.	.	Jahr 1820
							nur brauchbare
							Montirungen
							Verlegungs
							Marketenderey
							in den Ausgabs
							Etat gesetzt
							weil Mangels
							Verlegungs
							Lazareth
							die 5te Regiments
							Kammer des K.
							Ministerii
							Departements
							mit der
							Kavitaillirung
							nicht
							beschäftigt, so
							auch
							die nach
							Verordnungen
							in der Zeit
							des
							Jahrs 1821
							fortzusetzenden
							Durchsicht
							Verbrauchs
							nicht
							vorhanden
							kann
Summa der Abschreiben			291509	38	5694	.	9

Luxemburg den 6ten May 1821.

Ribbentrop.

der einzigen Feldabgabe, welche gegenwärtig Statt auf die Luxemburger Natural
Verpflegung bis Ende 1820 vereinigt worden sind.

Benennung der Feldgaben - Tribal	Aufbewahrungsort der Vorräthe	Bestand bei welcher sich die jährliche Lieferung befindet	Jährliche Feldabgabe in Natural Quantität: Frucht	Vieh	Heu	Stroh	Verbleibende Anmerkungen.
Approvisionnement							
Nr. Benennung							
1 Das gew. Motif für die Festsetzung der Feldabgabe - Gegen 1814	Gemeinschaftliche Magazine der Mindest. Mittelbesitzungen	Mittelbesitzungen zu Luxemburg	1073.	»	»	»	
2 Dasselbe für die Festsetzung der Feldabgabe im Lastenbuch vereinigt 1815	Dasselbe	Dasselbe	7343 31	»	»	»	
3 Dasselbe für die Festsetzung der Feldabgabe im jährigen Preis Cahier 1815	Dasselbe	Dasselbe	4019 36	»	»	»	
4 Dasselbe für Feldabgabe in unseren Magazinen 1815	Dasselbe	Dasselben	1972. 33	»	»	»	
5 Dasselbe für Feldabgabe im Lastenbuch vereinigt d. M. Eigenit	Dasselbe	Dasselbe	43503 35	»	»	»	
6 Dasselbe für Festsetzung einer Feldabgabe Lastenbuch 1815	Dasselbe	Dasselbe	4883 83	»	»	»	
7 Dasselbe für verschiedene Magazine Verpflegung 1815.	Dasselbe	Dasselbe	260561	»	»	»	
8 Dasselbe für den Bau einer Mehlschuppe in Mai 1816	Ministerium	Regierung zu Trier	7508 40	»	»	»	
9 An verschiedenen Einnehmern d. Arbeiter Löhne bei der Lieferungen Approvisionnements Effekten als Feldabgaben notirt	Ministerium des Königs	Gouvernement zu Luxemburg			3673.	8.	7.
10. An Gesellschaften, Commandanten, Lieferanten u. übrigen Feldabgaben Empfängern in den Jahren 1814 bis inclusive 1820	Gouvernement Minden und Ministerium des Königs	Gouvernement zu Luxemburg Kriegs Commissariat Kriegs Depot Commandant zu Coblenz	94581 90		41381	17.	4.
C. An eingeliefterten Naturalien in den Jahren 1814 bis 1820	Gouvernement Minden und Ministerium des Königs Kriegs Ministerium	Gouvernement zu Luxemburg Kriegs Depot zu Coblenz	1280403. 92		»	»	»
Die laufende Naturals Verpflegung		Feldabgabe	1447895. 20		45035.	1	11.

hat in Zeitraum von 1814 in Mai bis allein für 1815
u. in den Jahren 1818, 1819 u. 1820 überhaupt
1304770 ff. 43. Cent. u. 718541 ff. 18 ff. 4 H. gekostet.

Wenn hierzu die Lieferungen und Zahlungen, für königl. französische Truppen mit den für die Magazin Verpflegung in den französischen Finanzjahren ausgeworfenen Entschädigungen berechnet wird, so beläuft sich die Zuschußabgabe Letztere auf . . . . . 711083 45 und 407878. 17. 9.

Luxemburg den 6ten May 1821.
Hubertus

168.

Lit. K. K.

Eure Hochwohlgeboren sehr geehrtes Schreiben vom 13ten dieses Monats genehmige ich mit Hochachtungsvollem Zurückbehalten der in der 1ten Hälfte des laufenden Jahres dieser Direktion für die Kunststraßen Anlagen verfassungsmäßig zu verwendenden Hülfsbeträge ganz ergebenst zu übernehmen. Die Darlegung dieser Verfügung, geschieht jedoch, indem wir mit der Hülfe mit der Verfassungs-Assignation pro $18\frac{19}{20}$ gewissen, nur vorläufig und mit Vorbehalt abweichender Verfügung und näherer Erklärungen; indem diese Arbeit unter Prüfung des gemeinschaftlichen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten unterliegt. Die Competenz dieser Prüfung für das 2te Trimester d. J. kann in diesem Augenblicke noch nicht abgeschlossen werden.

Dieser Umstand ist mir um so unangenehmer, als in letzter Generalversammlung gemeinschaftlich Seitens unserer unmittelbaren Aufgaben seyen bestimmt worden müssen, welche zwar dem Königreiche der Niederlande obliegen, von denen selben aber nicht übernommen sind.

Um falsche meiner Gouvernement möglichst diejenige Kosten und Aufwendungen zu ersparen, welche auf den ihnen Verwaltung bestehenden Punkten vorzugehen, erlaube ich mir Euer Hochwohlgeboren gefälligst Aufmerksamkeit jetzt schon dahin zu lenken, daß das Königlich niederländische Gouvernement nur gewisse ungewöhnliche Ausgaben, sonst wie und zwar zur ersten Zeit, nur vollständig diejenige laufende Ausgaben und Einrichtungen an den zur Aufsicht der genauen bestimmten Straßen anfüllige Last, welche damit sind, und von nun seyen weiter seit 2 Jahren, auf den Grund detaillirter, von dem gemeinschaftlichen Ingenieur-Offizier am Platz angefertigten Kostenanschlägen, beim Niederländischen Special-Commissair in Antrag gebracht worden sind.

Nachdem liegt darin, ist, daß das gemeinschaftliche Gouvernement,

und

um die Besetzung mit den geeignetsten Klagen über die aufgefundene Übertretungen genau gegeben zu können, ist bedeutende Aufgaben bestimmt, welche jedoch nur den Königreiche der Niederlande obliegen würden.

Um diese Gensdarmerie-Abtheilungen einige Genauigkeit dabei zu gewinnen, scheint es, — wenn in die spätere Zeit genügt zu lassen, wo sich unter mehreren Abtheilungen bedeutende Abgaben an den Militair-Gebäuden als nöthig ergeben haben werden müssten, auf welche jetzige Dienstzeit im Bezirke der folgenden an:

Als ist im Januar v. J. auf Abgaben der Militair-Gebäude in der Abtheilung Zeit beim niederländischen Bezirk-Commissariat angefangen, ging es um der Abgabe nach, sind das Nöthige sämtlich früher abgemacht sein würde. Indessen verfloss man sich bei anfangung der Abgaben-Aufschläge niederländischer Seite schon vorbereitet hatte, und es war niederländischen Bezirk-Commissair mittels Requisitorial-Schreiben vom 13ten d. praes. 20ten July 1820. ersucht, in Abwesenheit des niederländischen Abgaben-Offizier den Platz und die Kostenaufschläge zu jenen Arbeiten aufzulegen zu lassen.

Diese müssen und Zeitraubende Arbeiten, die man nur ganz zusammenhängt und gegen Ende July zu stehen, weil sich in der That heraus, dass diese schon vorläufig im August u. September v. J. über königlich niederländischen Bezirk-Commissair übergab.

Indessen, nach dieser Auseinandersetzung angenommen, scheint man dennoch so gut zur endlichen Auflösung der Abgaben-Angelegenheit, welche bis zum November Monat vorgenommen werden und damit wahrscheinlich nicht weiter in Winter hätte gehalten sein würde, wenn nicht, in Übereinstimmung mit dem Requisitorial-Schreiben, bereits am 24ten October beim niederländischen Bezirk-Commissariat von meiner Seite Anstalt angetragen wären, die nöthige Mannschaften, auch nöthigenfalls disponibel zu halten waren, angenommen königlichen Genauigkeit, zur Erreichung des Zweckes, die

zum

zu einer möglichst schleunigen Entscheidung aufzufordern, indem die Länge einzelnen Ungewissheit einer günstigen Wendung dringend keine einzige Stunde Zeit mehr zu verlieren.

Der Lage der Sache entsprechend schien es mir, die Besitzung der Hauptstadt beim Anfange des Winters durch aufgeschlossene Anstalten bei dem niederländischen Hauptquartier von Namur in Kenntniß zu bringen. Es erfolgte mir am 14ten April 1814 e. zur Antwort, daß der gewünschten Besitznahme größter Beschleunigung, nur der Aufstellung der Bürgerbewaffnung und der Eintritt der guten Jahreszeit abgewartet werden müsse.

Am 19ten Mai c. erhielt ich endlich im Allgemeinen die gewünschte Bestätigung von Hauptquartier Laon für den Fall 1814.

Demungeachtet blieb ich über seinen Entschluß ohne Antwort. Am 8ten Juni c. drang dieser Punkt d. Commandirende der in v. St. vor aufgestellten Armee in den Vorbereitungen abzumachen in Kenntniß.

Seinem Befehle zufolge erhielt ich Antwort unter Datum vom 13ten July c. und sie war, ganz im Wiener Sinne mit der obengedachten Erklärung vom 13ten April c., — wörtlich.

Die Bürgerbataillone waren jetzt zu 2. Jahren einst aufgerichtet und wegen Pflichtigkeit der Commun, Aemter, Diener rc. in steter Bereitschaft zu halten. Gleichwohl sollte die ganze Organisation mit einem auf seiner bestimmten Bataillone belegt werden, zur Aufstellung einer Landesvertheidigung besonders zu wissen diese und sie war dann Zeit genug zu erklären, und ob wenn dann das jetzt bestehende Verhältniß das Französische Besitzrecht genommen ist zu gestatten die Aufstellung der Bürgerbataillone für circa 1600 Franken auf gewöhnliche Kosten aufzuführen zu lassen; zumahl der niederländischen Regierung Finanzen, und auf Ordnung gewaltsamen, daß von Seiten mehrerer Bataillone in die für die holländischen Truppen reservirte, sich Besorgnisse nützlich machen könnten Bürgerbataillone einzulegen.

Am

Um diesen Theil der Berg mit genügenden Festungswerken zu einem Augenblick wieder auf zu bauen, veranlaßte es mich den Königl. niederländischen Special-Commissair von den Arbeiten, wegen der künftigen Gewinnung mehrerer in den Bauten-Steinen in der Nähe gelegenen Brüche zu benachrichtigen, und ersuchte, die Festsetzung der genau-bischen Preise einstweilen vorzunehmen. Inzwischen hatte ich den Baukostenberechnungen, welche ich selbst aufgenommen und aufgesetzt hatte, 6 pro Mannschaft Zulage, weil ich genau wußte, daß sie gewöhnlich mehr als 6 pro Mann täglich verdienen, und diejenigen Ausgaben hinzu, welche ich selbst gemacht und aufgesetzt hatte, und mein Ansehen dieser nicht-stellschaft pp.

Die Uebereinkunft der künftigen genauischen Besetzung wurde in meinem Zimmer selbst so mit gezeichnet, durchaus, in der Abwesenheit des in diesen beschriebenen niederländischen Special-Commissairs, den mit der speciellen Aufsicht der Landen Befestigungen niederländischen Ingenieur, Capitain Krual ausmachte, einen der mit ungemeinen Kenntnissen zu bekannten Leuten im gemeinen Leben mit vieler geringen Kosten in Stand setzen zu können, auf sich abgelehnt wurde, weil es günstig im Stand sein würde, wenn auf die festgesetzte abermalige auf genauischen Kosten bewirkt werden müßte.

Nach allen diesen gemeinen Abreden, begab ich den niederländischen Special-Commissair am 28ten Julij wieder dahin, begleitete den genauischen Ingenieur Officier vorläufig nach Maastricht, und mit 15370 francs 47. cent abschließende Kostenanschläge über die zu genauischen Militairen Befestigungswerken im Jahre 1821. vorzunehmenden Reparaturen vor. Hierauf erhielt ich auf dem Lande zu Arsen am 14 et provett 20 August 6 die Antwort, daß jetzt diese Reparatur-Anlagenarbeiten zwischen beiden Höfen verhandelt werden, und von ihm diese weitere Abrede abgewartet werden müßten. Da ich nur auf einen kurtze Zeit sich zu benehmen einzeichnigen urlaub, so mußte jetzt genauischer Seits selbst zur Kostenfestsetzung

dem

der Wasserabläufe gefertigten werden, wenn sie der bereits eingetheilten Abtheilungen, nicht sogar auf der gemeinschaftlichen Wasserlinie gestaltet werden sollen.

Ein angenommener Durchschnitt wurde bei der Eintheilung der Niederländischen Hydraulik-Commission wegen dieser Commando ebenfalls auf gemischte Lasten mit circa 2600 Pfunden eingerichtet worden. Selbst das Laufwerk der Lazareths-Gebäude wird mit diesem Fortschritt, und in 2 Etagen Lasten gelassen, damit der Eingang an einer Seiten bequemlich eingerichtet. Es hat der Niederländische Hydraulik-Commissair eingewilligt am 1ten d. M. einige auf die Instandsetzung der Lazareths-Brücken. Indessen, obgleich denselben eine Frist auf 6 Wochen d. M. gewährt hatte, durch den schlechten Zustand der Brücken auf die Arbeit gekommen und an dieserhalb zu tadeln war, ist bis heute den 19ten October d. den Arbeitsleuten noch nicht abgefolgt. Die einige Brücken und die 2 andern einige Lasten d. damaligen sind zugleich, um den gänzlichen Einsturz der Brücken wenigstens vorläufig abzuhalten. An diese selbst ist noch gar nicht gegangen.

Endlich sind niederländischer Seits noch einige Vorschläge wegen Reparatur der Einfahrten Thüren Schleusen-Thore Pfeilern und den Militair Wasch-Gebäuden Maasdämmen zu treffen

Mit diesem sah der gemischte Commissair dieser, bei der Sachlage sich einfindlich erwiesen, unerhebliche kleine Reparaturen an den Lazareths- und Wasch-Gebäuden so wie an den Schleusen und Thüren auf eigenen Mitteln und kleinen Kosten machen.

Indem ich diese Hauswasserabflüsse ganz neu, durch Anschüttung, nachdem vorigen Gebäude diesselben war diese Arbeiten nunmehr müssten, vollends ist mir zugleich bekannt, die

von

von mir ohne allzugroßen unbemerkbaren Kostenaufwand, auf
ordentlichem Wege, der festgesetzten Land-Militair-Commission
vorzulegen, so wird, unter gehöriger Strafe alles Contraire-
Handelns über meine Angaben, dieselben keinem Zweifel unter-
gesetzt werden können.

Luxemburg den 19ten October 1828.

Kellenberg.

An
den Königlich Preußischen General-Major
Ritter mehrer Orden
Herrn v. Reiche
Hochwohlgeboren

Hier.

Journal Abtheilung (Lit: K.K.) 175.

Summarische grundbissherige Beilage in der 4ten Hälfte 1821 auf die Landesleistung Lit. Luxemburg wurfsweise summarische Gebäudesteuer

Nro der Anlagen	Benennung der Gegenstände der Ausgaben	Gebäudesteuer Francs	Cent
1.	Rest der Leistung	18089	66
2.	Artillerieausgaben	903	16
3.	Ingenieurausgaben	4387	42.
4.	Casernement	39410	29.
5.	Feuerlöschanstalten	2650	8.
6. a.	Belagerungs-Approvisionnement	6906	98.
	b. extraordinaire Kosten der Casernen Magazins Verpflegung	124794	22.
	Ausgemachter Total-Betrag	197141	81.

Luxemburg den 16ten August 1821.

Königlich preußischer Militair-Intendant

Ribbentrop

3.

176.

Verzeichniß der Gehaltsbezüge, welche gemäß dieser Titel auf den Etat der Militair-Verwaltung-Verwaltung in der 1ten Hälfte des Jahres 1821 angewiesen worden sind.

No.	Benennung der Ausgaben Titel	Anfassung der Empfänger	Benennung der Behörde welche die Empfänger Besoldung anweist	Ausgabe Gehalte Leistung				Erläuterungen.
				francs	Cent	rfl.	gr.	₰
1.	Gehalts-Zulage des Verwaltungs-Commandanten pro Januar bis ult. Juni 1821 à 300 rfl. monatlich	Ihro Excellenz des Herrn Gouverneur der Militair Provinzen	General Militair Casse			1800	.	.
2.	Miethe für die Wohnung des Militair Gouverneurs pro Januar bis ult. Juni 1821	Ihro Excellenz des Herrn Gouverneur der Militair Provinzen	Intendantur zur Liquidirung	1266	.	.	.	.
3.	Gehalts-Zulage des Platz-Commandanten pro Januar bis ult. Juni 1821 à 120 rfl. Monatlich	Ihro Excellenz des Herrn Gouverneur der Militair Provinzen	General Militair Casse			720	.	.
4.	Mobels-Entschädigung für den Verwaltungs-Com. d. pro Januar bis ult. Juni 1821 à 4 rfl. 6 ßr. monatlich.	Ihro Excellenz des Herrn Gouverneur der Militair Provinzen	Intendantur zur Liquidirung			25.	12.	.
5.	Gehalts-Zulage des Platz-Majors pro Januar bis ult. Juni 1821 à 20 rfl. monatlich	Ihro Excellenz des Herrn Gouverneur der Militair Provinzen	General Militair Casse			120	.	.
6.	Gehalt des Militair-Polizei-Inspecteurs pro Januar bis ult. April 1821 à 250 rfl. jährlich	Denselben	Denselben	833	33	.	.	ad 6. Derselbe ist vom 1ten Mai ab beurlaubt gewesen.
7.	Für eine neue Verkleidung des Allarm der Gemächer im Monat Juni 1821	Ihro Excellenz des Herrn Gouverneur der Militair Provinzen	Intendantur zur Liquidirung	115	.	.	.	Rechnung wird eingesandt werden
8.	Für die Liquidirungen Militair-Intendantur pro Januar bis ult. Juni 1821	Militair Intendantur	Royal Belgische Casse					
	a. Diäten des Militair Intendanten à 3 rfl. täglich			—	—	905	.	.
	b. Bureau . . . à 2 rfl. id			—	—	362	.	.
	c. Bureau Kosten . .			—	—	894.38	.	.
						3108.71.	3932.	12.
	Dreytausend neunhundert zwey und dreyßig rfl. 12 ßr. Cour. angeben in Französischen Gelde, 1 rfl. = 6 ßr. 3 3/5 ₰.					14980.95.		
			Angenommene Summe			18089.66.		

Luxemburg den 16ten August 1821.

Königlich preußischer Militair Intendant

Dibbentrop

178.

Verzeichniß der Gebäude welche gemäß Reskript vom 2ten Juli 1821 von der Artillerie-Verwaltung der Landbefestigung Luxemburg in der ersten Hälfte des Jahres 1821. übernommen worden sind

No.	Benennung der Gebäude - Objekte	Gebäude sind Eigenthum des Staates	Gebäude sind Eigenthum der Stadt Luxemburg	Schätzungs-Betrag in Gold. Louisd'or à 20 Fres	Fres	Cent.	Bemerkungen
1.	Kasernement der Infanterie-Garnison, nämlich:	1ter Theil des Kasernements zum Militair	zum Militair-Artillerie-Depot zu Luxemburg				
	a. Kasernen-Gebäude			190.	6.		
	b. Stallungen			13.	97		
2.	Kasernen-Kasten			27.	10		
3.	Lokalitäten der Hauptwache	—	—	60.			
4.	Gebäude zur Aufbewahrung der Kriegsbedürfnisse	—	—	77.	33		
5.	Verschiedene kleine Nebengebäude						
	Summa			178.	40.	190.	6.
	Hierzu kommt der Betrag von 190 Louisd'or 6.96 p. Cent						
	Ergiebt in Französ. Gelde, 1 Louisd'or 6.96 3/5 Fr.			721.	76.		
	Angenommener Gesammtbetrag			903.	16.		

Luxemburg den 16ten August 1821.

Königlich Preußisches Militair-Intendantur

Ribbentrop.

1801

Anlage B.

Designation

der einzelnen Gattungen, welche gemeinschaftlich mit der Hauptsumme aus der Hauptkasse der Festung Luxemburg in der 1ten Hälfte des Jahres 1821. vereinnahmt worden sind.

No.	Benennung der aufgeführten Titel	Kassenstelle der Lieferanten	Laufende Nummer der Quittungen	Betrag Gulden	Cents	Betrag Courant Gulden	Sous	Deniers	Courant Gulden
	A. Laufende beständige Posten								
1.	Die verschiedenen fortifikatorischen Entwürfe und Angaben im 1ten Quartal 1821.	Ste Depart. des Kr. Ministerii	Im Ministerium selbst	674	4	.	.	.	
2.	Die Ingenieurs im 2ten Quartal 1821	desselben	desselben	332	41	.	.	.	
3.	Kosten der Lagerungs-Einrichtungen an Pulver, Kleinen Munitionsstücken, Unterhaltung der Pferde &c. Gehülfen im 1ten Quartal 1821.	Ste Depart. commun des Krieg. et Minist.	desselben	.	.	118	.	6.	
4.	Dergleichen im 2ten Quartal . .	desselben	desselben			58.	17	11.	
5.	Remuneration der Conducteurs der Lagerungs- Entrepreneurs Kosten pro Januar bis ult. Juni 1821 à 5. fl. monatlich . .	Ste Depart. commun des Krieg. Ministerii	desselben	.	.	30	.	.	
6.	Die Reinigung Planken u. Abzugsgräben pro Januar bis Juni 1821 . .	desselben	desselben	.	.	26.	18	.	
	B. Nicht einmalige laufende Posten.								
1.	Der Preis von 2 Zugpferden, welche auf dem Wanderungs-Depot zu Waltdorf über Winter sind	Ste Depart. der St. Minister	Intendant Militaire zu Lüttich Hamburg					19.	
2.	Die Militair-Zugpferde haben im Lagerungs-Dienste vom Januar bis ult. Juni 1821 à beaufsigt 2289 Zugpferde-Portion, à 1 franc	Ste Depart. commun des Krieg. Ministerii	Intendant militaire Bureau zu Lüttich	2289	.	.	.	.	
				3495	45	234	3	5	
	Bestehend beaufsichtigte 234 Rthl. 3. 96. 5. Hl. pr. Cour. Leistungen in französischem Gelde, à 1 fr. - 6 gr. 3 3/5 Pf.			891	97	.	.	.	
	Anzuweisender Betrag			4387	12	.	.	.	

Luxemburg den 16ten August 1821.

Königl. preußische Militair-Intendantur

Ribbentrop

182

Anlage A. Nachweisung 183.

Nachweisung derjenigen Geldbeträge, welche gemäß höchster Verfügung auf das Kassenjahr in der Landesfestung Luxemburg in der 1ten Hälfte 1821. vereinnahmt worden sind.

No.	Benennung der Ausgabe-Titel	Rückstände in den Vorjahren	Verbleiben bei welchen sich die Rückstände befinden	Festgestellter Gehalt. Betrag.						Erläuterungen
						p. Cent		rh.	kr.	
1.	Pensionen für die Militär pro Januar bis ult. Juni 1821	Siehe Ausgabe des Kr. Ministerium	Luxemburg	114	30					
2.	Holzgelder für die Kasernen pro Januar bis ult. Juni 1821	desgleichen	desgleichen	1859	92					
3.	Servis- und Servisersatz pro Januar bis ult. Juni 1821	desgleichen	desgleichen	29062	80					
4.	Besoldung d. Unterbeamten, Ordonnanzen, Gendarmerie pro Januar bis ult. Juni 1821	desgleichen	desgleichen	6320	85					
5.	Besoldung der Kasernen-Verwaltungs-Personale pro Januar bis ult. Juni 1821.	desgleichen	desgleichen	2052	22					
	Anzunehmender Summarischer Geldbetrag			39410	29					

Luxemburg den 16ten August 1821.

Königlich preußischer Militair Intendant

Ribbentrop

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

Anlage 5. Designation

Designation der Geldbeträge, welche grossherzoglich Hessischer Seits auf den für den Bureaudienst
und Verpflegung der Militär-Commission bestimmten Theil der Militär-Contributions-Lieferung v. Jan. bis ult. Juni 1821 vereinnahmt worden sind.

No.	Benennung der Einnahme-Titel	Aufbewahrung der Gelder	Befindet sich weiter für die Verification beim	Festgestellter Geldbetrag pro Cour. fl.	kr.	hl.	Erläuterungen
1.	Für die zur gewöhnlichen Aufbewahrung zum Lazareth-Requisitions-Comptoir gegangene Bibliothek des Kriegsministeriums	Grossherzogl. Hessische Regierungs-Kasse	Grossherzogl. Hessische Militair-Commission				
	Für verkaufte Bücher			49.	9.	4.	
2.	Für Einnahmen und Ausgaben im 1ten Quartal 1821.						
	a. An Alterthümern	52.	11.	8.			
	b. An Reinigungskosten, als Rand,						
	Zugleich Baarausgabe Bonification von 116. 10. 9	derselben	dieselben				
	Einnahme			168.	22.	5.	
3.	Für Einnahmen und Ausgaben im 2ten Quartal 1821.						
	a. An Alterthümern	62.	13.	2.			
	b. an Reinigungs-Kosten	414.	18.	7.	derselben	dieselben	
					477.	7.	9.
					695.	15.	6.
	Wovon abgehen Einnahme 695 fl. 16 kr. 6 hl.						
	pro Cour zugenommen 1/5 = 69 fl. 3 3/5 kr.						
				2650.	8.		
	Angenommener summarischer Geldbetrag			2650.	8.		

Luxemburg, den 16ten August 1821.

Königlich grossherzoglich Hessischer Militair-Intendant

Ribbentrop.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

186.

Anlage 6 d.

Assignationen

Derjenigen Geldbeträge welche gemäß Dispositions Briefes des Aggregations Commandos des Herzogthums Luxemburg in der 1ten Hälfte des Jahres 1821 vereinnahmt worden sind.

No.	Benennung der Ausgabe-Titel	Ausserordentliche Ausgaben	Ausserordentliche Ausgaben welche bis dahin provisorisch bestritten worden sind	Festgestellter Geldbetrag			Bemerkungen
				pro Cent	rh.	Sgr.	Pf.
	Administrations Kosten.						
1.	An Gehältern	1141 rh. 20 Sgr. 5 Pf.	Kosten der Verwaltung				
2.	An Verwaltungs Kosten	190 – 1. 10					
3.	– Abschrift d. Gehälter	29 – 21. 3.					
4.	Ausgabe d. Assignationen		Ausgabe				
	Verwaltungs Kosten	451. – 6. 6			1813.	2.	
	Bewilligt und bewilligte	1813 rh. 2 Sgr. 1 Pf.					
	Ausgabe, 1 Pf. – 6 Pf. 3 1/3 Pf.			6906	98		
	Ausgabe summe der gesammt Leistung			6906	98.		

Luxemburg den 16ten August 1821.

Königlich preußischer Militair Intendant

Ribbentrop.

Anlage C. C.

Verzeichniß

derjenigen extraordinairen Geldbeträge, welche gemäß Art. VIII. der Convention vom 26sten Juni 1820 wegen Regulirung der Verpflegung der Besatzung der Bundesfestung Luxemburg für den 1sten Halbjahr Abschnitt 1821 vorgemerkt worden sind.

Nr.	Benennung der Ausgaben-Titel	Aufbewahrenden Behörden	Behörden bei welchen die Liquidirungen stattfinden	Festgestellter Betrag in Conventions-Münze				Erläuterungen
				Francs	Cent	Rthlr.	gr.	Pf.	
1.	Ausgaben für die Naturalien selbst pro Januar bis mit ult. Juni 1821 an den Entrepreneur Hannicker	Königl. Preußische Militair-Kassen	Gemeinschaftliche Militair-Behörden			30854	21	11	Nach dem Abschlusse der Rechnungen
2.	Verwaltungskosten pro Januar bis Merz 1821.								
	die Lazarethkassen . .	383 Rthlr. 14 gr. 4 Pf.	Kommissariat-Behörden zur Liquidirung	Gemeinschaftliche Militair-Behörden zur Liquidirung					
	" Brennholz-Kassen	154 — 8. 5.							
	" Utensilien d. Spitäler	36. 4. 9.				732.	4.	8.	
	" Zugelassene d. sonstige								
	" Montirungskassen	158. 1. 1/4							
3.	pro April bis Juni 1821.								
	dem Entrepreneur Hannicker, für die Verpflegung von 240185. Mann Landtruppen à 1 13/33. Portion	Gemeinschaftliche Militair-Behörden				1172.	4	.	
	Durchschnittl. 32758 Rthlr. 11 gr. 7 1/2 pr. Cour.					23758	11	7.	
	ungleich in Conv.-Gelde, 1 fl. = 69 c. 3/5 c.	.	.	124794	22	.	.	.	
	Anzuweisender summarischer Geldbetrag			124794	22	.	.	-	

Luxemburg den 16ten August 1821.

Königlich preußische Militair-Intendantur

Ribbentrop

No.	Berechnung der Ausgaben / Titel	Auf wieviel Köpfe berechnet	Besonderheiten welche sich bei Justirung einiger Posten ergeben	Lohnstandsmäßiger Gehalt / Lohnung			per Cent.			Erläuterungen
				fl.	xr.	d.	fl.	xr.	d.	
1.	Der Lohnung nach summarischer Etat für den Monath Januar 1821 bis mit Ende Juni 1821									
	23940. mit Natural-Montirungen für Offiziere	à 5 fl. 97 d.		5058.	18.	.				
	425375. Artillerie-Portionen für Gemeine	à 2 xr. $1\frac{20}{21}$ d.		38331.	13.	10.				
	426195. Cavallerie-Portionen für Gemeine	à 10 d.		15856	11.	3.				
	3677. Pferdevorrags-Rationen	à 6 xr. 2 d.		944	18.	10				
	11123 Train- etc.	do. à 5 xr. 9 3/7 d.		2690	15.	4.	62881	5.	3.	
2.	Davon müssen den gemachten Anstalten zur Last gestellt werden: der gestellt. Abzug.									
	für 425375 Gem. Artillerie-Portionen	à 1 xr. 4/5 d.		18996	13.	4.				
	— 426198. — Cavallerie-Portionen	à 7/5 d.		10654	21.	.				
	der tarifmäßige Durchschnittsbetrag für			2466.	16.	.				
	14800 Rationen à 4. Groschen						32027.	2.	4.	
	Mithin bildet sich ein extraordinairer Zuschuß von						30854	2.	11.	

Lit. L. L.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

192

N.2175. Lit: L. L. Luxemburg le 24. Octobre 1821.
pres. le 26/10 21 p. R.

Renseignemens sur les avances pour la forteresse

Le Commissaire de sa Majesté le Roi des Pays-Bas pour la forteresse fédérative de Luxemburg

annexe 1

A Monsieur
le Général Major von Reichè Président de la Commission Locale pour la forteresse fédérative

Par notre Dépêche du 13e. de ce mois j'ai la quelle l'état de ma santé m'a empêché de repondre plutôt, j'avais me demandez Monsieur le Président si les avances faites par le Gouvernement des Pays-Bas se sont augmentées depuis l'état que dans un mémoire daté du 5 Juin dernier j'ai présenté à la Commission Locale?

à cette question j'ai l'honneur de repondre que les avances n'ayant été calculées, quelques unes que jusqu'au 1er Janvier, et les autres jusqu'au 1er Avril elles se sont nécessairement accrues, et pourront être approximativement au 1er Novembre prochain; savoir.

Celles portées au prédit Mémoire à l'article 4., sur les paragraphes a, b, c, d, e, f, et g. pour $\frac{10}{12}$me an dix mois, à raison de fl. 7036-25 par mois moyen; ci fl . . . . . fl. 70362-50.

Celle portée au § h pour $\frac{7}{12}$me. au 7 mois à raison de fl 385-32. par mois ci 2697-24

Celle sous le §: I Depuis le 1er Avril jusqu'à ce jour, ci . 3174-60

Total fl 76434-34

Avances portées au memoire . . . . fl 2,113845-09.

Total des avances jusqu'au 1er Novembre — fl 2190279-43.

Cependant l'Autorité militaire Prussienne ayant portée dans le Compte de ses avances, celles faites pour le Casernement, juste du droit que je me suis reservé à l'article 3 Du memoire

précité

précité pour parta pareillement en compte les frais de casernement pour les 1000 hommes d'infanterie & artillerie destinés pour la Garnison de Luxemburg.

Les frais calculés aux taux de l'indemnité de casernement que l'Etat accorde aux Villes de Garnison qui est de fl. 0-02 $\frac{1875}{10000}$. par jour et par homme, fait pour 966 Sous-officiers et Soldats fl. 7712-91. par an. Or le Bataillon de Luxembourg étant de la Création du mois d'Octobre 1818., cette avance sera au 1er Novembre 1821 Due pour trois ans; à . . . fl. 23138.-73.

Laquelle somme à ajouter à celle d'autre part de . 3190,279-43.

porte le total Général approximatif des avances fl. 2213418.-16.

Les dépenses courantes, qui d'après l'article 4 du mémoire ont été calculées à ± fl. 94000.— par an, doivent pareillement être augmentées de la somme nécessaire à couvrir les besoins du casernement, portée à fl. 7712-91: De sorte que les dépenses courantes annuelles s'élevent à la somme de — fl. 101712-91.

Recevez Monsieur le Président les assurances de ma très haute Considération.

Le General Major
van Luylen van Nyevelt

Lit. M. M.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

196.

Lit. M. M.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

Uebers

Diejenigen approximativen Angaben welche der Lokal-Kommission für Luxemburg in
Vorschüsse-Forderungen zugestellt worden sind und zwar

Von Koeniglich Preussischer Seite

Wofür die Ausgaben geleistet worden sind	Preuß. Cour.			Luxemb. Cour. (1 Thlr. preuß. Cour. = 3 Fl. 50 Cent. luxemb.)	
	Rthlr.	gr.	pf.	Francs	Cent.
Genaue Uebersicht Litt. J. J. mit 6 Beilagen					
Vom Jahre 1814 bis ende 1820 wurde auf gegeben und verwendet für:					
Bau der Festung	41754	.	8	159062.	96.
Artillerie-Wesen	126350	6.	5	481334.	35.
Ingenieur-Wesen	83318	5.	3.	317402.	74.
Casernement	249360	11	10	949944.	73.
Lazareth	82215	5.	10	313200.	93.
Natural-Verpflegung und zwar					
1. Laufende Magazin-Verpflegung, jedoch nur in soweit als der Preis der Portionen d. Artillerie für Königlich preußische Truppen für sich selbst beläuft als die Magazin-Verpflegung im Laufenden, wenn solche nach den Anschlägen gewährt wird	591539	17.	3.	2264913	22.
2 Belagerungs-Approvisionnement	425127.	13	8	1619533.	60.
Latus	1602665.	12.	11.	6105392	53.

Beziehung auf diese Leistung unter der benannung geleistete

Von Königlich Niederlaendischer Seite

Posten die Auszuheben geleistet worden sind	Alt Niederl. Courant. Gulden	Neuer Courant. 1 Gulden gleich 2 1164/1000 francs gerechnet Francs	Cent.
Memoire présenté à la Commission Royale de Luxembourg par le Général Major Commissaire — Adc. de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas Baron van Zuylen van Nyevelt pp. pp. pp. sub Lit X mit 2 Punkt Beilagen Lit: A. bis L. aromes faites			
1er Etat a. b. c. fourniture de vivres, fourages, et d'eau vom 1ten July 1815. bis inclus. 31ten December 1817.	152465105.	3226771	48.
2me Etat: Pour Indemnités de Logemens, Chauffage Luyer d'Ecurie, de Meubles et de bureaux; Chauffage et éclairage aux Casernes et corps de Garde et fourniture d'Huyle pour Lebitzmessung angeordnet bis 1ten Januar 1820	34738777.	735211	48.
Etats particels. Pieces 9 und 10 die Ausgaben für jenen Gegenstände, welche in den Nummern 1, 2, 3. u. s. f. bis incl. 11 benannt sind betreffend von der Lebitzmessung an bis Ende December 1820	21887112.	463218	84
Etat Supplementaires Pieces 11, 12 und 13 der nachgemessenen Feldarbeiten für verschiedene unter a. b. c, angestellten Reklamationen und zwar von der Lebitzmessung an bis zum 1ten April 1821, inclusive	2293515.	48539.	95.
Piece 13 Article 2 4 Dépenses Courantes. Siehe zu diesen Beilagen Lit: I. I.			
Für die in den Forderungen a, b, c, d, e, f und g angeführten Gegenstände — Piece 13 u. 14 und 15 betreffend die Ausgaben Beilagen Litt I. I. vom 1ten January 1821 bis 1ten November 1821 oder Druck 10 Monate	7056250	149338.	17.
Für die in den Forderungen h bezeichneten Reklamationen — Piece 15 — wird vom 1ten April 1821 bis 1ten Novbr. 1821 Druck 7 Monate Beilagen Lit. I. die Ausgaben mit	269724	5708.	44.
Latus	218710483.	4628788.	66.

198

Ueber

einzigungen approximativen Angaben welche die Lokal-Kommissionen für Luxemburg in Betreff
Vorschüsse-Forderungen zugestellt worden sind und zwar

Von Koeniglich Preussischer Seite

Wofür die Ausgaben geleistet worden sind	Preuß. Cour.			Franz. Cour.	
				13 Thlr. preuß. Cour. = 1 Louisd'or = 5 Fr. 50 Centimes	38 / 100 Centimes
	Preuß. Thlr.	sg.	pf.	Francs	Centimes
200 Transport . . .	160265.	12	11	610539	53.
Gemäß Anlage lit K.K. mit 7. Punkt Beilagen sub No. 1 bis 6					
für die ersten Hälfte des Jahres 1821 wurde ausgegeben und zwar für					
Stab der Festung . . .				18089	66
Artillerie-Wesen . . .				903	16.
Ingenieur-Wesen . . .				4387	42.
Casernement . . .				39410	29.
Krankenpflege . . .				2650	8.
Naturalverpflegung und zwar extraordinaire Kosten der Einsammlung Magazin-Verpflegung . .				12479	22.
Anlagen-Approvisionnement . .				6906	98.
Der von Königlich Preußischen Seite gefundenen Festsetzungen Summa				630534	34.

Luxemburg den 26ten November 1821.

Übersicht

in Beziehung auf diese Leistung unter der benennung geliefert

Von Königlich Niederländischer Seite

Waffen die zu geben geliefert worden sind	Fünf Centner- Florins	Lorenz Centner 1 Kilogramm gleich 2,1162/1000 Pfund gerechnet Pfund	Cents.
Trans Latus 201	218710483	4628788	66.
die in dem Journalzettel - Seite 15 - angeführten Anschaffung der Militair Schulden Commission Genehmigung beilage Lit. I. I. vom 1ten April 1821 bis 24ten October 1821 eine Anzahl von beilage Lit I. I. zu dem Memoire gehörig befreit de fabrement für die zum Garnison von Luxemburg bestimmten Königlich niederländischen Truppen bestehend in 966 Anteroffizieren u. Soldaten der Infanterie und Artillerie einschließlich der Angehörigen Vergütungs-Posten welche der Rent Commissaire Müllem bewilligt von der Genehmigung der Liquidation Luxemburg October 1818 angefangen bis 1ten Novbr 1821 betragen beilage Lit: H. H. abschriftlich zu dem Memoire gehörig die Zahlungen welche die Königl. Niederländische Regierung dem Gouvernements Commissaire des Königs von Königlich niederländischen Infanterie Offizier u. Chef der Ingenieurs Corps dem Königlich Niederländischen Artillerie Offizier	317460	6718	72.
dem Königlich niederländischen Infanterie Offizier als Mitglied der Local Commission für die besondere Dienstleistung in Luxemburg - pour le Service extraordinaire exercée Luxemburg - bewilligt hat und verabfolgten Lüst Zahlungen vom Tage der bewilligung bis zum 1ten November 1821	33380,00.	70645	43.
Für dem Königlich Niederländischen Corps zustehenden Verpflegungen	Summa 224679816.	4755123.	62

Anmerkung. Abweichungen der Artikel Benennungen haben nichts auf sich in den beigefügten Beilagen angegeben sind.

v Reiffs, Vogel, v. Schlotheim, Ewel, Pfanger

198

Ueber

einzuliefernden approximativen Angaben welche die Lokal-Kommission für Luxemburg in

Vorschüsse- Forderungen zugezogen worden sind und zu machen

Von Koeniglich Preussischer Seite

	Thaler Preuss. Courant	Francs Courant
Welche die Angaben geliefert haben		1 Thlr. Preuss. Courant gleich 3 Fr. 60 Centimen 35/100
	Rthl. Sgr. Pf.	Francs Cent.

202

...sicht

...in Beziehung auf diese Leistung unter der Benennung geleistete

Von Königlich Niederländischer Seite

Wofür die Auslagen geleistet worden sind	Fünf Courant-	Lorenz Courant 1 Rixdaler silberne Münze 2 1164/1000 Gramm feines Korn
	fl. Cents	Gramm Cents.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

Arlon den 17ten März 1821.

N. 82.

Lit N N.

Eine freundschaftliche Communication beehrt sich unterzeichneter Commissair der Königl. Niederländischen Regierung, gemäß der Uebereinkunft vom 31ten Januar d. J. ganz ergebenst zu machen, gemäß der Uebereinkunft vom 31ten Januar d. J. ganz ergebenst zu machen, genügsam der Herstellung der gänzlich zerstörten Communication für die Infanterie und Artillerie zwischen der innern und äußern Festungslinie bis zur Vollendung der von Longwy auf Hollerich führenden Chaussée in der den Deutschen Bundes zu bestimmenden Relation über die Bundesfestung Luxemburg eine befriedigende Verbindung herzustellen.

In meiner gemessenen Beantwortung der gefälligen ad. ministerialischen Zuschrift vom 4ten dieß habe ich schon Gelegenheit genommen, diesen Punkt zu berühren.

In soweit diese durch die Königlich niederländische Regierung zur Verbindung dieser ganz unbefestigten gewesenen Communication bestimmt ist, so hatte sich der Unterzeichnete gemüssigt gesehen, die militairischen Behörden selbst zur Vornahme dieser Arbeiten und als zu deren Benutzung diese Festungs Infanterie einstweilen gänzlich ermächtigen zu lassen.

In Betreff dieser Benutzung die Meinung der Luxemburger Behörde: das Gesuch wesentlich berücksichtigte, so hat unserem Verlangen der Königlich Niederländische Bezirks-Commissair vom 12ten dieses Monats die gewünschte Verbindung mit dem 10ten Fuß hergestellt und sich verbindlich gemacht, die gewünschte Benutzung der gedachten Wege einstweilen mit dem Commando fand zu bewirken.

Hiernach hat der Königlich preußische Festungs-Commandant die auf seine Ordre hergestellten Wege-Arbeiten sogleich einstellen

und die Festung wieder öffnen lassen, in dem muß der Angabe der Lokalbehörde nicht entsprochen wird, daß während der Laufgraben die Festung geschlossen bleibe.

Eine Hochlöbliche Commission bittet uns, diese unsere Ansicht dem Hochpreißlichen zu der beabsichtigten Antwort gefälligst zugehen zu lassen, der das fürstliche Hochpreißliche Verhältniß fixiert.

Luxemburg den 14ten November 1821.

Ribbentrop

der

Königlich Preußischen Lokal Militair

Commission

Sinz

No. 2247. 11.

Lit. OO.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

N.° 2203. Lit: O O.

Luxembourg le 15.e Novembre 1821.

en réponse à Mr. 7/11 21

Objet.
Renseignemens sur la forteresse Fédérative.

A Monsieur
Le Général Major van Reiche, Président
de la Commission Locale pour la forteresse
Fédérative

Monsieur le Président.

Ayant reçu communication officielle d'un mémoire présenté à la Commission Locale, sous la signature de Monsieur le Commissaire Prussien, daté du 4.e Juin de cette année, et dans la rédaction de cette pièce s'étant glissées plusieurs erreurs et omissions;

Je crois de mon Devoir de les relever près de la Commission Locale autant pour éclairer son jugement sur le véritable état des choses à Luxembourg, que pour ne pas laisser sans repliques des assertions au principe erronnés, dont on pourrait sanctionner par la suite, pour en tirer de fausses conséquences ou pour en déduire des applications non concedées.

Je suivrai le mémoire Monsieur le Président, dans l'ordre dans lequel il est rédigé, en rappellant à fur et à mesure chaque article que je croirai susceptible d'une observation,

Art: Autorités militaires Prussiennes: Le Gouvernement des Pays-Bas ne reconnait pas ce que dans le texte du mémoire on désigne sous le titre collectif de

Gou-

Gouvernement militaire.

Il reconnait pour Gouverneur de la forteresse la personne de son altesse sérénissime le Lieutenant Général Prince Louis de hesse hombourg, et pour Commandant de la Place la personne de Monsieur le Colonel Ferdinand Du Moulin,

Art: Fortifications. Ja on fait mention avec un peu trop d'emphase peut être, Du revenu considérable en espèces sonnantes des herbages, cette somme cependant ne s'élève qu'a ℔ fl 1040 - 4 par an. Mais quand les Pays-Bas ont au delà de fl 111000 - de frais par an, il semblerait que son Gouvernement peut en conscience se couvrir de 1/107. - Dès avant ces pacs la seule branche de revenu de la forteresse, sans se croire obligé de devoir affecter cette somme à un service indiqué, et bien moins encore, sans se faire forcer la main pour l'appliquer à un objet dont l'obligation d'entretien est encore en litige.

Art: Adjudans de place, a.a. Les portiers et Eclusiers étant à la Solde des Pays-Bas sont aussi nommés par ce Gouvernement. Si par déference les nominations ont été quelquefois présentées à l'agrément de l'autorité militaire on proteste, si de cet acte de complaisance on veut inférer un droit acquis.

Art: Intendance. f. et cc. La branche de Service désignée sous le titre de Courier-expédition n'est ni autorisée, ni reconnue par les Pays-Bas. à la suppression de la Poste militaire pour l'armée d'occupation en France l'autorité militaire a demandé la permission de l'établir mais le Gouvernement l'a refusée en chargeant nos diligences et postes aux lettres du Service.

Le Courrier expédition n'existe donc que par abus d'autorité.

Art: Commissaires Spéciaux. N3. le titre De commissaire civile dont se sert le mémoire est une erreur, il n'est pas dans le texte de la Convention de francfort; quoi qu'on ait eu l'attention de souligner le mot Defensle dans l'exposé des relations du commissaire des Pays-Bas avec le Gouvernement militaire pour les affaires de haute Police, la phrase recevra les directions du Gouverneur dont se sert le §. 3 De l'article 6 du traité de francfort n'est cependant pas d'avantage synonyme de celle recevera les ordres du Gouverneur.

Le commissaire des Pays-Bas n'est nullement et sous aucun rapport sous les ordres du Gouverneur: ce n'est que de sa parfaite indépendance de l'autorité militaire que devait et qu'est effectivement resulté le bien qu'on s'était promis à la création de cette place. on a fait intervenir le commissaire des Pays-Bas dans les affaire de haute Police, par exemple le Gouverneur militaire, hors le cas de siège, n'exerçant aucune action immediate sur aucuns des habitans de Luxembourg; ceux-ci étant comme tous les Regnicoles sous la protection de la loi fondamentale d'un Royaume; on a reconnu la nécessité de l'intervention d'une autorité nationale pour faire mettre en exécution envers eux, telle mesure de haute police que l'extrême urgence ou les dangers du moment pourrait rendre nécessaire: mesure cependant, dont le dit commissaire, comme agent direct de son Gouvernement, resterait personnellement responsable.

Art: Autorités des Pays-Bas pour autant qu'elles sont en contact avec la Garnison.

Le soussigné ignore le contact de la garnison avec

avec Monsieur le Sous Intendant Royal et les Directions des Domaines de l'enrégistrement, des Droits Réels, de l'Waterstaat, des Eaux-et Forets. . . . ! L'autorité militaire n'est de Droit en contact direct, qu'avec le Commissaire des Pays-Bas, et la Regence Urbaine.

Dans l'énumeration si prolixe et cet article on a cependant omis de citer le General Commandant le Grand-Duché qui a son quartier Général à Luxembourg.

On est d'autant plus surpris de ne pas le voir figurer dans le nombre des autorités en contact avec l'autorité militaire, qu'on est fondé à croire que la même autorité a prétendu que de ce même contact ~~que de ce même contact~~ était souvent resulté des inconveniens et des frottemens. Ceci implique contradiction !

Le Soussigné ignore de quelle nature sont les inconveniens et les frottemens dont on se plaint. La seule difficulté qui a la Connaissance a été la suite du déplacement du quartier General D'Arlon à Luxembourg, a été le refus de l'autorité militaire / refus dont on veut bien ne pas rechercher les véritables motifs / de rendre à cet officier général les honneurs militaires qui lui sont dus.

Au reste le Roi des Pays-Bas était parfaitement le maitre d'établir au chef lieu de la province le quartier Général, qui antérieurement au traité de Francfort avait provisoirement été établie à Arlon, cette mesure étant commandée par une infinité de Considérations de Service d'une importance majeure.

Et à l'occasion des sanctions de cet officier Général on observe que non seulement, comme il a été dit

au

au memoire presenté par le soussigné, la levée annuelle de la milice se fait à Luxembourg, mais qu'encore en vertu des Lois qui regissent la matière, les miliciens forestiers revenant des corps doivent également se présenter au Chef lieu de la province pour y faire viser leurs cartouches. mais on le repète, ces hommes ne sont pas armés, n'y ayant que les Officiers & Sous-Officiers de conduite qui le sont. Ce ne serait donc que très improprement si on donnait à ces réunions d'hommes, le nom de troupes dans l'acceptation strictement militaire du mot; distinction que le soussigné établit avec soin, pour le cas qu'on ferait des stipulations générales, sur le refus ou l'acceptation dans la place de troupes qui ne font pas partie de la garnison.

Art: Justice. L'action judiciaire sur les individus Prussiens appartenants à la Garnison est exercée par le Conseil de Guerre. Néanmoins si quelqu'un de la Garnison, ou quelque Garde qu'il fut, commet de graves des ordres et fut attrapé en flagrant délit, il est possible d'être arrêté sur le Champs, soit par la Gendarmerie Royale, soit par les Agents de la Police Urbaine, ou en dehors de la place par les gardes champêtres, sans l'obligation toutefois d'être remis le plus promptement possible à l'autorité militaire qui doit connaître du délit.

Article Douanes. Octroi. Monsieur le Commissaire Prussien observe avec raison que nous nous entendons en fait de Douanes, aux termes très précis du traité de Campfort. L'autorité militaire a voulu parler une autre explication de l'article 17 de ce traité et partant de ce principe elle a reclamée, sous le titre d'effets d'habillement militaires

militaires la franchise des droit d'entrée pour une pélisse de femme et une capotte bourgeoise destinés à deux officiers supérieurs de la garnison, et sans le titre d'appraisissement la même franchise pour des vies fumées qu'un autre officier s'était fait venir. Quoique Monsieur le Commissaire Prussien observe très impropprement qu'il requiert le visa du Commissaire des Pays-Bas, il sera superflu de remarquer que celui-ci a refusé ces demandes et tant d'autre de pareille nature, l'application de la franchise accordée par le traité étant soumise à sa décision, sauf à l'autorité militaire à réclamer si elle croit être lésée.

En général on exagère infiniment le mal qui résulte pour la garnison de nos lois de Douanes — si quelques désagrements ont lieu par fois, comme p. ex. la saisie faite tout récemment d'une boëte de bijouteries adressée à un officier supérieur sous l'étiquette d'effets militaires les individus n'ont toujours qu'à s'en prendre à eux; Il n'y a pas de raison qu'ils violent chez nous des lois auxquelles ils sont si fèrement soumis dans leur propre pays.

Jamais le Gouvernement des Pays-Bas ne pourra se départir des principes établis, consolidés par une expérience de cinq ans et contre lesquels il n'y a pas une objection raisonnable à faire. Peut être même l'autorité militaire au lieu de chercher à obtenir un relâchement dans les formes, devrait-elle plutôt concourir à maintenir la sévérité du contrôle dans l'intérêt bien entendu de la moralité des individus de la garnison et pour les soustraire à des tentatives de corruption, à laquelle quelques uns pourraient être en butte, si la ligne des Douanes n'existait plus pour eux.

En

En reprenant le mémoire, j'ai l'honneur de vous observer Monsieur le Président, que la franchise reclamée au § 6 de l. existe dans toute l'étendue qu'on peut raisonnablement accorder aux mots effets militaires ; mais vainement cherche-t-on à se rendre compte du but de la proposition inverse 2/. Comment! l'autorité militaire exercerait la visite et se constituerait en tribunal pour juger d'après nos lois et nos ordonnances les contraventions en matière de fraude!!!

Je ne crois pas qu'en Prusse même l'état militaire jouit d'un aussi singulier privilège.

Comme dans le memoire on a fait mention d'un fait particulier relatifs à des arbustes, le soussigné prends la liberté de joindre à celui une Copie de cette reponse ici-te, pour redresser les faits dont l'exactitude a un peu perdue par la traduction.

D'après ce qui a été dit au sujet du Courrier Prussien il sera presque superflu d'observer que l'assertion que cette poste a droit au plombage, est erronnée. Cette poste ne tant pas reconnue, les voitures qu'on y emploie sont soumises à la visite ordinaire, comme toute autre.

Art: Garantie en matiere d'or & d'argent

Monsieur le Commissaire Prussien est entré dans de grands détails pour démontrer que les individus de la garnison jouissent du droit d'exemption des dispositions sur le titre et le Contrôle des objets d'or et d'argent. Le soussigné a obtenu comme en general toutes les faveurs et facilités en matière des droits ont été sollicités et obtenues par lui ; que d'une petite quantité d'argenterie,

p.

p: p. de quelques couverts ou autres petits objets, on ne serait pas mention au procès-verbal de visite, s'il constatait que ces objets étaient la propriété de l'officier qui la déclarait

Art. Timbre. Le Journal officiel Prussien est le seul Journal qui par arrêté du Roi est affranchi des droits du timbre. Tous les autres Journaux restent passibles de ce droit: cependant d'après la manière dont cet article est rédigé dans le mémoire on ne soupçonnerait pas qu'on use avec tant d'indulgence de cette faculté, qu'aucun des journaux allemands à l'usage de M. M. les Officiers n'est soumis au timbre.

J: On serait presque tenté de regretter les continuelles complaisances et condescendances dont ensuite, en matière de droits, quand on reconnait qu'on se plait à n'en tenir aucun compte :J.

Art: Barrieres.

Dans le Royaume des Pays-Bas il est admis en principe que celui qui se sert de la route et par conséquent use, est appellé en premier lieu à contribuer à son entretien. Il n'est donc nullement exigeant qu'un Officier Belge, ou Prussien comme tout autre individu qui pour son amusement se promène en voiture, paye une légère retribution pour l'avantage de circuler sur une bonne route. Au reste cet impôt, s'il en est un, n'est pas d'obligation; l'officier qui veut s'y soustraire n'a qu'a se promener à pied ou à cheval.

Art. Jusernement. Anterieurement et pour des reparations générales ou très importantes qui entrainaient

de

de ce grands frais, l'emuneration des formalités indiquées par Monsieur le Commissaire Prussien a eu lieu mais le mode de reparation est extrêmement simplifié depuis, et pour toutes celles journaliers et usuelles le Commissaire des Pays-Bas à des fonds à sa libre disposition sur les quels il assigne, pour être appliqué au le besoin l'exige

Toutefois Monsieur le Président le casernement de Luxembourg ayant été de tout tems un objet de discussion, tantôt par communication immédiate entre les deux Cours, mais plus souvent par relation directe entre l'autorité militaire et le soussignés, il croit utille de s'arêter encore un moment sur ce sujet afin d'eclairer le jugement de la commission sur une question dans la quelle est peut être appellée à prononcer.

Et d'entrée observe-t-on que 14000 hommes de troupes autrichiennes ont été casernées à Luxembourg; l'autorité militaire d'après un etat qu'elle a fourni elle même au soussigné à portée la capacité du casernement sur le pied de lits à deux et non compris la caserne de la porte neuve au total de 5676 hommes. Toute ce qu'elle pourrait actuellement cette force en mains, serait dans en contradiction avec elle même, à moins d'admettre le logement sur le pied de lits pour un homme: mode de casernement contre lequel s'appuierait le mobilier et les fournitures existans.

Soutenant toujours que les casernes etaient en mauvais état, l'autorité militaire pour forcer les reparations qu'elle demandait, a quelquefois menacé de faire occuper la caserne de la porte neuve: mais cette caserne étant destinée pour les troupes des Pays-Bas, on n'a jamais tenu compte de cette menace.

Là

La même autorité s'est également plue à présenter les casernes de Luxembourg, comme étant en mauvais état. Mais n'y aurait-il pas quelque partialité dans ce jugement par ce que les Pays-Bas se sont chargés de l'entretien?

Ce qui donnerait plus de poids à cette opinion, c'est que les casernes à Gand du soussigné sont si bonnes, qu'il désirerait que toutes les casernes du Royaume fussent en pareil état, tandis que les fournitures sont si mauvaises, qu'il ne tolererait pas qu'elles servissent un instant à ses troupes sans les ordres. Or les fournitures étant exclusivement d'administration prussienne toutes choses égales il paraîtrait que l'autorité militaire si elle avait eu simplement en vue d'améliorer la position du soldat, aurait commencé pour atteindre ce but par la partie dépendante uniquement d'elle

Art: Paille de couchage. L'intendance militaire de la place fait parvenir par l'entremise de son commissaire au commissaire des Pays-Bas les bons des parties prenantes, bordereaux trimestriels et situations de la force de la garnison, sur lesquels celui-ci arrête la distribution et délivre pour la quantité totale un Bon sur la Régence qui est acquitté en nature.

Art: Nettoyement des tuyaux & fourneaux.

Sur les bons partiels des parties prenantes et bordereaux généraux controlés par le commissaire des Pays-Bas, celui-ci arrête le décompte de l'entrepreneur de ce service, qui est acquitté par la Régence.

Art: Corps de Garde. Sur les bons partiels des Chefs de Poste et les bordereaux Généreaux de l'intendance militaire, le soussigné en sa qualité de Général Commandant

mandant le Grand-Duché arrête la distribution du chauffage et de l'éclairage d'après un mode de contrôle admis en général pour tout le Royaume.

Ces trois dernieres remarques sont de peu d'importance, elles ne serrent qu'a rectifier les données sur le mode d'administration, mais ce qui est plus important de faire observer, est que le Gouvernement des Pays-Bas, s'est reservé le droit de contrôle partout ou les avances à faire tombent à sa charge.

Art: Logement en nature. Le Logement par billets chez le Bourgeois est accordé quand les Officiers arrivent à Luxembourg pour y tenir Garnison, mais non pas comme le prodent Monsieur le Commissaire Prussien, pour un tems illimité, un jusqu'au tems que l'Officier peut à sa convenance louer un quartier, mais pour le terme précis au maximum de trois jours seulement. Celle-ci, ainsi la faveur dont jouissent les officiers de l'armée nationale à la quelle les Officiers Prussiens ont été assimilés, et tels sont aussi les dispositions de la convention sur les Routes militaires dans le Grand-Duché de Luxembourg et du Bas-Rhin.

Art: herbages. Outre ce qu'on a dit à ce Sujet à l'article fortifications, on ajoute encore que le Gouvernement des Pays-Bas n'a jamais tenu compte d'aucune reserve que l'autorité militaire agissant soi-disant au nom de la Diete, aurait eu la prétention de lui dicter.

L'autorité militaire à Luxembourg relevant du Commandement Supérieur dans les Provinces Rhenanes au du Departement de la Guerre Prussien n'est en aucun contact avec la Confédération Germanique il n'en re-

sait

reçuit pas d'ordres, il ne lui fait point de rapports. L'occupation Prussienne de Luxembourg, ignore que cette place est forteresse de la Confédération, est le resultat d'une convention spéciale entre la Prusse et les Pays-Bas et le Gouvernement n'a jamais reconnu à l'autorité militaire un titre quelconque à la prétention de maintenir aucuns droits de la Confédération ou d'agir en son nom. Le Roi des Pays-Bas étant comme grand Duc de Luxembourg lui même Prime de la Confederation, les droits de ce Corps sont par ce fait seul assez garantis pour que l'intervention d'une autorité Etrangère puisse être declinée. Un grand nombre de declarations anterieures reposent sur ce principe; mais si non obstant on voulait se servir du pretexte des Droits de la Confédération pour colorer l'occupation illicite de certains batiments non militaires et l'usage illégal de certains fusils alors Monsieur le Président je vous prierais de faire remarquer à la Commission militaire près la diète, qu'on met une injustice notoire sur le Compte de la Confédération Germanique et qu'il est conséquemment de l'equité reconnue de ce Corps de faire cesser cet état de choses en faisant rendre aux individus l'usage de proprietés dont ils ont été privés si longtems.

Recevez Monsieur le président les nouvelles assurances de ma très haute considération

Le General Major.

S Zuylen van Nyevelt.

Copie de la lettre citée à Bar. Stile Douanes-octroi, ecrit à Monsieur le Commissaire Prussien en date du 18 Janvier 1821. Sous le N°. 2018.

La question en principal sur la quelle vous provoquez une décision Monsieur le Commissaire, par votre Lettre du 16e de ce mois N°2062, est d'enemme d'une solution faite par la destination donnée aux Arbustes pour les quels les droits d'entrée sont reclamées.

Quand l'autorité militaire agissant, et ne pouvant agir que pour le compte Prussien a fait la demande de ces Arbustes en franchise, les droits d'entrée en étaient dûs pour le Compte de l'état représenté par les fonctionnaires qui en avaient donné l'ordre: mais ces arbustes, plantés dans le terrain des fortifications changent de nature et deviennent une propriété de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas à qui la forteresse appartient c'est donc à nous à en acquitter les droits dans ce Cas présent, singuliers et d'exception.

Ce principe est basé sur le droit commun et sanctionné dans nos relations par les antécédents des reparations locations que l'autorité militaire a fait faire d'après ses ordres à divers batiments &c:

Pour ce qui est Monsieur le Commissaire de la demande subsequente de franchise Générale pour tous objets venant de l'étranger qui pourraient être affectés au Service de la forteresse; cette question exige plus de developpement.

L'an

L'autorité militaire comme il a toujours été posé en fait n'a pas plus que moi, rien de commun avec la Diète de la Confédération Germanique. Ce ne sont ni ses droits ni ses privilèges que nous sommes appellés à maintenir ou à défendre. Si cette vérité avait besoin d'être de nouveau démontrée, la Commission militaire, sa formation ses instructions, ses relations le prouverait avec une nouvelle évidence.

L'autorité militaire agit donc uniquement dans les intérêts de la Prusse, comme j'agis uniquement dans ceux des Pays Bas. Si elle avait être obligée de faire une dépense quelconque à la forteresse, ce ne peut être exclusivement que pour compte de son Gouvernement, à titre d'avance, sauf à régler avec qui de Droit. Les frais immenses que fait mon Gouvernement pour la forteresse, sont dans la même Catégorie et suivant la même marche, mais dans l'un et l'autre cas pour l'une ou l'autre Puissance tous les droits doivent être acquittés, hors les cas prévus par le traité de Francfort, ou la Prusse ne paye pas directement, mais dont cependant mon Gouvernement tient compte à titre d'avance.

Vous voyez Monsieur le Commissaire d'après ce développement de ses principes qu'il ne peut pas être question d'autres franchises que celles stipulées par le traité de Francfort: comme je vous prie aussi d'observer, que ce n'est que pour cette fois et bien entendu à titre d'exception que je crois pouvoir prendre à charge de mon Gouvernement l'acquittement d'un droit

qui

qui n'est pas la conséquence directe de ses Ordres ou d'ordres
emanés en son nom.

Recevez Monsieur le Commissaire les asurances de ma très
haute Considération.

Fait signé van Zuylen van Nyevelt

pour Copie Conforme
le General Major
V. Zuylen van Nyevelt

BIBLIOTHEK DER 28 DIV NOES

22A

BADISCHE LANDES-BIBLIOTHEK KARLSRUHE

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK
Baden-Württemberg